

Université de Montréal

Guerre défensive provoquée ou duel pour la prépondérance ? Nouveau regard sur les
origines de la guerre franco-prussienne de 1870-71

par

Carl Rudolf Lemieux

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences
en histoire

Août 2009

© Carl Rudolf Lemieux, 2009

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé
« Guerre défensive provoquée ou duel pour la prépondérance ? Nouveau regard sur les
origines de la guerre franco-prussienne de 1870-71 »

présenté par

Carl Rudolf Lemieux

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

.....
président-rapporteur

.....
directeur de recherche

.....
membre du jury

Résumé en français

La guerre franco-prussienne (ou franco-allemande) de 1870-71 fut un conflit majeur dont l'issue changea considérablement l'équilibre des puissances en Europe avec notamment l'émergence de l'Empire allemand. Pourtant, elle a été oubliée. Bien que depuis la fin du XIX^e siècle, elle fut largement traitée par l'historiographie, la question des responsabilités relativement à son déclenchement demeure un sujet de débat. Tandis que certains historiens estiment que cette guerre fut sciemment provoquée par Bismarck afin de parachever l'unification allemande, d'autres croient que la responsabilité est partagée et que ce conflit était tout simplement inévitable dans le contexte du refroidissement des rapports franco-allemands depuis la défaite autrichienne de Königgrätz (Sadowa). Le présent mémoire entend se dissocier de ces interprétations en jetant un nouveau regard sur le rôle joué par Bismarck lors des « préliminaires » (*Vorgeschichte*) de 1870.

En s'appuyant sur des sources primaires ainsi que sur ce que les historiographies allemande, française et anglo-saxonne nous apprennent, il sera démontré premièrement que la candidature Hohenzollern pour le trône d'Espagne n'a pas été « fabriquée » volontairement par le chef de la diplomatie prussienne afin de compléter l'unification allemande, mais qu'elle fut promue d'abord et avant tout pour des considérations de prestige politique. Deuxièmement, la fameuse dépêche d'Ems modifiée par Bismarck ne peut être considérée comme l'élément déclencheur de ce conflit, car la décision d'aller en guerre fut prise à Paris *avant* que les effets de la dépêche ne se fassent sentir. Enfin, par son besoin d'un succès politico-diplomatique qui aurait consolidé le Second Empire en faisant oublier les reculades antérieures, par son refus de se satisfaire du retrait de la candidature Hohenzollern et par les erreurs de sa politique étrangère en général, la France a adopté une position belliqueuse et s'est retrouvée seule dans une guerre qu'elle n'avait su ni prévenir, ni préparer. L'enjeu à Paris n'était finalement pas le règlement pacifique des différends avec la Prusse, mais la pérennisation de la prépondérance française sur le continent européen.

Mots clefs : guerre franco-prussienne, 1870-1871, France, Second Empire, Prusse, Allemagne, Bismarck, candidature Hohenzollern, dépêche d'Ems, relations franco-allemandes.

English abstract

The Franco-Prussian War (or Franco-German War) of 1870-71 was a major conflict, where the outcome dramatically changed the balance of power in Europe, including the emergence of the German Empire. However, it has been forgotten. Although since the late nineteenth century it was widely discussed by historians, the issue of liability with respect to its outbreak remains a matter of debate. While some historians believe that this war was deliberately provoked by Bismarck in order to complete the unification of Germany, others believe that the responsibility was shared and that this conflict was simply inevitable in the context of the worsening of Franco-German relations, since the Austrian defeat at Königgrätz (Sadowa), in 1866. This thesis aims to dissociate itself from these interpretations by providing new insight regarding the role played by Bismarck during the “preliminaries” (*Vorgeschichte*) of 1870.

Through the use of primary sources and German, French and Anglo-Saxon historiography, it will be shown first that the Hohenzollern candidature for the Spanish throne was not “made” voluntarily by the chief of the Prussian diplomacy to complement the German unification, but was promoted first and foremost for reasons of political prestige. Secondly, the famous Ems telegram amended by Bismarck cannot be seen as the trigger of this conflict, as the decision to go to war was taken in Paris *before* the negative effects of the message were felt. Finally, through its need of a political and diplomatic success that would have consolidated the Second Empire by forgetting earlier setbacks, through its refusal to show full satisfaction with the withdrawal of the Hohenzollern candidature and through the misconduct of its foreign policy in general, France adopted a bellicose position and found itself alone in a war it could neither prevent nor prepare. The issue in Paris was ultimately not the peaceful settlement of disputes with Prussia, but the perpetuation of French dominance on the European continent.

Key words: Franco-Prussian War, 1870-1871, France, Second Empire, Prussia, Germany, Bismarck, Hohenzollern candidature, Ems dispatch, Franco-German relations.

Table des matières

Résumé en français.....	iii
English abstract.....	iv
Liste des abréviations.....	vi
Dédicace.....	vii
1. Introduction.....	1
1.1 Énoncé de la question centrale.....	1
1.2 État de la question.....	2
1.3 Idées directrices.....	10
1.4 Hypothèses et résultats préliminaires.....	12
1.5 Importance du sujet et contribution aux connaissances.....	15
1.6 Sources et méthodologie.....	16
2. 1866 et ses conséquences.....	18
2.1 Le désir d'une paix rapide.....	18
2.2 L'insatisfaction de la France.....	21
3. La candidature Hohenzollern.....	26
3.1 Le début de la crise: l'Espagne à la recherche d'un roi.....	26
3.2 Le revirement.....	37
3.3 La situation en France et l'arrivée du duc de Gramont.....	45
3.4 L'éclatement de la bombe espagnole.....	51
4. La crise de juillet 1870.....	60
4.1 Le discours du duc de Gramont et ses conséquences.....	60
4.2 La demande de garanties.....	76
4.3. La dépêche d'Ems.....	90
5. Conclusion.....	100
5.1 Le rôle de Bismarck dans l'affaire de la candidature.....	100
5.2 La question des responsabilités.....	111
Bibliographie.....	117

Liste des abréviations

- APP* *Die Auswärtige Politik Preußens 1858-1871 – Diplomatische Aktenstücke* (recueil de documents officiels publié par le Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands). Oldenburg, 1935-1936, 10 vol.
- BJ* *Bismarck-Jahrbuch* (recueil de correspondance de Bismarck publié par Horst Kohl). Berlin, Häring, 1894-1899, 6 vol.
- Bluebook I* *Correspondence respecting the negotiations preliminary to the War between France and Prussia 1870*. Londres, 1870.
- Bonnin* *Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne – The Documents in the German Diplomatic Archives* (recueil de correspondance diplomatique entourant la question Hohenzollern, traduite entièrement en anglais, sous la dir. de George Bonnin). Londres, Chatto & Windus, 1957, 312 pages.
- Fester* *Briefe, Aktenstücke und Regesten zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien* (documents diplomatiques, discours, dépêches et extraits de journaux en langue originale, réunis et commentés par Richard Fester). Berlin & Leipzig, Verlag von B. G. Teubner, 1913, 2 vol.
- GW* *Otto von Bismarck: Gesammelte Werke* (recueil des écrits politiques et de la correspondance de Bismarck sous la direction de Hermann von Petersdorff *et al.*). Berlin, Friedrichsruher Ausgabe, 1924-1935, 14 vol.
- KvR* *Aus dem Leben König Karls von Rumänien; Aufzeichnungen eines Augenzeugen*. Stuttgart, Cotta, 1894-1900, 4 vol.
- OD* *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870/71* (recueil des documents officiels publié par le Ministère des Affaires étrangères). Paris, 1910-1932, 29 vol.

À mes parents qui m'ont fait aimer
l'histoire et à tous ceux qui m'ont
supporté durant la rédaction de ce
mémoire.

1. Introduction

1.1 Énoncé de la question centrale

La guerre franco-prussienne (ou franco-allemande) de 1870-71 ne fait pas partie de ces événements peu traités par l'historiographie. Bien au contraire, les ouvrages relatifs aux origines et au déroulement de ce conflit sont légion, que ce soit en langue allemande, anglaise ou française. Cette situation s'explique par le fait que les conséquences liées à ce conflit furent telles, que les ignorer – ou du moins, de ne pas en traiter – aurait été un manquement au devoir de tout bon historien contemporain. On s'est donc énormément attardé à cet affrontement majeur du XIX^e siècle et il n'est pas étonnant que Michael Howard, dans son ouvrage intitulé *The Franco-Prussian War: The German Invasion of France, 1870-1871*, débute sa préface en signalant qu'il n'y eut probablement aucune guerre qui suscita un examen aussi approfondi en proportion à sa durée et son étendue¹.

Depuis le début des années 1970, on remarque qu'hormis les ouvrages de Josef Becker, David Wetzel, Eberhard Kolb et, dans une moindre mesure, Stéphane Audoin-Rouzeau, le thème des origines du déclenchement de la guerre franco-prussienne fut peu traité par l'historiographie. Pourtant, ce conflit changea définitivement l'équilibre des puissances en Europe par la création d'une Allemagne unie, en l'occurrence celle du II^e Reich. Mais au-delà d'une telle observation se trouve le fait que, partant d'une simple question dynastique, cet affrontement souleva non seulement le nationalisme de part et d'autre du Rhin, mais mit en interaction le politique, le militaire et l'opinion publique. La complexité et l'importance même de cette guerre exigent qu'on s'y attarde, tout d'abord pour déterminer les causes profondes de son déclenchement, causes qui ne suscitent d'ailleurs toujours pas l'unanimité au sein des historiens, puis dans un deuxième temps pour évaluer le rôle joué par le chancelier Bismarck, la presse et l'opinion publique dans ce déclenchement. Ce dernier objectif est d'autant plus important que cette guerre fut déclarée en réaction à la publication d'une dépêche écrite par Bismarck et jugée insultante par la France.

¹ Déjà en 1898, poursuit-il, on pouvait dresser une liste bibliographique de 7000 titres et l'augmentation continua au moins pour une autre dizaine d'années. Michael Howard. *The Franco-Prussian War: The German Invasion of France, 1870-1871*. Londres, Granada, 1961, p. XI.

Jusqu'à ce jour, on ne s'est toujours pas entendu sur le rôle de Bismarck dans la question de la candidature Hohenzollern pour la succession du trône d'Espagne, lequel était vacant depuis la révolution de septembre 1868. Alors que certains historiens, tels Pierre Renouvin et Josef Becker, affirment que toute sa politique était orientée vers la poursuite de l'unification allemande et que celle-ci ne pouvait pas se faire sans un conflit avec la France, d'autres, tels Jochen Dittrich, Eberhard Kolb et David Wetzel, croient qu'il s'est résolu à la guerre uniquement lorsque la crise atteignit son paroxysme. À ce débat fort complexe s'ajoute la question de la fameuse dépêche d'Ems, cette « provocation » de Bismarck. Fut-elle véritablement un *casus belli* ? A-t-elle réellement provoqué la guerre ? Une très (trop ?) grande importance a été accordée à ce document alors que les faits montrent que son rôle fut secondaire. Pour tout dire, elle n'eut que très peu d'influence sur la décision d'aller en guerre. Enfin, on s'est beaucoup questionné sur l'origine de la guerre et les conséquences de la défaite française sans chercher à savoir pourquoi, face à la Prusse disposant de forces militaires largement supérieures aux siennes, la France déclara la guerre aveuglément. Ces lacunes historiographiques se doivent d'être explorées, car elles changeront le regard que l'on porte sur cette guerre située au cœur du processus d'émergence de l'Empire allemand, qui est quant à lui le fondement de l'identité de l'État-nation allemand actuel. Approfondir les connaissances liées aux lacunes précédemment énumérées constituera ici l'objet de recherche.

1.2 État de la question

Si, comme le dit Michael Howard, la guerre franco-allemande et ses origines fut un des sujets les plus étudiés par les historiens, il n'en demeure pas moins que l'essentiel des ouvrages portant sur ce conflit fut publié il y a plus de quarante ans. On remarque parmi ceux-ci une énorme diversité allant des biographies de grands personnages, tels Guillaume I^{er}, Bismarck et Napoléon III, jusqu'aux problèmes très spécifiques liées aux origines de la guerre. À cela s'ajoute la question de la langue de publication. En effet, de grandes divergences de points de vue sont à noter selon que l'on choisit la consultation d'ouvrages en allemand, anglais ou français. Afin de pallier à ce problème, ce mémoire fera appel aux œuvres produites dans ces trois langues, mais il faut néanmoins préciser que les historiens qui ont le plus approfondi l'étude de cette guerre sont pour la plupart issus des pays germaniques. Cette « dominance germanique » s'explique par trois raisons. Premièrement, les faits et gestes de Bismarck, avant et après 1870-71, ont laissé une empreinte indélébile sur l'histoire allemande – et européenne –

contemporaine. Deuxièmement, la guerre franco-prussienne marque l'accomplissement du processus de la *Reichsgründung* (« fondation du Reich ») avec notamment comme résultat la création d'une grande Allemagne au cœur de l'Europe incluant l'Alsace-Lorraine nouvellement annexée. Enfin, bien que certains Français se soient intéressés aux causes profondes de ce conflit, l'issue humiliante dont il fut l'objet marqua l'apparition de la fameuse « légende noire » du Second Empire, devenu impopulaire dans l'histoire politique française. Ainsi chercha-t-on à éviter de rappeler cet épisode sombre et quand on le fit, c'était la plupart du temps pour formuler des reproches à la lumière de la défaite. Les ouvrages parus en français et en anglais sont donc moins nombreux, mais ils adoptent des points de vue et des angles d'approche différents qui se doivent d'être traités.

Les recherches sur les rapports franco-allemands avant le déclenchement du conflit constituent rarement un domaine d'étude séparé de la guerre de 1870-71. En effet, bien que certains historiens se soient concentrés principalement sur la période ayant précédé 1870, comme le font par exemple Victor-Lucien Tapié ou encore le proallemand Hermann Oncken, les spécialistes de cette période juxtaposent généralement l'étude de la *Vorgeschichte*, c'est-à-dire la « préhistoire » de cette guerre, à l'analyse du conflit². On obtient ainsi des ouvrages qui focalisent à la fois sur les origines de la guerre et sur son déroulement. Bien que ces deux catégories d'analyse se soient illustrées par une volumineuse historiographie, il semble que l'on se soit davantage attardé aux origines de 1870-71. Cet état de fait résulte du désir de trouver un « coupable », désir qui se fit sentir autant en France qu'en Allemagne. En effet, « la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle voient une véritable floraison de l'historiographie française relative à l'Allemagne moderne et contemporaine [qui] est engendrée par la guerre franco-allemande et ses conséquences³ ». Dès les années qui suivirent le conflit, de nombreuses publications écrites par les protagonistes mêmes suivirent cette voie en insistant tantôt sur leurs décisions, tantôt sur la trame des événements. C'est ainsi que l'ambassadeur de France à Berlin, Benedetti, dès 1871, publia *Ma mission en Prusse*, ouvrage dont le but était surtout de défendre ses propres agissements à l'aube du conflit. Dans la même veine parut en 1872 *La France et la Prusse*

² Cf. Victor-Lucien Tapié. *Autour d'une tentative d'alliance entre la France et l'Autriche (1867-1870)*, Vienne, Österreichische Akademie der Wissenschaften, 1971; Hermann Oncken. *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleon III. von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Krieges von 1870/71 – Nach den Staatsakten von Österreich, Preußen und den süddeutschen Mittelstaaten*. Osnabrück, Biblio Verlag, 1967, 3 volumes.

³ Beate Gödde-Baumanns. « La Prusse et les Allemands dans l'historiographie française des années 1871 à 1914 : une image inversée de la France ». *Revue historique*, volume 279, numéro 1, 1988, p. 51.

d'Antoine Alfred Agénor duc de Gramont, tentative de justification *a posteriori* des actes du fameux ministre des Affaires étrangères – *apologiae* peu convaincante, il faut le dire. Émile Ollivier vint également s'ajouter au tableau français avec les 18 volumes de son *Empire libéral*, mémoires à travers lesquelles il tente de justifier ses actes et dont le contenu fut ouvertement contesté par l'historien allemand Siegfried Brase dès 1912⁴. Il convient d'ailleurs d'ajouter que l'absence à peu près complète de références et l'insuffisance de celles indiquées réduisent de beaucoup la valeur documentaire de ce long plaidoyer *pro domo sua*. Il ne faut donc pas y chercher une critique raisonnée ni même une étude impartiale des faits. Du côté des historiens ayant été témoins de cette guerre, on ne saurait ignorer Albert Sorel et Jean Jaurès qui, dès 1875, surent reconnaître les torts des gouvernants de la France, ce qui les firent apparaître largement en marge des autres historiens français de leur temps⁵. Enfin, tout juste un peu avant la Grande Guerre, Pierre de la Gorce publia son *Histoire du Second Empire* dans laquelle la question de la candidature Hohenzollern occupe une place très importante, pour ne pas dire prépondérante. Sa thèse a ceci de particulier qu'elle qualifie à la fois la Prusse de Bismarck et la France de Napoléon III comme responsables du déclenchement, car ces deux nations cherchaient l'affrontement: « Des deux côtés du Rhin, dit-il, une seule pensée dominait, celle de la lutte.⁶ » Bien que cette idée persiste encore de nos jours au sein de l'historiographie française, elle est fort représentative de cette tradition du réquisitoire envers le Second Empire. Et Pierre de la Gorce d'ajouter :

« L'histoire de ces jours poignants déconcerte l'esprit autant qu'elle déchire le cœur. En notre gouvernement, aucune logique dans la conduite, mais une vue doublement obscurcie chez les uns par l'exaspération, chez les autres par la troublante grandeur des choses; au milieu de tout cela, le plus singulier mélange d'une infatuation qui étonne et d'une ingénuité qui confond⁷. »

Du côté anglais, comme le pays ne fut pas directement impliqué dans le conflit, les documents officiels du *Foreign Office* et la correspondance diplomatique constituèrent jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale la seule véritable référence en langue anglaise traitant des origines de 1870-71.

⁴ Cf. Siegfried Brase. « Emile Olliviers Memoiren und die Entstehung des Krieges von 1870 » dans E. Ebering, dir. *Historische Studien*, vol. 98, Berlin, 1912, (réimpression de l'édition originale par Klaus Reprint Ltd., Vaduz, 1965) p. 1-243.

⁵ Cf. Albert Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*. Paris, Plon, vol. 1, 1875; Jean Jaurès. *La guerre franco-allemande 1870-1871*. Paris, Flammarion, 1971 (première édition en 1907).

⁶ Pierre de la Gorce. *Histoire du Second Empire*. Paris, Plon-Nourrit, 1903, p. 319. De la Gorce s'inscrit d'ailleurs très bien dans cette tradition.

⁷ *Ibid.*, p. 285.

Les protagonistes allemands de l'époque autant que les historiens et observateurs proposèrent une analyse pour le moins différente. Plutôt que de s'adonner à des justifications incessantes – à quoi bon, puisque la guerre avait été gagnée et qu'à la suite de celle-ci, le II^e Reich tant souhaité par les nationalistes était devenue réalité –, ils optèrent pour l'étude des actes de Guillaume I^{er} (Bismarck étant encore en vie et entouré de l'aura du *Reichsgründer*, c'est-à-dire de « fondateur du Reich », peu se hasardaient à le critiquer ouvertement) et pour le recours aux sources et documents afin d'attester la non culpabilité allemande dans le déclenchement du conflit. Heinrich von Sybel et Hermann Oncken furent sans doute les plus connus bien que ces deux auteurs ne surent faire preuve d'une très grande objectivité dans leurs écrits; autant le premier se positionne en tant que défenseur invétéré de Bismarck, autant le second laisse son œuvre principale être agrémentée d'une introduction farouchement antifranaise par l'éditeur⁸. Avec une approche plus rankéenne, Richard Fester publia en 1913 un recueil d'actes et de lettres diplomatiques européennes relatif à la candidature Hohenzollern puis au déroulement de la guerre⁹. Étant très pratique dans la mesure où il offre au lecteur l'accès à un très grand nombre de sources, on peut néanmoins lui reprocher, comme le fait Henry Salomon, d'être « trop peu critique et de donner pêle-mêle des textes tirés des sources avec des extraits de livres de seconde et de troisième main¹⁰ ».

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les historiens allemands furent portés à inscrire la guerre franco-prussienne dans l'optique de la « fondation du Reich » qui en fut le résultat direct. Ce faisant, l'affrontement de 1870-71 n'était pas traité de façon séparée et pointilleuse. On comptait néanmoins de nombreux mémoires venant de militaires ou de hauts personnages politiques. Les *Gesammelte Werke* et les *Pensées et souvenirs* de Bismarck de même que les mémoires du feld-maréchal Waldersee ou encore d'Heinrich Abeken témoignent bien de l'intérêt qu'ont eu ces hommes à laisser une trace de leurs accomplissements¹¹.

⁸ Cf. Heinrich von Sybel. *Die Begründung des deutschen Reiches unter Wilhelm I.* Munich & Berlin, 1913. Pour Hermann Oncken, voir la seconde note infrapaginale.

⁹ Cf. Richard Fester. *Briefe, Aktenstücke und Regesten zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien.* Berlin & Leipzig, Verlag von B. G. Teubner, 1913, 2 vol.

¹⁰ Henry Salomon. *L'incident Hohenzollern – L'événement, les hommes, les responsabilités.* Paris. Librairie Félix Alcan, 1922, p. 4. Des vérifications permettent cependant de remarquer que, dans l'ensemble, ce recueil constitue une excellente source d'information. Seuls quelques extraits sont manquants ou n'ont pas été reproduits dans leur totalité. Cela résulte principalement de la censure et du fait que Fester ne put avoir accès à l'ensemble des archives.

¹¹ Cf. Alfred von Waldersee. *Denkwürdigkeiten des General-Feldmarschalls Alfred Grafen von Waldersee.* Sous la dir. de Heinrich Otto Meisner, Osnabrück, Biblio Verlag, vol. 1, 1967 (réimpression de l'édition de 1922) ; Heinrich Abeken. *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit – Aus Briefen zusammengestellt.* Berlin, Mittler, 1898.

C'est véritablement suite à la Première Guerre mondiale que l'on s'intéressa le plus à la guerre franco-allemande. Les premiers essais parurent dès les années 1920 en langue anglaise et portèrent sur l'opinion publique en France à l'aube de la guerre ou encore sur des documents inédits venant apporter plus de lumière sur cette question; ce sont là les études menées respectivement par Malcolm E. Carroll et Harold Temperley¹². Ces ouvrages se différencièrent des autres dans la mesure où l'on découvrit que l'opinion publique en France n'avait pas – contrairement à ce qu'avaient prétendu *a posteriori* les gouvernants en poste à Paris lors des hostilités – sciemment voulu la guerre et exercé une pression sur le gouvernement afin qu'il l'a déclare. Il semble que l'on se soit résigné à la guerre en étant mal informé ou manipulé par la presse. Si, à Paris, le ton était certes plus belliqueux que dans le reste de la France, on ne peut néanmoins affirmer que le peuple français désirait ardemment la guerre. C'est du moins dans ce sens que va l'explication de Carroll, explication qui fut d'ailleurs récemment appuyée par les travaux de l'historien français Stéphane Audoin-Rouzeau¹³. Quant à Temperley, son analyse se situe dans l'histoire diplomatique et force est de constater qu'il prend davantage position en faveur de la France. Se basant sur les travaux de recherches de Lord Acton en 1907, Temperley rapporte des propos controversés émanant de certains diplomates allemands selon lesquels la candidature Hohenzollern aurait été promue par Bismarck dans le but d'en arriver à une confrontation avec la France dans laquelle la Prusse paraîtrait sur la défensive¹⁴. La question de la responsabilité du conflit reste donc présente dans l'entre-deux-guerres, que ce soit du côté des historiens allemands, français ou anglais. Ces derniers, qui avaient par ailleurs pris position davantage en faveur de la Prusse, en arrivèrent durant les années 1920 à des analyses dont les conclusions soulignaient de plus en plus les méfaits allemands. Sans doute la Grande Guerre a-t-elle joué quelque rôle dans cette modification des points de vue britanniques.

Les troubles des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale eurent leurs répercussions sur la production historique; on vit effectivement une accalmie, mais elle fut de courte durée, car à l'approche du centenaire des événements de 1870-71, l'intérêt pour cette question revint en force. Que l'on songe aux ouvrages de Jean Stengers, Pierre Renouvin et Jacques Droz en

¹² Cf. Malcolm E. Carroll. « French Public Opinion on War with Prussia in 1870 ». *American Historical Review*, vol. 31, no. 4, 1926; Harold Temperley. « Lord Acton on the Origins of the War of 1870, with Some Unpublished Letters from the British and Viennese Archives ». *Cambridge Historical Journal*, vol. 2, no. 1, 1926.

¹³ Cf. Stéphane Audoin-Rouzeau. *1870 – La France dans la guerre*. Paris, Armand Collin, 1989.

¹⁴ Harold Temperley. « Lord Acton on the Origins of the War of 1870, with Some Unpublished Letters from the British and Viennese Archives ». *Cambridge Historical Journal*, vol. 2, no. 1, 1926, p. 72.

français, Jochen Dittrich, Josef Becker, Eberhard Kolb, Hein-Wolf Schlaich et Herbert Geuss en allemand sans oublier Otto Pflanze, Lawrence D. Steefel, Michael Howard et A. J. P. Taylor en anglais, l'engouement pour les années marquant la fondation du Reich et le conflit franco-prussien est général auprès des historiens. Non seulement rédigea-t-on des ouvrages entiers portant uniquement sur la problématique de la candidature Hohenzollern pour le trône d'Espagne, mais on s'intéressa en outre à la personne de Bismarck comme l'attestent ses nombreuses biographies¹⁵. Jamais les recherches ne furent aussi importantes qu'en ces années et c'est à ce moment que se précisèrent les deux plus grandes thèses interprétatives de 1870-71, en l'occurrence celles de Jochen Dittrich et Josef Becker. Guidés par la question de la responsabilité de la guerre (*Kriegschuldfrage*), ces deux historiens poussèrent le débat à son niveau le plus élevé. Si avant, on avait eu tendance à traiter du rôle de Bismarck et des aspects dynastiques, politiques et militaires plus ou moins séparément, ces deux historiens les combinèrent afin d'en arriver à des thèses qui, aujourd'hui encore, divisent les spécialistes de 1870-71. Dittrich évoqua les forces fatales qui, de part et d'autre, ont changé le cours des événements. Selon lui, il n'y avait aucune volonté de guerre initiale en France et en Prusse et, par conséquent, on ne peut attribuer à l'un ou l'autre la responsabilité du déclenchement du conflit. La candidature fut, selon lui, une arme diplomatique et que la guerre ne fut calculée que comme *ultima ratio*¹⁶. En réponse à cette thèse, Josef Becker publia à partir de 1970 cinq articles très bien documentés dans lesquels sa pensée se précise autour de la plus grande responsabilité de Bismarck et de la Prusse dans cette affaire¹⁷. Selon lui, le chef de la diplomatie prussienne

¹⁵ Ce « retour sur scène » de Bismarck est particulièrement palpable dans l'historiographie. Cf. Gordon A Craig. *From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statecraft*. New York, Harper & Row 1965; Edward Crankshaw. *Bismarck*. Londres, Macmillan, 1981; Alan John Percivale Taylor. *Bismarck – The Man and the Statesman*, Londres, Hamish Hamilton, 1966. Du côté allemand, Emil Ludwig et Lothar Gall furent les plus connus.

¹⁶ Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und die spanische Thronkandidatur der Hohenzollern – Die „Kriegschuldfrage“ von 1870*. Munich, R. Oldenbourg, 1962, p. 76.

¹⁷ Josef Becker. « Der Krieg mit Frankreich als Problem der kleindeutschen Einigungspolitik Bismarcks 1866-1871 » dans Michael Stürmer, dir. *Das kaiserliche Deutschland*. Düsseldorf, 1970, p. 75-88; « Zum Problem der Bismarckschen Politik in der spanischen Thronfrage 1870 ». *Historische Zeitschrift*, vol. 212, no. 3, 1971, p. 529-607; « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern und die spanische Thronfrage ». *Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, vol. 9, 1981, p. 436-471; « Von Bismarcks „spanischer Diversion“ zur „Emser Legende“ des Reichgründers » dans Johannes Burckhardt, dir. *Lange und kurze Wege in den Krieg*. Augsburg, 1995, p. 87-113; « The Franco-Prussian Conflict of 1870 and Bismarck's Concept of „Provoked Defensive War“: A Response to David Wetzel ». *Central European History*, vol. 41, no. 1, 2008, p. 93-109. Voir aussi en langue française: « Bismarck et l'Empire libéral ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 2, 1974, p. 327-346. Les vues de Becker sont contestées par David Wetzel (*A Duel of Giants : Bismarck, Napoleon III, and the Origins of the Franco-Prussian War*. Madison, University of Wisconsin Press, 2001) et par Heinz-Otto Kleinmann (« Die spanische Thronfrage in der internationalen Politik vor Ausbruch des deutsch-französischen Krieges » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 125-149). Eberhard Kolb est d'ailleurs lui aussi en

chercha volontairement à provoquer un conflit armé avec la France dans le but de parachèver l'unification allemande¹⁸. C'est donc amener l'idée de guerre préventive, idée qui a pourtant toujours été rejetée par Bismarck. Becker utilise à ses fins de nombreuses sources, mais il semble qu'ici, « he runs off the rails » comme le dit David Wetzel, le plus récent historien s'étant penché sur les origines du conflit¹⁹. La thèse de ce dernier historien est d'ailleurs sans aucun doute celle qui est le plus à jour, car elle tient compte des contradictions émanant du personnage de Bismarck, du rôle de l'Espagne dans toute cette affaire de même que des forces et faiblesses des arguments proposés par Dittrich et Becker. En dépit du caractère succinct de son livre, Wetzel se concentre uniquement sur la question des origines du conflit, ce qui donne à son ouvrage un intérêt particulièrement important dans le cadre de la présente étude, d'autant plus qu'il fut publié récemment, soit en 2001. Enfin, dans un tout récent essai d'interprétation contrefactuelle, l'historienne Stéphanie Burgaud avance l'idée que la politique étrangère française n'œuvrait pas tant au maintien de l'infériorité prussienne qu'à la reconstruction d'un nouvel équilibre qui aurait rehaussé la cohésion de l'Europe face aux deux puissances montantes, la Russie à l'Est et les États-Unis à l'Ouest²⁰. Napoléon III aurait ainsi souhaité obtenir de Berlin une alliance, mais elle ne vit jamais le jour en raison d'une trop grande divergence d'intérêts entre les deux puissances. Se soumettant alors aux pressions du parti autoritaire et désirant reconquérir autant que possible une autorité internationale perdue, il dirigea son pays vers la guerre. Voilà une interprétation qui apporte un « vent nouveau » et dont les principaux arguments seront d'ailleurs soutenus par le présent mémoire.

Moins récemment, Stéphane Audoin-Rouzeau proposa à la fin des années 1980 un bel aperçu du climat politico-social français et des causes du déclenchement de la guerre dans les trois premiers chapitres de son ouvrage intitulé *1870 – La France dans la guerre*. Il se concentra néanmoins surtout sur la période des hostilités. Jean Stengers publia pour sa part en 1987 (réédité en 2004 dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*) un nouvel article portant sur le

désaccord avec Becker dans son article (paru dans *Europa vor dem Krieg von 1870*) intitulé: « Mächtepolitik und Kriegsrisiko am Vorabend des Krieges von 1870 », p. 203-209.

¹⁸ Josef Becker. « Zum Problem der Bismarckschen Politik in der spanischen Thronfrage 1870 ». *Historische Zeitschrift*, vol. 212, no. 3, 1971, p. 605.

¹⁹ David Wetzel. *A Duel of Giants : Bismarck, Napoleon III, and the Origins of the Franco-Prussian War*. Madison, University of Wisconsin Press, 2001, p. 92.

²⁰ Cf. Stéphanie Burgaud. « Napoléon III et Bismarck. Essai d'histoire contrefactuelle ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 41, no. 1, 2009, p. 3-17.

rôle de l'opinion publique dans la genèse de cette guerre²¹. Du côté allemand, les parutions pertinentes les plus à jour sont l'œuvre de Beate Gödde-Baumanns et d'Eberhard Kolb (1987)²² et s'attaquent une fois de plus à la question de la responsabilité de la guerre. Enfin, le biographe de Bismarck, Lothar Gall, offre dans son *opus magnum* intitulé *Bismarck – Der weiße Revolutionär*²³ une belle analyse du rôle joué par le ministre-président dans l'affaire Hohenzollern.

Tout cela amène à constater que nous sommes à l'heure actuelle aux prises avec des analyses vieillissantes qui, malgré leur nombre et leur grande diversité d'approches, laissent divers aspects dans l'ombre. S'il est certes vrai que les derniers historiens de 1870-71 proposent des interprétations plus équilibrées, rien n'empêche de s'interroger à nouveau sur cette guerre qui marqua l'un des épisodes les plus poignants de l'histoire de France et d'Allemagne et qui symbolisa le début d'une hostilité durable en France à l'égard des Allemands, hostilité qui mena jusqu'à la Première Guerre mondiale (bien que d'autres événements vinrent la raviver) et qui perdura jusqu'à la fin de la Seconde. Cette guerre fut donc annonciatrice. Et Audoin-Rouzeau de préciser :

« [...] qu'il s'agisse des aspects militaires et stratégiques, des domaines économiques et sociaux, ou encore des problèmes d'opinion et de mentalité, il est frappant d'observer à quelle point la guerre franco-prussienne annonce l'avenir. Pour tout ce qui a trait à la construction et à la perception de la nation, 1870 a frayé le chemin sur lequel la France s'engagera un demi-siècle plus tard²⁴. »

On fait encore face aujourd'hui, plus particulièrement au sein de l'historiographie française, à un bon nombre d'idées reçues relativement aux origines de ce conflit, idées qui pourraient se résumer à travers la simple pensée que « Bismarck a tout manigancé ». De telles idées réductrices se doivent d'être dénoncées, car la complexité même des prémisses de cette guerre l'exige. Dans un deuxième temps, les historiens semblent lier trop rapidement la dépêche d'Ems à la déclaration de guerre. On verra en effet que cette dépêche, contrairement à ce qui a été dit, n'influa que très peu sur l'opinion publique et encore moins sur la décision d'aller en guerre,

²¹ Cf. Jean Stengers. « Le rôle de l'opinion publique dans la genèse d'une guerre : 1870 et 1914 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mähtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 151-174.

²² Cf. Beate Gödde-Baumanns. « Ansichten eines Krieges. Die Kriegsschuldfrage von 1870 in zeitgenössischem Bewußtsein, Publizistik und wissenschaftlicher Diskussion 1870-1914 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mähtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 175-202 et, dans le même ouvrage: Eberhard Kolb. « Mähtepolitik und Kriegerisiko am Vorabend des Krieges von 1870 », p. 203-209.

²³ Cf. Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße Revolutionär*. Berlin & Munich, Propyläen, 2001.

²⁴ Stéphane Audoin-Rouzeau. *1870 – La France dans la guerre*. Paris, Armand Collin, 1989, p. 16.

décision qui avait été prise avant que les effets de la dépêche ne se fissent sentir. C'est donc dire que ce document ne fut qu'un prétexte pour déclencher des hostilités qui l'auraient été autrement. Jacques Droz va dans le même sens : « il est hors de doute que, même après la dépêche d'Ems, la guerre aurait pu être évitée avec du sang-froid »²⁵.

Aborder le rôle de Bismarck de même que celui des gouvernants français dans les événements-clefs ayant conduit à la déclaration de guerre par rapport à tout ce que l'historiographie peut nous indiquer, voilà ce qui est ici proposé. L'enjeu n'est finalement pas tant de réhabiliter cette guerre – elle n'a pas du tout besoin de l'être –, mais bien plutôt d'apporter des nuances et de démontrer certaines faiblesses dans les interprétations qui en furent faites.

1.3 Idées directrices

Dans la mesure où il est proposé de revoir le discours historique porté sur le conflit de 1870-71 de même que sur ses protagonistes, l'analyse des événements se divisera en trois grandes sections. Tout d'abord, il s'agira de voir brièvement les conséquences de la guerre austro-prussienne de 1866. Bien que cette guerre ne soit pas directement liée à celle qui aura lieu moins de quatre années plus tard, elle marqua une césure dans les rapports franco-allemands. La France, dont la prépondérance sur le continent européen devait beaucoup à la division qu'elle avait veillé à entretenir au sein des États germaniques, vit dans les succès militaires prussiens le signe annonciateur d'un éventuel changement de l'équilibre des forces en Europe. Or, alors qu'à Berlin on commençait à mener une politique *allemande* aux desseins unificateurs, à Paris, on tentait de garder le *statu quo*. C'était là tout le problème : chaque gain fait par la Prusse était considéré comme une perte de prestige pour la France. Ne manquait plus que la possibilité qu'un prince allemand s'installât sur le trône de Madrid pour que celle-ci voulût passer à l'offensive. C'est précisément ce que le second volet abordera en faisant ressortir les tenants et aboutissants des tractations politico-diplomatiques qui eurent lieu entre la Prusse, la France et l'Espagne à partir de la destitution d'Isabelle II à l'automne 1868 jusqu'au début des hostilités en juillet 1870. Ces tractations, dont l'analyse est incontournable afin de bien saisir l'escalade qui aboutit à la déclaration de guerre française, se firent sur un fond nationaliste et à un

²⁵ Jacques Droz. *L'époque contemporaine I – Restaurations et Révolutions (1815-1871)*. Paris, Presses Universitaires de France, 1953, p. 627.

moment où la France et la Prusse – dans le but de trouver une issue aux différends politiques auxquels elles se butaient, tout en conservant l’honneur national – partageaient l’ambition de la victoire diplomatique éclatante. De cette tension surgissent le discours belliqueux du ministre français des Affaires étrangères, le duc de Gramont, ainsi que la fameuse dépêche d’Ems, épisodes auxquels on s’intéressera autant pour leurs effets que pour la controverse historiographique dont ils furent à l’origine. D’ailleurs, bon nombre d’historiens qui perçoivent la dépêche d’Ems comme l’élément déclencheur du conflit considèrent parallèlement qu’elle fournit la preuve du vif désir de Bismarck de parachever l’unification allemande par une provocation de la France qui susciterait le sentiment national allemand à travers une guerre préventive – on verra que cette explication fait fausse route. Quoi qu’il en soit, l’étude de ce document et du rôle joué par la presse et l’opinion publique constituera le troisième grand volet de cette recherche. S’ensuivra, en guise de conclusion, une récapitulation qui, tout en mettant en valeur les responsabilités de chacune des deux puissances vis-à-vis du déclenchement des hostilités, permettra de prendre position. L’étude de cet épisode marquant de l’histoire européenne aura donc l’approche multiple qui lui est indissociable, c’est-à-dire qu’elle traitera non seulement des forces politiques en place et de leurs stratégies, mais aussi de la diplomatie exercée et de l’important rôle joué par la presse et l’opinion publique dans les événements qui menèrent au déclenchement du conflit.

Il va de soi que les ressources documentaires employées aux fins de la présente recherche seront, en raison des questions à traiter, très diversifiées. Les sources officielles, c’est-à-dire les lettres et documents diplomatiques, sont accessibles principalement dans les recueils de Richard Fester²⁶ et Georges Bonnin²⁷ de même que dans les publications officielles, telles *Gesammelte Werke* (GW) et *Origines diplomatiques*. Cela dit, d’autres ouvrages, notamment les mémoires des principaux protagonistes, pourront venir apporter des précisions²⁸. L’essentiel des publications portant sur la *Vorgeschichte* ou, en d’autres termes, sur la période précédant le déclenchement de la guerre, se trouvera dans la bibliographie de ce mémoire qui vient d’ailleurs compléter, en ce qui concerne la question des causes profondes de la guerre, l’importante revue

²⁶ Cf. Richard Fester. *Briefe, Aktenstücke und Regesten zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien*. Berlin & Leipzig, Verlag von B. G. Teubner, 2 volumes, 1913 (ci-après nommé *Fester*).

²⁷ Cf. Georges Bonnin. *Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne – The Documents in the German Diplomatic Archives*. Londres, Chatto & Windus, 1957 (ci-après nommé *Bonnin*).

²⁸ Les monographies de Robert Howard Lord, Lawrence D. Steefel ainsi que Jochen Dittrich contiennent également un lot intéressant de sources primaires. Voir la bibliographie pour les références complètes.

de la littérature qu'avait fait l'historien allemand Widolf Wedlich en 1970²⁹. Il a évidemment fallu, lors de la sélection, faire abstraction des nombreux ouvrages portant sur les campagnes militaires de part et d'autre, car ils n'auraient point apporté de contribution à la compréhension des origines de 1870. L'étude des causes du déclenchement de la guerre franco-prussienne a donc été circonscrite aux années allant de 1868 à 1870, soit de l'annonce de la candidature Hohenzollern pour le trône d'Espagne à la déclaration de guerre du 19 juillet 1870. Dans la mesure où il est ici question d'une guerre limitée à la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord sous l'égide de la Prusse, les thématiques dépeintes se limiteront aux rapports entretenus par les gouvernants de ces deux entités étatiques. Bien entendu, des références à d'autres grandes puissances européennes telles la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie viendront agrémente le contenu de cette recherche qui de toute évidence n'aurait pu les exclure en raison du rôle qu'elles ont joué et des relations politico-diplomatiques qu'elles entretenaient avec la France et la Prusse. Comment en effet serait-il possible de traiter des origines de 1870-71 sans mentionner l'Espagne, pays duquel naît la confrontation ? Il est à noter enfin que les liens économiques et intellectuels ont été laissés de côté puisqu'ils ne permettaient pas de véritablement mieux saisir les forces profondes qui aboutirent à la déclaration de guerre. Quant aux liens sociaux, ils seront abordés à travers l'étude de l'opinion publique de part et d'autre des Vosges.

1.4 Hypothèses et résultats préliminaires

Étant donné que depuis la fin du XIX^e siècle, la guerre franco-prussienne de 1870-71 a fait l'objet d'une multitude de publications qui abordent de façon exhaustive son déclenchement et son déroulement, l'enjeu principal fut de trouver des pistes inexplorées ou du moins, traitées de façon insatisfaisante par l'historiographie. Suite à une investigation faite dans les publications liées à 1870-71, il fut possible de constater que bon nombres d'idées reçues vis-à-vis de Bismarck et de ses intentions modifiaient ici et là les conclusions de certains historiens. Cette analyse aura donc pour mission de faire le point sur ce que l'on pourrait appeler des « faux pas historiographiques » en apportant une argumentation bien pesée et mise à jour. Cette tâche est d'autant plus importante que le « duel de géants » de 1870-71, pour reprendre l'expression de

²⁹ Cf. Widolf Wedlich. « Der deutsch-französische Krieg 1870/71. Literaturbericht und Auswahlbibliographie ». *Jahresbibliographie. Bibliothek für Zeitgeschichte*, vol. 42, 1970, p. 395-458.

David Wetzel, fut quelque peu oublié par la communauté des historiens au cours des trente dernières années. Dans le but d'apporter le « regard nouveau » que ce mémoire s'est donné pour objectif et afin de pallier les « zones grises » existantes, trois grandes hypothèses seront formulées.

Premièrement, il sera montré que la candidature Hohenzollern n'a pas été « faite » par Bismarck dans l'espoir de mener à une guerre d'unification. En réalité, l'initiative est venue du gouvernement provisoire espagnol pour qui il fallait un roi afin de remplacer le reine déchu. Ce n'est qu'après avoir offert la couronne à plusieurs candidats que le maréchal Prim, ce « faiseur de roi » durant l'interrègne, en vint à sérieusement envisager le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen. Tout au long des recherches, la France put prendre position et utiliser son influence pour faire élire un roi qui lui aurait été convenable. Elle fit d'ailleurs grand usage de cette influence, proposant tantôt un candidat, refusant tantôt un autre. Après une année de recherches et d'atermoiements, l'Espagne n'avait toujours pas de roi, principalement en raison des nombreux vetos français. Paris souhaitait la mise en place d'Alfonse, prince d'Asturies mais, comme il était le jeune fils d'Isabelle II, l'Espagne n'en voulait pas. Cette impasse mena à un rapprochement entre la Prusse et l'Espagne, rapprochement qui se voyait facilité par cet élément dérangeant aux yeux des Espagnols qu'était l'ingérence française dans les affaires internes du pays. En février 1870, Bismarck, qui s'était au départ montré indifférent à la question, fut forcé de prendre position et y vit quelques avantages pour la Prusse. Dès lors, il œuvra à la promotion de la candidature, geste qui fut interprété par de nombreux historiens comme la preuve de son désir de mener à une confrontation avec la France d'où surgirait le sentiment national allemand. Non seulement cette interprétation est-elle fautive, car la candidature Hohenzollern n'avait à ce moment rien d'un *casus belli* aux yeux du futur chancelier d'Allemagne, mais elle fait fi d'une réalité pourtant incontournable, à savoir que les gouvernants français déclarèrent la guerre malgré la renonciation de Léopold au début du mois de juillet 1870.

Deuxièmement, le contenu de la fameuse dépêche d'Ems ne justifiait pas une déclaration de guerre. En fait, comparée au texte envoyé d'Ems par le biais d'Heinrich Abeken, la version de Bismarck offre non pas une dénaturation provocante, mais des atténuations³⁰. En outre, des

³⁰ Jacques Binoche. *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*. Paris, Masson & Armand Colin, 1996, p. 43.

erreurs de traduction commises par le bureau berlinois de l'agence de presse Havas ont grossi les termes de la dépêche qui, en allemand, n'avait pas le caractère agressif qu'on lui a attribué. L'historiographie voit souvent dans ce document rédigé par Bismarck la preuve qu'il cherchait à provoquer – tout comme avec la candidature Hohenzollern – la France en « agitant le drapeau rouge devant le taureau gaulois ». Cette thèse est d'autant plus séduisante que Bismarck affirma lui-même dans ses *Pensées et souvenirs* : « En présence de l'attitude de la France, le sentiment de l'honneur national, à mon avis, nous forçait à la guerre. Si nous n'écoutions pas les exigences de ce sentiment, nous perdions pour achever notre évolution nationale toute l'avance gagnée en 1866 »³¹. Il ne faut pas tomber dans le piège; les mémoires de Bismarck donnent à ses faits et gestes une suite logique et le présentent comme le véritable artisan de l'unification allemande alors qu'il ne fut qu'un « apprenti-sorcier » improvisant au fur et à mesure, sans avoir cette préscience qu'il laisse supposer. L'interprétation de la dépêche d'Ems sur la base des mémoires du « chancelier de fer » est problématique puisqu'elle laisse supposer que Bismarck, cherchant l'unification tant désirée et sachant que la France n'était point disposée à l'accepter, aurait œuvré habilement afin d'aboutir à une guerre préventive, tout en s'assurant de donner à la France le rôle de l'agresseur et à la Prusse celui de l'attaqué. C'est pourtant ce point de vue qu'adoptent bon nombre d'historiens et de spécialistes avec le très renommé Pierre Renouvin à leur tête.

Enfin, la France a une part de responsabilité plus grande dans le déclenchement du conflit, car c'est elle qui, en définitive, déclara la guerre à une puissance bien mieux armée et préparée aux réalités de la guerre moderne. Bien que Jochen Dittrich estime que l'on ne peut attribuer la faute à l'une ou l'autre, la mauvaise stratégie de la politique étrangère française – et surtout celle de ses gouvernants – aboutirent au déclenchement des hostilités. En ce sens, on peut dire que les erreurs des gouvernants français ont fait le jeu de Bismarck. Alors que les Hohenzollern avaient clairement signifié à la France le retrait de leur candidature pour le trône d'Espagne, celle-ci commit l'erreur d'exiger auprès de Guillaume I^{er}, qui agissait en tant que chef de la dynastie des Hohenzollern, des garanties supplémentaires pour l'avenir. Il eut été préférable que les dirigeants se satisfassent de ce retrait qui, après tout, répondait à leur demande initiale. En formulant une nouvelle exigence dont le but était d'offrir un succès politico-diplomatique qui aurait consolidé le régime en faisant oublier les problèmes internes et les reculades

³¹ Otto von Bismarck. *Pensées et souvenirs*. Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 261.

antérieures, la France se retrouva isolée car, aux yeux des autres grandes puissances, elle était allée trop loin. Elle se retrouva également contre un ennemi de taille dans une guerre qu'elle n'avait su ni prévoir, ni préparer. Aux Tuileries, on savait pourtant d'ores et déjà qu'en cas de guerre, ce ne serait pas seulement contre la Prusse qu'il faudrait se battre, mais contre tous les États d'Allemagne.

1.5 Importance du sujet et contribution aux connaissances

La guerre franco-prussienne est non seulement incontournable pour quiconque s'intéresse à l'histoire allemande contemporaine, mais elle l'est également pour comprendre l'antagonisme franco-allemand qui persistera jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Alors que, durant la première moitié du XIX^e siècle, cette « Allemagne » encore inexistante était vue comme un modèle intellectuel et social en France, elle deviendra, suite à ce conflit, le « miroir inversé » de la France, c'est-à-dire l'opposé de ce que la France est et tend à être. Au-delà de ce changement de mentalité, cette guerre résultera en la création de l'État-nation allemand, changeant ainsi considérablement la carte européenne. Son issue sera, quant à elle, facteur de troubles pour l'Europe des prochaines décennies. En effet, l'annexion de l'Alsace-Lorraine et les cinq milliards de francs d'indemnités constitueront une pomme de discorde durable, alimentant un désir de revanche français qui s'avérera persistant. C'est donc dire toute l'importance que revêt cette guerre pour l'histoire de l'Europe contemporaine.

Dans la mesure où il s'agit ici de jeter un regard nouveau tenant compte des historiographies allemande, française et anglo-saxonne, ce mémoire aura pour caractéristiques son souci de la nuance et son désir de changer la perspective de 1870-71. Les trois hypothèses susmentionnées montrent clairement l'objet du propos qui sera tenu au cours des prochains chapitres. Par l'étude approfondie de la dépêche d'Ems, par l'examen des tractations politico-diplomatiques qui l'ont précédée et suivie et par la confrontation des différentes thèses relatives au déclenchement de ce conflit, une explication nouvelle sera apportée, laquelle contribuera certainement à une plus grande connaissance de cette guerre située au cœur du processus d'émergence de l'Empire allemand qui est, quant à lui, le fondement de l'identité de l'État-nation allemand actuel.

1.6 Sources et méthodologie

S'appuyant sur des documents diplomatiques de l'époque, sur les mémoires des principaux protagonistes et sur plus de cent ans de publications dans les trois principales langues, le présent mémoire a toutes les sources nécessaires afin de répondre aux hypothèses développées. Devant l'abondance des publications, il fallut faire abstraction de celles qui n'étaient pas suffisamment liées aux questions traitées ou dont le contenu chauvin était des plus discutables. Il serait évidemment vain de les énumérer toutes, mais celles de Jochen Dittrich, Eberhard Kolb, Heinz-Otto Kleinmann, Josef Becker et David Wetzel attireront une attention plus particulière en raison de leur importance pour l'étude des origines de 1870.

Le contenu sera divisé en deux grands chapitres représentant chacun une des trois hypothèses susmentionnées. Pour connaître les desseins de Bismarck avant la guerre, les biographies du personnage de même que les ouvrages traitant de ses faits et gestes avant la guerre seront d'un grand appui. La sélection de ceux-ci sera soumise à la plus grande prudence, étant donné que certains auteurs appliquent à 1870-71 des stratégies qui furent l'œuvre de Bismarck *après* 1871. La dépêche d'Ems devra pour sa part être analysée eu égard aux documents officiels qui relatent son contenu et aux traductions qu'on en a fait. Comme la presse joua un rôle important dans le caractère « explosif » de cette dépêche, des quotidiens français de l'époque serviront en outre à donner le pouls de l'opinion publique. Enfin, pour ce qui est de l'attitude des dirigeants français de l'époque, les mémoires de ceux-ci seront traitées, à l'instar de celles de Bismarck, avec beaucoup de circonspection. Elles tendent effectivement dans bien des cas à faire de l'autojustification ou encore à renvoyer la faute sur les autres principaux protagonistes. L'étude de leurs actes peut néanmoins être accomplie de façon adéquate par des biographies et articles bien choisis.

Enfin, l'organisation des idées est faite de manière chronologique avec, au début de chacun des chapitres, une succincte mise en contexte. Le but est ici de montrer le cours des événements, tels qu'ils ont été, de façon claire et accessible pour le lecteur. Si des retours dans le temps sont effectués ici et là, ce sera toujours dans le but de clarifier ou compléter des informations qui, sans ces retours, n'auraient pas pu être traitées de façon satisfaisante. Seront donc abordées respectivement 1) les conséquences de 1866 sur les rapports franco-allemands; 2) l'affaire Hohenzollern, de la destitution d'Isabelle II à l'éclatement de la « bombe

espagnole », et 3) la crise de juillet 1870, du discours de Gramont le 6 juillet jusqu'à la déclaration de guerre française le 19 du même mois.

*
* *

2. 1866 et ses conséquences

2.1 Le désir d'une paix rapide

A partir de la défaite autrichienne de Königgrätz (Sadowa) le 3 juillet 1866, les tensions entre la France et la Prusse ne cessèrent de s'amplifier. Peu de temps avant le déclenchement du conflit austro-prussien, soit en octobre 1865, Bismarck avait pris un arrangement avec l'empereur des Français, Napoléon III, en vertu duquel, dans le cas d'une victoire prussienne, Berlin pourrait agrandir son influence aux dépens des États d'Allemagne du Sud, à condition que la France pût obtenir certaines compensations territoriales sur le Rhin. Cet arrangement, aussi nommé « entrevue de Biarritz », faisait également de l'Italie l'alliée de la Prusse de façon à ce que, dans l'éventualité d'une guerre, l'Autriche soit forcée de se battre sur deux fronts. Évidemment, chacune des puissances espérait tirer le plus grand profit d'une défaite autrichienne. Si pour la Prusse, le but fixé était alors d'écarter l'Autriche du contrôle des affaires allemandes (occasion qui plaisait vraisemblablement à Napoléon III³²), la France espérait, quant à elle, des révisions territoriales en sa faveur, révisions qui, sans bousculer l'ordre de 1815, permettraient à tout le moins un agrandissement du territoire national – éventualité plus que bienvenue par l'opinion publique dont la survie du régime dépendait. Par ailleurs, dans la mesure où les Autrichiens recherchaient aussi secrètement la neutralité française, avec des termes et conditions très similaires à ceux que la France avait avec la Prusse – la création d'un État satellite français en Rhénanie en était un parmi tant d'autres –, Napoléon III avait toutes les raisons de croire que son pays sortirait bénéficiaire du conflit austro-prussien, peu importe le vainqueur³³. Quant à l'Italie, c'était pour elle l'occasion de mettre la main sur la Vénétie, territoire qu'elle convoitait et qui appartenait alors à l'Autriche.

La guerre fut de courte durée et à peine fut-elle gagnée que de nouveaux problèmes survinrent. Le fait que Bismarck ait, la soirée même de la bataille de Sadowa, affirmé « qu'il était

³² Il affirma à ce sujet: « J'avoue aussi que je ne voyais pas sans une certaine satisfaction se dissoudre la confédération germanique organisée principalement contre la France ». Wilfried Radewahn. « Europäische Fragen und Konfliktzonen im Kalkül der französischen Außenpolitik vor dem Krieg von 1870 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtikonstellation, Konfliktfelder, Kriegausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 40-41.

³³ Christopher Clark. *The Iron Kingdom. The Rise and Downfall of Prussia 1600-1947*. Londres, Penguin Books, 2007, p. 533. Voir aussi à ce sujet les ouvrages suivants: Heinrich von Srbik. « Der Geheimvertrag Österreichs und Frankreichs vom 12. Juni 1866 ». *Historisches Jahrbuch*, vol. 57, 1937, p. 454-507; Gerhardt Ritter. « Bismarck et la politique rhénane de Napoléon III ». *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 78, no. 4, 1964, p. 291-329; E. Ann Pottinger. *Napoleon III and the German Crisis 1856-1866*. Cambridge (MA), Harvard University Press, 1966, p. 24-150 ; Otto Pflanze. *Bismarck and the Development of Germany. The Period of Unification 1815-1871*. Princeton, Princeton University Press, 1990, vol. 1, p. 302-303.

temps de regagner la vieille amitié avec l'Autriche » démontre non seulement tout son zèle politique³⁴, mais également à quel point cette guerre n'avait été que le moyen pour parvenir à une fin, à savoir le contrôle de la Confédération germanique. Mais si c'était là effectivement l'application concrète du principe clausewitzien bien connu selon lequel la guerre « n'est que la simple continuation de la politique par d'autres moyens »³⁵, il n'en demeure pas moins qu'il est surprenant de constater qu'immédiatement après cette victoire décisive, Bismarck faisait déjà fi du sentiment hostile envers l'Autriche et des revendications territoriales des militaires – et du roi Guillaume I^{er} – qui voulaient sévèrement punir celle-ci. Force est de constater que, déterminé qu'il était à ne pas laisser resurgir le dualisme qui régnait auparavant dans les territoires allemands³⁶, il entrevoyait déjà clairement l'importance significative de ce bloc de soixante-dix millions d'habitants pour la politique étrangère. Aussi n'était-il pas question pour lui d'abandonner cette nouvelle donne pour tout autre avantage dans les affaires extérieures, encore moins pour des gains territoriaux susceptibles de créer une pomme de discorde à long terme³⁷. Dès lors, la modération vis-à-vis de l'Autriche ne devenait plus seulement souhaitable, mais nécessaire afin d'éviter que ne subsiste dans ce pays une volonté de revanche qui pourrait se transformer en une coalition de puissances dressées contre la Prusse. La lettre qu'il écrivit à sa femme Johanna le 9 juillet 1866 témoigne bien de cette prudence :

« Si nous n'exagérons pas dans nos exigences et ne prétendons pas avoir conquis le monde, nous obtiendrons une paix qui en vaudra la peine. Mais nous nous enivrons aussi rapidement que nous nous montrons abattus et c'est à moi que revient la tâche ingrate de mettre l'eau dans le vin pétillant en rappelant que nous ne sommes pas seuls à vivre en Europe, mais que nous avons pour voisins trois puissances qui nous haïssent et nous envient³⁸. »

Un diplomate de l'école classique – et attaché aux idées du Congrès de Vienne de 1815 –, tel Bismarck, ne pouvait que craindre un accroissement excessif des forces du royaume de Prusse, car, par définition, « les États souverains tiennent pour ennemi le prétendant à l'hégémonie,

³⁴ Friedrich Darmstaedter. *Bismarck and the Creation of the Second Reich*, New York, Russel & Russel Inc., 1965, p. 290.

³⁵ Carl von Clausewitz. *De la guerre*. Paris, Perrin, 1999, p. 46.

³⁶ Bismarck disait à propos de l'Allemagne qu'elle était trop petite pour l'Autriche et la Prusse : « L'Allemagne est trop petite pour nous deux [...], tant que nous labourons la même terre, l'Autriche est le seul pays avec lequel nous pouvons faire un gain permanent ou contre lequel nous pouvons souffrir d'une perte durable. Tout au long du dernier millénaire, le dualisme allemand régularisa ses relations internes par une guerre à tous les cent ans; dans ce siècle-ci également, aucun autre moyen ne permettra à l'horloge de l'Histoire de donner l'heure juste. » Cité dans : Henry Kissinger. « The White Revolutionary: Reflections on Bismarck ». *Dædalus – Journal of the American Academy of Arts and Sciences*, vol. 97, n° 3, 1968, p. 912.

³⁷ Friedrich Darmstaedter. *Bismarck and the Creation...*, *op. cit.*, p. 290.

³⁸ Cité dans: Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße Revolutionär*. Berlin & Munich, Propyläen, 2001, p. 368 [traduction libre].

c'est-à-dire celui qui pourrait les priver de leur autonomie, de leur capacité à prendre librement leurs décisions »³⁹. Aux yeux des autres puissances européennes, cette nouvelle victoire obtenue par Berlin correspondait on ne peut mieux à ce rôle de prétendant que semblait vouloir prendre la Prusse et le *Ministerpräsident* qu'était Bismarck en était bien conscient puisque toute sa stratégie lors des négociations de paix avec l'Autriche alla dans le sens de la modération. Il faut dire qu'avant même le déclenchement des hostilités, Bismarck savait que Napoléon III estimait une victoire de l'Autriche fort probable et cela le poussait d'ailleurs à craindre la réaction française dans le cas où la Prusse l'emporterait⁴⁰. Cette crainte s'avéra fondée car, suite à la victoire prussienne, le mot d'ordre « revanche pour Sadowa » devint en effet bien populaire à Paris où l'on espérait dès que possible saisir la chance de remettre la Prusse récemment affermie à sa place⁴¹. Seul un arrêt rapide des hostilités pouvait donc permettre d'éviter, comme Bismarck le dira, l'intervention de ce « troisième larron » d'où l'empressement avec lequel il débuta d'ailleurs les négociations de paix à Nikolsburg⁴².

Son calcul était bien simple : l'amélioration des rapports avec l'Autriche et les États allemands du Sud, qu'ils soient économiques ou politiques, ne pouvait qu'apporter des bénéfices à la Prusse – l'Histoire lui donnera d'ailleurs raison. Dans la poursuite de ce leitmotiv, il devenait tout à fait pertinent pour le ministre-président d'envisager la mise en place d'une *deutsche Politik* (« politique allemande »). Non seulement avait-elle le pouvoir de faire resurgir les idéaux de 1848 avec le drapeau noir-rouge-or qui s'y rattachait, mais elle tendait à montrer aux autres pays que la Prusse n'était pas si conservatrice qu'elle semblait l'être et qu'elle entendait bien laisser la chance aux autres nations membres de cette *Mitteleuropa* allemande de se joindre à une nouvelle confédération à caractère beaucoup plus démocratique que ce que l'Autriche promettait à la même époque. La proposition « révolutionnaire » faite par Bismarck en avril 1866 pour l'élection d'un *Reichstag* au suffrage universel *secret* ne fut-elle pas une des

³⁹ On ajoutera que « la disproportion entre le potentiel des nations et les accomplissements de leur diplomatie a souvent pour cause le regroupement des unités contre celle d'entre elles qui paraît promise au rôle de "perturbateur" ». Raymond Aron. *Paix et guerre entre les nations*. Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 80.

⁴⁰ Robert A. Kann, *Geschichte des Habsburgerreiches 1526-1918*, Cologne / Vienne / Graz, Böhlau Verlag, 1982, p. 255. Les historiens Edward Crankshaw et Helmut Böhme vont également dans ce sens lorsqu'ils affirment que Bismarck voulait conclure une paix rapidement, car il craignait la France : Edward Crankshaw. *Bismarck*. Londres, Macmillan, 1981, p. 215-216 ; Helmut Böhme. *The Foundation of the German Empire*. Oxford, Oxford University Press, 1971, p. 140.

⁴¹ Heinrich August Winkler, *Histoire de l'Allemagne (XIXe- XXe siècle): le long chemin vers l'Occident*. Paris, Fayard, 2005, p. 178.

⁴² On ajoutera que le renforcement de l'armée autrichienne par le sud résultant d'un tel prolongement de la guerre (dans le cas d'une intervention française) aurait pu amener avec lui un lot d'incertitudes qu'il valait mieux éviter. Robert A. Kann, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 255.

raisons pour laquelle la Prusse et l'Autriche entrèrent en guerre⁴³? Si la Prusse se limitait elle-même dans ses revendications et s'engageait à respecter la ligne du Main, plus rien ne pouvait effectivement empêcher un éventuel rapprochement entre le Nord et le Sud⁴⁴. C'est d'ailleurs sur cette base que fut conclu l'armistice du 26 juillet 1866. L'utilisation de tels moyens de « séduction » auprès des États allemands récalcitrants vis-à-vis de Berlin s'inscrit on ne peut mieux dans le cadre de la *Realpolitik* bismarckienne où ce n'était pas tant les principes, convictions ou croyances personnelles qui comptaient, mais bien plutôt les actions prises visant à pérenniser et renforcer la position de la Prusse en Europe. Alors que le *Zollverein* avait été le point de départ discret de cette politique, le *Norddeutscher Bund*⁴⁵ marquait l'étape ultime avant l'unification. Cependant, ce déplacement du centre de gravité de l'Europe centrale de Vienne à Berlin avait été rendu en partie possible grâce à la non-intervention de la France; il fallait donc s'attendre à ce qu'elle voulût en tirer profit et c'est précisément à ce moment qu'il devint évident que de part et d'autre du Rhin l'on ne poursuivait ni la même politique, ni n'avait les mêmes objectifs.

2.2 L'insatisfaction de la France

Bien que neutre durant les hostilités, la France était, par son implication diplomatique, intimement liée à la tournure que prendraient les événements suite à la victoire de 1866. Lors de l'entretien de Biarritz, Napoléon III avait réussi à mettre une sourdine à l'ardeur belliqueuse des Italiens (qui voulaient depuis quelque temps déjà régler leurs différends avec l'Autriche) en s'engageant, afin d'assurer l'alliance entre la Prusse et l'Italie (Piémont), à rester neutre et à ne se ranger du côté des Italiens que si la Prusse se défilait⁴⁶. Par conséquent, il était tout naturel qu'il voulût être récompensé pour ses bons offices et donner à la France le rôle de médiateur

⁴³ L'Autriche refusa d'appuyer la proposition, sur quoi la Prusse décida de dissoudre le *Reichstag*, provoquant ainsi la déclaration de guerre autrichienne.

⁴⁴ Pierre Ayçoberry. *L'unité allemande 1800-1871*. Paris, Presses Universitaires de France, 1968, p. 111.

⁴⁵ Confédération de l'Allemagne du Nord, mise en place en 1867.

⁴⁶ Benoît Pellistrandi. *Les relations internationales de 1800 à 1871*. Paris, Armand Colin, 2000, p. 104. Forts d'un tel soutien, les Italiens se permirent d'ailleurs de relâcher quelque peu le front; cela se sentit au moment de l'affrontement où, en l'espace d'un mois, l'armée autrichienne de 30 000 hommes postée dans le Trentin réussit à repousser une armée italienne forte de 200 000 hommes. De plus vit-on le 20 juillet dans l'Adriatique une escadre autrichienne venir à bout des navires de guerre italiens en nombre deux fois supérieurs. Geoffrey Wawro, *The Austro-Prussian War. Austria's War with Prussia and Italy in 1866*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 279.

lors des préliminaires de paix de Nikolsburg⁴⁷. Un rapport trop optimiste de l'ambassadeur de France à Berlin, Vincent Benedetti, concernant les dispositions de Bismarck, lui fit croire qu'il pourrait obtenir quelques territoires en Allemagne. Le 29 juillet 1866, le ministre des Affaires étrangères Drouyn de Lhuys, qui avait conseillé à l'hésitant Napoléon III d'aller de l'avant avec ses revendications, communiqua à Benedetti les demandes de la France : rétablissement de la frontière de 1814, Palatinat bavarois, partie hessoise de la rive gauche du Rhin et l'exclusion du Luxembourg de la fédération des États allemands⁴⁸. Il n'en fut rien. Non seulement Bismarck refusa-t-il de recevoir Benedetti, avant la signature des préliminaires – dont le contenu fut repris pour l'essentiel par la paix de Prague quatre semaines plus tard –, mais il éluda les demandes de « pourboires » de Napoléon III. La tentative de ce dernier visant à renforcer et perpétuer le dualisme allemand en éveillant et encourageant l'ambition de la Prusse avait échoué. Comme l'indique l'historien Gerhardt Ritter :

« Les succès militaires et politiques de la Prusse surpassèrent de loin toutes les attentes; l'élimination de l'Autriche-Hongrie (sic) de la Confédération Germanique modifia toutes les perspectives. Napoléon ne pensa même pas, alors, à insister avec toute son énergie sur ces « petites rectifications de frontières » qu'il avait réclamées pour le cas d'un grand accroissement de la Prusse. Au contraire, il comprit tout de suite que ce ne serait pas avec des moyens si mesquins que le prestige français pourrait être sauvé, au moment où s'opérait une énorme modification dans les rapports entre puissances continentales⁴⁹. »

Déçu, mais espérant tout de même pouvoir parvenir à un compromis satisfaisant, il reprit dès le mois d'août 1866 les pourparlers avec la Prusse en vue cette fois-ci d'un projet de coopération étroite entre les deux pays. Dans les grandes lignes, l'esquisse de l'entente bipartite⁵⁰ dressée par Benedetti à Berlin stipulait que la France s'engageait à ne pas s'opposer à l'intégration des États d'Allemagne du Sud dans les territoires soumis à la Prusse, à condition que cette dernière lui offre son soutien dans l'acquisition du Luxembourg et de la Belgique. Bismarck, soucieux de ne pas s'engager dans la voix d'une promesse, accepta sous toutes réserves de prendre le brouillon dudit projet de coopération rédigé par la main de Benedetti – c'était là d'ailleurs une grave erreur de la part de l'ambassadeur – et de le présenter au roi de Prusse Guillaume I^{er}. En réalité, le *Ministerpräsident* avait alors la conviction que la politique étrangère française ne pouvait avoir

⁴⁷ Cf. Frédéric Laux. « Bismarck et l'affaire du Luxembourg de 1867 à la lumière des archives britanniques ». *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 115, no. 3, 2001, p. 183-202.

⁴⁸ Gerhardt Ritter. « Bismarck et la politique rhénane de Napoléon III ». *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 78, no. 4, 1964, p. 329.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 328.

⁵⁰ Pour voir de façon intégrale ce projet d'entente bipartite, consulter : Hermann Oncken. *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleon III. von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Krieges von 1870/71 – Nach den Staatsakten von Österreich, Preußen und den süddeutschen Mittelstaaten*. Osnabrück, Biblio Verlag, 1967, vol. 2, p. 94 et suiv.

le moindre intérêt à promouvoir l'unité petite-allemande et à laisser la Prusse agir à sa guise en Allemagne; à ses yeux, tôt ou tard, la France voudrait faire entrer la Prusse dans le jeu de ses propres intérêts. « Il est difficile, écrivit-il à son ambassadeur à Paris au début de l'année 1867, de ne pas entrevoir derrière cette démarche la volonté de nous compromettre aux yeux de l'Allemagne et de l'Europe et de nous isoler éventuellement.⁵¹ » Cette vision des choses est compréhensible dans la mesure où la France ne pouvait effectivement pas, par la nature même de ses intérêts, accepter d'emblée un changement dans l'équilibre des forces en Europe qui se serait opéré à son désavantage. Jusqu'à la guerre austro-prussienne, elle avait considéré que le meilleur moyen de faire subsister sa prépondérance et de satisfaire ses intérêts politiques à l'extérieur était de favoriser le nationalisme « petit-allemand » de moins grande portée territoriale et politique⁵². Cette conception, dont le fond était motivé par la volonté de garantir le progrès économique et social et par le désir de faire de la France le porte-étendard de la paix entre les peuples, présentait également Napoléon III comme un monarque différent de ceux qui, en son temps, étaient encore attachés à la stagnation et à la réaction. Aussi s'était-il toujours prononcé en faveur du droit à l'autodétermination des peuples, ce qui lui avait permis bon nombre de succès politiques. Mais son ambivalence était problématique en cette période de changements importants sur la scène politique européenne. Comme l'explique Kissinger :

« Il s'était donc fixé comme but ultime d'abroger les clauses territoriales de l'accord de Vienne et de modifier le système étatique sur lequel il se fondait. Mais il ne comprit jamais que l'accomplissement de cet objectif signifiait aussi une Allemagne unifiée qui mettrait un point final aux ambitions hégémoniques de la France sur l'Europe centrale. La nature désordonnée de sa politique reflétait son ambivalence personnelle. Se méfiant de ses « frères » monarques, il devait compter sur l'opinion publique et ses orientations fluctuaient en raison de ce qu'il estimait être nécessaire pour nourrir sa popularité⁵³. »

En voulant s'approprier le Luxembourg et la Belgique, non seulement l'empereur des Français entraînait-il en contradiction avec le système dont il était le représentant par excellence, mais il minait les fondements mêmes de celui-ci, donnant *ipso facto* à sa politique l'allure d'imprévisibilité qu'elle garda jusqu'en 1870. En outre, la manœuvre maladroite de Drouyn de Lhuys avait offert à Bismarck un moyen commode d'amener les États du Sud, principalement la Bavière, à la conclusion d'une alliance défensive et offensive. Toujours est-il que cette stratégie, mieux connue sous le nom de « politique de compensations », se solda par un échec et par une

⁵¹ Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße...*, op. cit., p. 406.

⁵² *Ibid.*, p. 419.

⁵³ Henry Kissinger. *Diplomatie*. Paris, Fayard, 1996, p. 94-95.

nouvelle crise, en l'occurrence, celle du Luxembourg en 1867. Dès lors, il était bien clair qu'en raison de cette nouvelle position acquise par la Prusse dans les affaires allemandes, une réorientation de la politique étrangère française s'imposait. C'était là un changement d'autant plus impératif que Bismarck remodelait de son côté le *Zollverein* (juin 1867) en le rendant pratiquement équivalent à une union politique, pour ne rien dire des alliances militaires susmentionnées qu'il avait contractées dès 1866 avec les États d'Allemagne du Sud⁵⁴ et qui, à toutes fins pratiques, les avaient privées de la prérogative la plus importante de leur souveraineté, à savoir le contrôle de leurs armées⁵⁵.

Napoléon III et ses conseillers prirent alors la décision de suivre deux grandes stratégies. La première consistait à parrainer la création d'un *Süddeutscher Bund*, soit un contrepoids à la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui aurait été formé par les quatre États d'Allemagne du Sud (Bavière, Baden, Wurtemberg et Hesse-Darmstadt). Selon le Duc de Gramont, qui alors était ambassadeur de France à Vienne, cette nouvelle fédération aurait pu constituer une barrière politique et morale au développement de la Confédération de l'Allemagne du Nord et, par là même, aurait certainement contribué au maintien de la paix⁵⁶. Des efforts furent effectivement entrepris en ce sens par les quatre États concernés, mais sans succès⁵⁷, chacun cherchant la satisfaction de ses propres intérêts et n'étant pas disposé à faire les compromis nécessaires. Sans doute la France aurait-elle pu, à travers une intervention plus active, forcer quelque peu les choses, mais la Prusse se serait aussitôt opposée à cette ingérence. Il y avait donc un dilemme à surmonter. S'il n'était pas envisageable pour Napoléon de dire publiquement que l'agrandissement de la Confédération au-delà du Main représentait un *casus belli*, il ne lui était pas davantage possible d'annoncer la volonté de son gouvernement de permettre l'union du Nord et du Sud, car il en aurait résulté un embarras de taille auprès des cercles militaires et politiques qui au même moment œuvraient à la concrétisation d'une alliance

⁵⁴ Les pourparlers de ces alliances défensives et offensives, mieux connues sous le nom de *Schutz- und Trutzbündnisse*, débutèrent immédiatement après la paix de Prague signée avec l'Autriche en juillet 1866. La Prusse conclut l'alliance avec le Wurtemberg le 13 août, puis avec le Baden quatre jours plus tard. Le 22 août, ce fut au tour de la Bavière d'y adhérer et le duché de Hesse-Darmstadt signa pour sa part l'alliance le 7 avril de l'année suivante.

⁵⁵ William E. Echard. « Conference Diplomacy in the German Policy of Napoleon III, 1868-1869 ». *French Historical Studies*, vol. 4, no. 3, 1966, p. 245.

⁵⁶ Gramont à Moustier, Vienne, confidentiel, 12 janvier 1868, *OD*, vol. XX, 191 : 6335.

⁵⁷ Au début de l'année 1869, évoquant les rumeurs de création d'une Confédération de l'Allemagne du Sud, le ministre français des Affaires étrangères, Charles Marquis de La Valette, affirma : « Cette idée a pris jusqu'à ce jour peu de consistance, et il est douteux que l'entente nécessaire à sa réalisation ait fait de sérieux progrès. » La Valette à Benedetti, Paris, 15 février 1869, *OD*, vol. XXII, 249 : 7232.

militaire avec l'Autriche dirigée contre la Prusse. C'était là d'ailleurs la deuxième stratégie adoptée par Napoléon III afin de répondre aux *Schutz- und Trutzbündnisse* que Bismarck avait conclu avec les États sud-allemands.

Depuis la défaite autrichienne de 1866, le risque de guerre entre la France et la Prusse planait. Si, de part et d'autre du Rhin, on ne souhaitait pas d'emblée la confrontation armée, on se montrait toutefois bien disposé à suivre l'adage « *Si vis pacem, para bellum* ». En France, le souvenir de l'échec de la politique de compensations nourrissait une hostilité à l'égard de la Prusse qui tardait à s'estomper. Comme l'affirme d'ailleurs l'historien Victor-Lucien Tapié : « Il était bien clair que, n'ayant reçu aucune compensation aux agrandissements territoriaux de la Prusse et au progrès de sa puissance militaire, les Français envisageaient la possibilité d'une guerre, pour obtenir par la victoire ce que la négociation leur avait refusé⁵⁸ ».

C'est donc dire que cette réorientation de la politique étrangère française suite à la guerre austro-prussienne fut la prémisse d'un refroidissement durable des relations entre les deux pays. La Prusse était devenue la puissance rivale dont l'expansion devait être contenue ou, du moins, ralentie autant que possible, car il en allait du prestige même de la nation. Alors que la révolution de septembre 1868 en Espagne et plus particulièrement la destitution de la reine Isabelle II offraient précisément à la France l'opportunité de mener une politique de prestige, il fallait s'attendre à ce qu'une nouvelle crise puisse surgir advenant le cas où la Prusse serait mêlée à l'évolution de la question espagnole. Ce fut chose faite avec l'annonce de la candidature d'un prince de la dynastie des Hohenzollern pour le trône d'Espagne.

*
* *
*

⁵⁸ Victor-Lucien Tapié. *Autour d'une tentative d'alliance entre la France et l'Autriche (1867-1870)*. Vienne, Österreichische Akademie der Wissenschaften, 1971, p. 15.

3. La candidature Hohenzollern

3.1 Le début de la crise : l'Espagne à la recherche d'un roi

Par ses possessions coloniales sur la côte africaine et dans les Caraïbes, l'Espagne semblait encore appartenir durant la seconde moitié du XIX^e siècle aux riches puissances du monde, mais elle avait perdu beaucoup de terrain et ne s'intéressait à la politique européenne que dans la mesure où celle-ci pouvait lui apporter quelques avantages ou encore influencer sur le reste de son empire outre-mer. La question de l'unification allemande et celle de la rivalité franco-prussienne suscitaient ainsi peu d'intérêt à Madrid. De toute façon, les faiblesses internes de l'Espagne ne lui permettaient pas de mener une politique étrangère aussi active qu'elle l'aurait désiré. C'est donc dire que rien ne prédisposait ce pays de la péninsule ibérique à être mêlé aux grands événements de la politique européenne et pourtant, son évolution fut le catalyseur d'une crise dont l'ampleur dépassa largement les Pyrénées. Comme l'observait en 1877 l'historien allemand hispanophile Wilhelm Lauser:

« Les événements violents de notre siècle, à savoir la chute de la domination napoléonienne et la création du nouveau Reich allemand, sont pour l'Histoire intimement liés à la question du trône espagnol [et] à l'opposition française vis-à-vis de la candidature Hohenzollern⁵⁹. »

Depuis l'accession au trône d'Isabelle II en septembre 1833, l'écart n'avait cessé de se creuser entre l'Espagne et les autres grandes puissances européennes. Aux niveaux économique, social et culturel, le pays faisait plutôt piètre figure et c'est tout juste s'il était à même de garantir son indépendance. Pour s'en convaincre, il suffit de constater les nombreuses interventions de la Grande-Bretagne et de la France dans les affaires espagnoles, et l'insurrection cubaine de 1868 qui se transforma en véritable guerre d'indépendance, attirant ainsi non seulement l'attention des Européens, mais aussi celle des États-Unis. Cela dit, l'interventionnisme français en Espagne, à la différence de celui de la Grande-Bretagne dont le but était la préservation du *statu quo* sur la scène européenne, poursuivait d'autres objectifs. Il était motivé d'une part par le désir de protéger le régime impérial du danger émanant de la révolution espagnole et d'autre part par la volonté de renforcer la position de celui-ci en veillant à mettre en place un gouvernement espagnol qui aurait activement agi dans le sens des intérêts de la France ou du

⁵⁹ Wilhelm Lauser. *Geschichte Spaniens vom Sturz Isabellas bis zur Thronbesteigung Alfonsos*. Leipzig, Brockhaus, vol. 1, 1877, p. V [traduction libre].

moins qui aurait été si faible politiquement qu'elle se serait vue libérée de toutes craintes⁶⁰. Or, des craintes, il y en avait un nombre grandissant depuis le début de la révolution de septembre 1868 et elles n'épargnaient point Napoléon III :

« [...] époux d'une Espagnole, partisan d'une Union latine dont il souhaiterait faire un bloc opposable aux Puissances du Nord, préoccupé enfin par la menace d'une guerre prochaine contre la Prusse, au cours de laquelle l'Espagne pourrait être son auxiliaire ou au contraire menacer sa frontière des Pyrénées, l'Empereur est à la recherche d'une politique qui renforcerait la position de la France. Mais il sait fort bien que le caractère ombrageux des Espagnols, hostiles à toute ingérence étrangère dans leurs affaires, l'oblige à prendre une attitude de stricte neutralité apparente. C'est pourquoi son gouvernement prescrit à l'ambassadeur de France à Madrid, Mercier de Lostende, d'agir avec la plus grande prudence, et même l'invite à demander un congé, pour régler « des affaires personnelles », congé qui justifiera son absence pendant la période où la question du trône sera débattue devant le Cortès⁶¹. »

Évidemment, au moment où la révolution espagnole battait son plein, il était devenu nécessaire, voire inévitable pour le gouvernement français qu'il veillât à tourner la situation à son avantage. La chute d'Isabelle II avait été un coup dur pour Napoléon et celui-ci comptait bien donner son mot quant à la forme future de la gouvernance à Madrid. De toutes les possibilités qui semblaient poindre à l'horizon au début du mois d'octobre 1868, deux lui paraissaient d'ores et déjà inacceptables : la proclamation d'une république à la suite de laquelle le Parti républicain en France aurait certainement gagné en importance et la prise du pouvoir par l'orléaniste qu'était le Duc de Montpensier, candidat au trône qui aurait pu représenter une menace pour le bonapartisme⁶². On accusait d'ailleurs Berlin d'avoir non seulement travaillé avec celui-ci pour renverser les Bourbons, mais également de l'appuyer secrètement, lui ainsi que d'autres candidats indésirables⁶³. On prétendit même qu'il obtint un appui financier auprès du cabinet prussien⁶⁴. Toujours est-il qu'aux yeux de l'Empereur, il était beaucoup plus

⁶⁰ Willard A. Smith. « Napoleon III and the Spanish Revolution of 1868 ». *The Journal of Modern History*, vol. 25, no. 3, 1953, p. 211.

⁶¹ Marcel Emerit. « L'opinion de Napoléon III sur la question du trône d'Espagne en 1869 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 16, 1969, p. 431-432.

⁶² Alfred Stern. *Geschichte Europas von 1848 bis 1871*. Stuttgart & Berlin, J. G. Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger, 1924, vol. 4, p. 286.

⁶³ Willard A. Smith. « Napoleon III... », *loc. cit.*, p. 213. L'épouse de Napoléon III, l'impératrice Eugénie, publia d'ailleurs dans un quotidien belge antiprussien un article relatant cette soi-disant collusion entre le gouvernement prussien et le Duc de Montpensier. Il en résulta une controverse au sein des cercles diplomatiques et un vigoureux démenti dans la presse officielle berlinoise. Nancy Nichols Barker. « Napoleon III and the Hohenzollern Candidacy for the Spanish Throne ». *The Historian*, vol. 29, no. 3, 1967, p. 433. Voir également à ce sujet: Friedrich Frahm. « Frankreich und die Hohenzollernkandidatur bis zum Frühjahr 1869 ». *Historische Vierteljahrschrift*, vol. 29, 1935, p. 351-352.

⁶⁴ Bien que cette rumeur ait été transformée en thèse par certains historiens – c'est le cas par exemple de Lawrence D. Steefel dans son ouvrage *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy, and the Origins of the Franco-German War of 1870* (Cambridge, Harvard University Press, 1962, p. 12) qui s'appuie pour sa part sur « La guerre franco-prussienne, ses causes et ses conséquences », article quelque peu chauviniste écrit par de E. Tallichet en juin 1871

souhaitable qu'il y ait une régence – c'était là l'opinion qu'il avait depuis qu'il avait pris conscience de la fin prochaine du règne d'Isabelle II⁶⁵ – dont le prince aurait été le jeune fils de la reine déchuée, en l'occurrence Alfonso, prince d'Asturies (dont les Espagnols ne voulaient pas)⁶⁶. Non seulement une telle régence aurait permis à Napoléon III d'assurer la frontière méridionale de la France, mais il lui aurait été loisible à plus long terme de « faire travailler les choses » à Madrid dans le sens des intérêts français. Le prince Alfonso serait devenu un monarque n'ayant aucune raison valable de mener une politique allant à l'encontre de la France et cette idée ne pouvait que reconforter l'Empereur. Quoiqu'il en soit, après que Napoléon III eut posé son veto pour la candidature Montpensier, le gouvernement provisoire espagnol fut contraint de poursuivre les sondages auprès des autres dynasties européennes. En janvier 1869, déjà plusieurs candidats avaient été contactés de façon officielle ou officieuse, les plus importants – outre Léopold de Hohenzollern dont il sera question sous peu – étant Amédée de Savoie Duc d'Aoste, le Duc de Gênes (qui était également le neveu du roi Victor-Emmanuel II) et le roi Ferdinand II de Portugal⁶⁷. Mais pour des raisons dynastiques et politiques qui ne seront pas abordées ici, chacune de ces candidatures se solda par un échec suivant une renonciation ou un veto français⁶⁸ – sauf dans le cas de celle du Duc de Gênes qui échoua en raison de l'opposition de sa mère et de la presse italienne⁶⁹. Finalement, pour ce trône d'Espagne, il y avait les candidats dont on ne voulait pas et ceux qui n'en voulaient pas⁷⁰.

Tout ceci amène à constater que ce qui ressort de cet épisode n'est pas tant l'opposition de la France vis-à-vis des divers candidats potentiels au trône d'Espagne, mais bien plutôt le caractère hésitant et imprécis de sa politique étrangère qui, à défaut de réellement tenter de régler le problème du trône espagnol dans des conditions favorables pour Paris et Madrid, empêchait le

dans la *Bibliothèque universelle et revue suisse* –, un grand nombre d'études ont démontré qu'elle était infondée. Cf. Hermann Oncken. *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleon III. von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Krieges von 1870/71*, *op. cit.*, vol. 3, p. 10 ; Hermann von Thile aux chargés d'affaires prussiens à Paris, Florence, Madrid et Bruxelles, 21 juillet 1868, *APP*, vol. 10, p. 123-125 ; Saurma à Bismarck, 30 juillet & 8 août, *ibid.*, p. 143.

⁶⁵ Willard A. Smith. « Napoleon III... », *loc. cit.*, p. 214.

⁶⁶ Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 286.

⁶⁷ Friedrich Frahm. « Frankreich und die Hohenzollernkandidatur... », *loc. cit.*, p. 356-357.

⁶⁸ Pour un bon aperçu des raisons entourant l'échec desdites candidatures, voir : David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 38-62.

⁶⁹ S. William Halperin. « The Origins of the Franco-Prussian War Revisited: Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne ». *Journal of Modern History*, vol. 45, no. 1, 1973, p. 89.

⁷⁰ Outre ceux qui furent mentionnés, d'autres furent également sollicités en vain. C'est le cas de l'archiduc Charles, frère de François-Joseph, c'est également le cas d'Alfred de Saxe-Cobourg, duc d'Édimbourg et quatrième enfant de la reine Victoria.

progrès de tout candidat (car jugé « indésirable ») dans l'optique de « libérer la place » pour celui que l'Empereur désirait le plus, à savoir Alfonse. Alors que les membres du gouvernement provisoire voulaient être assurés que la France n'avait aucunement l'intention de leur dicter un choix de monarque, à Paris, on s'enhardissait à faire secrètement le contraire⁷¹ – ce qui, compte tenu des réalités politiques de l'époque, était tout à fait compréhensible. Reste que c'était là une situation délicate qui ne faisait pas l'affaire des gouvernants espagnols dont l'objectif était de trouver un roi afin de rétablir l'équilibre interne du pays. Comme la France ne se montrait pas très réceptive, ils œuvrèrent dans le sens d'un rapprochement avec la Prusse, rapprochement qui devenait d'autant plus important qu'un des candidats sérieux restant était nul autre que le neveu du roi Guillaume I^{er} de Prusse, c'est-à-dire Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, prince allemand catholique marié avec la princesse Antonia, sœur du roi du Portugal⁷². La visite de Manuel Rancès y Villanueva⁷³ dans la capitale prussienne lors du mois de mars 1869 n'avait d'ailleurs rien pour calmer les esprits en France où l'on connaissait depuis le mois d'octobre 1868 la présence de Léopold parmi la liste des candidats envisagés. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à observer les impressions qu'elle fit sur l'ambassadeur de France à Berlin, Vincent Benedetti, qui s'empressa de faire part à son ministre des Affaires étrangères que :

« [...] Pendant les cinq jours qu'il [Rancès] a passés à Berlin, il a vu cependant deux fois M. de Bismarck, et on en a conclu que son voyage avait peut-être un but politique. Je n'ai recueilli aucune information m'autorisant à croire que cette conjecture puisse avoir quelque fondement, et je ne suppose pas que M. Rancès ait été chargé de négocier un accord quelconque avec le cabinet de Berlin. Votre Excellence sait toutefois qu'on a cité le prince héréditaire [Léopold] de Hohenzollern parmi les membres des familles souveraines pouvant être élevés sur le trône d'Espagne. [...] En présence des difficultés que soulève à Madrid le choix du nouveau souverain, aurait-on de nouveau songé au prince de Hohenzollern, et M. Rancès a-t-il reçu l'ordre de venir en conférer avec M. de Bismarck, ou bien cette pensée aurait-elle été conçue à Berlin même ou à Düsseldorf⁷⁴; et en aurait-on instruit M. Rancès, qui se serait décidé à entreprendre son voyage après avoir reçu les ordres de son gouvernement ? Je l'ignore entièrement; mais il m'a paru convenable cependant de ne pas vous laisser ignorer ces suppositions, qui vous aideront à contrôler tout autre renseignement à ce sujet⁷⁵. »

⁷¹ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 62.

⁷² La mère de Léopold se trouvait être la fille de Stéphanie de Beauharnais, fille adoptive de Napoléon I^{er}, et son père était le fils de Marie-Antoinette Murat, nièce et fille adoptive du roi de Naples et de la reine Caroline, sœur de Napoléon I^{er}. Tous ces liens avec la famille Bonaparte firent d'ailleurs en sorte que le frère de Léopold, Charles, fut imposé par Napoléon III en 1866 comme prince en Roumanie. Michel Dacier. « La candidature Hohenzollern ». *Écrits de Paris*, vol. 2, no. 295, 1970, p. 8.

⁷³ Il fut le représentant espagnol à Berlin de 1862 à 1867.

⁷⁴ La résidence de Charles-Antoine, père de Léopold et frère de Guillaume I^{er}, se trouvait dans cette ville.

⁷⁵ Benedetti au Marquis de la Valette, Berlin, 27 mars 1869. *Fester*, vol. 1, p. 14-15.

Par cette manœuvre, il semble que l'on ait voulu à Madrid, comme l'avance l'historien Heinz-Otto Kleinmann dans un article très bien documenté portant sur la crise de la succession en Espagne, forcer l'empereur Napoléon III à donner son opinion sur la question ou du moins le rendre prêt aux compromis⁷⁶. Toujours est-il que La Valette demanda à Benedetti trois jours plus tard d'aller s'enquérir auprès du cabinet de Berlin afin de connaître la position de celui-ci relativement à cette candidature du prince Léopold. Il ajouta, en soulignant le cas de la Roumanie⁷⁷, que la France ne la favoriserait naturellement pas et qu'il laissait à son entière discrétion le soin de faire connaître cette position à Berlin⁷⁸. Comme Bismarck était à sa résidence de Varzin⁷⁹ en Poméranie, ce fut le sous-secrétaire d'État Hermann von Thile qui répondit à Benedetti. Ce dernier reçut l'assurance « qu'il n'avait été et qu'il ne saurait être question du prince de Hohenzollern pour la couronne d'Espagne »⁸⁰. Mais à Paris, on s'alarmait déjà. Benedetti fut mandé par Napoléon III qui lui dit : « La candidature du Duc de Montpensier est purement antidynastique, elle n'atteint que moi, et je puis l'accepter; la candidature du prince de Hohenzollern est essentiellement antinationale, le pays ne la supporterait pas; et il faut la prévenir.⁸¹ » Il déclara même à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olozaga, qu'une telle élection provoquerait la guerre entre la France et la Prusse⁸². Ces propos donnaient déjà le ton. Comme Benedetti n'avait pu obtenir de rencontre avec Bismarck en mars, il fut chargé de le rencontrer à son retour de Varzin afin de connaître sa position relativement à cette affaire. Lors de la deuxième semaine de mai, Bismarck lui confirma que Léopold avait reçu une offre, mais insista sur le fait qu'elle avait été refusée⁸³. Il ajouta que « ce ne serait qu'une souveraineté éphémère, pleine de mécomptes et même de dangers »⁸⁴. Le *Ministerpräsident* s'abstint par contre de donner à Benedetti l'assurance formelle que le roi ne

⁷⁶ Heinz-Otto Kleinmann. « Die spanische Thronfrage in der internationalen Politik vor Ausbruch des deutsch-französischen Krieges » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtikonstellation, Konfliktfelder, Kriegausbruch*. Munich, Oldenburg, 1987, p. 145-146.

⁷⁷ En mai 1866, le frère de Léopold, Charles Frédéric (en all. Karl Friedrich), était devenu roi de Roumanie (Carol I^{er}) contribuant ainsi à augmenter le prestige de la dynastie des Hohenzollern en Europe. Le fait que La Valette en fasse référence démontre qu'il était – outre la raison géopolitique d'encerclement – dynastiquement déjà hors de question pour la France qu'elle acceptât qu'un membre de cette même famille viennoise s'installe à Madrid.

⁷⁸ Marquis de la Valette à Benedetti, Paris, 30 mars 1869. Lawrence D. Steefel. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy...*, *op. cit.*, p. 37.

⁷⁹ Varzin (Warcino) est un village aujourd'hui situé en Pologne.

⁸⁰ Benedetti au Marquis de la Valette, Berlin, 31 mars 1869, cité dans : Fester, vol. 1, p. 15-16. Cf. Vincent Benedetti. *Ma mission en Prusse*. Paris, Plon, 1871, p. 307.

⁸¹ Albert Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*. Paris, Plon, vol. 1, 1875, p. 52-53.

⁸² Marcel Emerit. « L'opinion de Napoléon III sur la question... », *loc. cit.*, p. 437.

⁸³ Edward Crankshaw. *Bismarck*. Londres, Macmillan, 1981, p. 259.

⁸⁴ Pierre de la Gorce. *Histoire...*, *op. cit.*, p. 196.

permettrait en aucun cas au prince Léopold d'accepter la couronne, comme s'il eût voulu se montrer rassurant pour l'heure sans aliéner sa liberté d'action pour l'avenir. Aux Tuileries, le rapport de l'ambassadeur laissait une arrière-pensée soucieuse⁸⁵ mais, étant donné qu'au même moment, le gouvernement provisoire espagnol effectuait des tractations avec des candidats italiens et portugais, les craintes furent quelque peu apaisées. Cela dit, dès que les négociations avec les autres candidats échouèrent, Prim prit la décision de se tourner vers Berlin, ce qui fit en sorte que les gouvernants à Madrid se retrouvèrent non seulement avec l'embarras de ne plus avoir d'autres candidatures disponibles, mais également de courir le risque d'engager la Prusse comme adversaire de la France⁸⁶. Quoi que purent représenter les autres candidatures aux yeux de la France, celle d'un Hohenzollern était perçue comme une provocation. Depuis Sadowa, Bismarck avait infligé à Napoléon III une humiliation après l'autre; accepter un Hohenzollern à Madrid pourrait bien mettre un terme à son régime. Il en était bien conscient.

Du côté prussien, on entrevit également bien vite la possibilité, à travers la question de la succession espagnole, d'apporter des changements sur la scène internationale qui répondraient aux objectifs et intérêts nationaux⁸⁷. À la fin du mois de septembre 1868, Bismarck écrivait à son ami August von der Heydt, banquier de métier mais très impliqué dans la politique, que si la situation en Espagne prenait « un peu de consistance, elle serait un remède efficace en faveur de la paix »⁸⁸, aussi est-il dans l'intérêt de la Prusse « que la question espagnole demeure ouverte », car une solution de celle-ci « satisfaisante pour Napoléon ne le serait pas pour la Prusse »⁸⁹. Suite à la prise du pouvoir par le gouvernement provisoire de Prim, Bismarck demanda au roi Guillaume I^{er} d'établir des rapports amicaux et courtois avec l'Espagne : « Même s'il ne devait pas durer, dit-il, il est essentiel de tenir compte du fait que le régime déchu nous était hostile et que le nouveau nous est amical⁹⁰ ». Il faut dire que la modification des rapports

⁸⁵ « Si je m'en rapportais à l'expérience que j'ai acquise du sens qu'il convient d'attacher au langage de M. de Bismarck, j'inclinerais à penser qu'il n'a pas exprimé sa pensée toute entière ». Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 53.

⁸⁶ Josef Becker. « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern und die spanische Thronfrage ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 9, 1981, p. 457.

⁸⁷ Lothar Gall. Bismarck. *Der weiße...*, *op. cit.*, p. 421.

⁸⁸ « [...] die spanische Bewegung, wenn sie einige Konsistenz entwickelt, [...] ein wirksamer Zugpflaster zugunsten des Friedens bilden werde. » Bismarck à August von der Heydt, Varzin, 27 septembre 1868. GW, vol. XIVb, no. 1222.

⁸⁹ « [...] daß die spanische Frage als Friedens-Fontanelle offen bleibe. » Bismarck au *Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten* (Ministère des Affaires étrangères), 3 octobre 1868, cité par Heinz-Otto Kleinmann. « Die spanische Thronfrage... », *loc. cit.*, p. 136.

⁹⁰ Bismarck au *Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten*, Varzin, 15 octobre 1868. GW, vol. VIa, no. 1189.

entre la France et l'Espagne causée par la révolution ouvrait de nombreuses possibilités pour la Prusse, autant en politique intérieure qu'étrangère. D'abord en politique intérieure car, dans la mesure où la révolution espagnole était un acte d'autodétermination nationale, elle donnait effectivement à Bismarck l'opportunité de propager publiquement les principes sur lesquels l'unité allemande devrait se baser⁹¹; elle offrait en outre la chance de montrer que l'Espagne, tout comme l'Allemagne, devait, pour parachever son évolution nationale, se prémunir contre toutes immixtions étrangères, plus particulièrement françaises. Puis en politique étrangère, car non seulement l'Espagne avait-elle une fonction de « frein » vis-à-vis du cours interventionniste et compensatoire de la politique française, mais elle offrait une diversion qui arrivait juste à point⁹². Comment en effet, grâce à cette « chance » venant d'Espagne, le chef de la diplomatie prussienne pouvait-il ne pas éprouver l'envie de « ralentir » les aspirations françaises de prestige et de territoire dont il avait été témoin depuis 1866 en promouvant l'indépendance de l'Espagne vis-à-vis de la France ? Du coup, pourquoi ne pas accepter d'emblée l'éventualité d'une république espagnole ? Or, aussi étonnant cela puisse-t-il être, cette éventualité n'échappa point au ministre-président de Prusse. Comme le déclara le 5 mai 1869 le diplomate Theodor von Bernhardt au Baron von Canitz, l'ambassadeur de Prusse à Madrid :

« Notre gouvernement ne voit dans une république en Espagne absolument rien de redoutable et l'accepterait d'emblée. Le gouvernement prussien est en fait disposé à tout ce qui peut libérer l'Espagne de l'influence française. C'est là la seule chose que nous avons à l'esprit⁹³. »

De toute évidence, Bismarck ne voyait pas d'un mauvais œil la mise en place d'une république en Espagne, car il savait pertinemment que c'était ce que Napoléon III redoutait le plus. Mais peu importe l'évolution que prendrait la révolution là-bas, celle-ci avait déjà à ses yeux une double fonction : non seulement permettait-elle de distraire l'Empereur des dissensions qu'il avait avec la Prusse, mais elle empêchait l'Italie de se rapprocher davantage de la France et l'Autriche-Hongrie⁹⁴ qui pendant ce temps, soulignons-le, tentaient de conclure

⁹¹ Richard Konetzke. « Spanien, die Vorgeschichte des Krieges von 1870 und die deutsche Reichsgründung ». *Historische Zeitschrift*, vol. 214, no. 3, 1972, p. 594.

⁹² Comme l'explique Kleinmann, la « diversion » n'était pas tant le fait que l'Espagne, suite au changement de régime, ne fût plus l'alliée potentielle de la France – elle ne l'était plus depuis un certain temps et rien ne permet de supposer qu'elle le serait devenue, même sous le régime d'Isabelle II –, mais plutôt le dérangement que causait ce bouleversement de tout le flanc sud (incluant l'Italie) couplé au récent succès des libéraux à Paris, succès qui affectait quant à lui considérablement la scène politique interne. Heinz-Otto Kleinmann. « Die spanische Thronfrage... », *loc. cit.*, p. 136-137.

⁹³ Theodor von Bernhardt. *In Spanien und Portugal – Tagebuchblätter aus den Jahren 1869-1871*. Leipzig, Verlag von S. Hirzel, 1906, p. 49 [traduction libre].

⁹⁴ Heinz-Otto Kleinmann. « Die spanische Thronfrage... », *loc. cit.*, p. 137. La révolution de septembre en Espagne et plus particulièrement l'éventualité qu'on y proclamât la république laissaient place à de nombreuses

avec cette dernière un traité secret d'alliance militaire dirigé contre la Prusse⁹⁵. De plus, il est évident que Bismarck considérait qu'un gouvernement « anti-français » installé de l'autre côté des Pyrénées réduirait la propension de la France à mener une politique agressive vis-à-vis de la Prusse. Il était en effet convaincu que, libérée des craintes pesant sur ses arrières, la France porterait toute son attention sur la question allemande, chose qu'il fallait précisément éviter. Mais « avec la mouche espagnole sur son cou, Napoléon n'était alors évidemment pas en mesure d'envisager une guerre contre l'Allemagne »⁹⁶.

De 1871 à 1945, l'historiographie relative au rôle de Bismarck dans la mise en place de la candidature Hohenzollern laissa place à d'innombrables thèses dont le contenu s'avérait plus souvent qu'autrement spéculatif⁹⁷. Il devenait, par conséquent, difficile de faire la part des choses d'autant plus que la plupart de ces thèses s'appuyaient sur des sources primaires. L'ouverture des archives de la famille Sigmaringen (dont le prince Léopold est issu) de même que la publication en 1957 par Georges Bonnin des actes secrets de l'*Auswärtiges Amt* (Ministère des Affaires étrangères) a cependant permis d'apporter plus de lumière sur les tenants et aboutissants de cette candidature. On a souvent prétendu, à tort, que Bismarck avait ni plus ni moins « fabriqué » la candidature Hohenzollern grâce à des pots de vin envoyés en Espagne et qu'il était derrière une intrigue préparée longtemps d'avance; ces spéculations ont rapidement été démenties par les travaux de certains historiens et par la correspondance diplomatique⁹⁸. En effet, tout porte à croire que jusqu'en février 1870, Bismarck resta passif, voire désintéressé par la question de la candidature et qu'elle ne devint politiquement importante à ses yeux que lorsque le diplomate espagnol germanophile Eusebio Salazar y

spéculations quant à l'influence qu'une telle modification de la scène politique aurait ailleurs en Europe. L'une de celle-ci consistait à croire que l'Italie serait directement affectée par un changement de régime en Espagne. Cf. *Bonnin*, p. 143 & 149.

⁹⁵ Ce traité d'alliance militaire tripartite ne fut jamais officiellement conclu. D'ailleurs, l'historiographie démontre que Bismarck se soucia très peu de cette tentative de contrepois aux alliances qu'il avait lui-même contracté avec les États d'Allemagne du Sud. Pour un aperçu du traité, voir: Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 540-543.

⁹⁶ Heinrich Abeken. *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit – Aus Briefen zusammengestellt*. Berlin, Mittler, 1898, p. 363.

⁹⁷ Jochen Dittrich fait l'examen de ces diverses thèses dans le premier chapitre de son ouvrage intitulé : *Bismarck, Frankreich und die spanische Thronkandidatur der Hohenzollern – Die "Kriegschuldfrage" von 1870* (Munich, R. Oldenbourg, 1962). Voir p. 36-82.

⁹⁸ Eberhard Kolb. *Der Kriegausbruch 1870. Politische Entscheidungsprozesse und Verantwortlichkeiten in der Julikrise 1870*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1970, p. 22. Cf. Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, *op. cit.*, p. 44.

Mazarredo⁹⁹ entama, à partir du 26 février 1870, des négociations avec le gouvernement prussien à cet effet¹⁰⁰. En outre, lorsque ce dernier se rendit auprès des Hohenzollern lors de l'automne 1869 afin de s'enquérir sur leur « ouverture » quant à l'acceptation de la couronne espagnole, Bismarck n'en fut aucunement informé¹⁰¹. Salazar avait depuis longtemps évalué les chances de Léopold en tant que futur roi d'Espagne et ne cachait pas sa préférence pour celui-ci. Lors d'un séjour à Biarritz durant l'automne 1866 parmi d'autres politiciens espagnols qui entrevoyaient déjà la destitution d'Isabelle II et qui discutaient des pour et contre de chacun des successeurs éventuels, il eut un entretien avec le baron Georg von Werthern¹⁰² qui était à ses côtés, entretien à la suite duquel il gagna la conviction que le prince de Hohenzollern serait un candidat plus que convenable pour succéder à la reine¹⁰³. Quoi qu'il en soit, aussi timides fussent-elles, les démarches prises par Salazar durant le mois de septembre 1869 avaient un caractère hautement confidentiel et décidément sérieux, assez pour que Salazar écrive à Werthern : « Pour ôter toute apparence de menace à la Prusse, nous tâcherons de faire agréer la candidature à l'Empereur. Mais reste à savoir, si le roi Guillaume l'acceptera de son côté.¹⁰⁴ » Dans le cadre de cette « affaire de la plus grande importance »¹⁰⁵, l'envoyé espagnol avait eu la veille (19 septembre 1869) l'occasion de rencontrer au château de Weinburg¹⁰⁶ le prince Léopold – son frère Charles de Roumanie ainsi que son père Charles-Antoine étaient également présents – et celui-ci lui avait fait part des conditions qui à ses yeux étaient nécessaires pour qu'il pût accepter la couronne. Il faudrait d'abord et avant tout qu'elle soit acceptée par un vote au parlement espagnol et qu'il n'y ait aucun autre candidat en lice; il faudrait ensuite qu'il puisse être assuré qu'elle n'impliquerait aucune crise politique pouvant toucher le Portugal (pays d'où

⁹⁹ Réputé bon vivant et conspirateur, il entretenait des liens étroits avec le maréchal Prim et devint, suite au renversement d'Isabelle II, député au sein du Cortès et secrétaire d'État.

¹⁰⁰ Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, op. cit., p. 44. Que Bismarck fût inactif avant février 1870 relativement à la candidature Hohenzollern est également appuyé par Pierre Renouvin (*Histoire des relations internationales – De 1789 à 1871*. Paris, Hachette, 1954, p. 380) et David Wetzel (*A Duel of Giants*, op. cit., p. 77). Cf. *GW*, vol. VIb, p. 268-271.

¹⁰¹ Heinrich von Sybel. « Neue Mitteilungen und Erläuterungen zu Band 6 und 7 der Geschichte der Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm I. ». *Historische Zeitschrift*, vol. 75, 1895, p. 81.

¹⁰² Georg von Werthern (1816-1895), diplomate prussien, fut en poste à Madrid de 1864 à 1866.

¹⁰³ Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, op. cit., p. 301.

¹⁰⁴ Salazar à von Werthern, Rheineck, 20 septembre 1869. *Fester*, vol. 1, p. 36.

¹⁰⁵ « Je comptais pour cela avec votre bonté qui me mettrait à même de me présenter au château de Weinburg portant une lettre d'introduction pour me faire connaître personnellement de S. A. R. [Son Altesse Royale] le prince Léopold d'Hohenzollern-Sigmaringen. [...] je vous serais bien obligé si vous vouliez bien avoir la complaisance de m'écouter un moment [...], car l'affaire qui me fait faire ce voyage est de la plus grande importance ». Salazar à von Werthern, Munich, 15 septembre 1869. *Ibid.*, p. 35.

¹⁰⁶ Château situé près de Rheineck, ville se trouvant sur les rives du lac de Constance en Suisse.

sa femme est issue)¹⁰⁷; il faudrait enfin non seulement qu'il soit convaincu que la paix et la stabilité européenne ne seraient pas remises en cause, mais qu'il reçoive l'approbation du chef de la dynastie, en l'occurrence, le roi de Prusse Guillaume I^{er}¹⁰⁸. Ces conditions étaient tout simplement irréalisables. C'est d'ailleurs pourquoi Prim, en tant que président du conseil et « faiseur de roi » au sein de ce gouvernement provisoire, jeta alors son dévolu sur le Duc de Gênes; l'accueil fut encore moins encourageant et le refus fut publié dans la *Gazette officielle d'Italie*¹⁰⁹.

Après toutes ces tribulations et tous ces échecs, la vacance du trône d'Espagne semblait être vouée à la pérennisation. Cela aurait sans doute pu être le cas n'eût été du zèle de Salazar qui, profitant du découragement de Prim, revint à la charge avec la candidature Hohenzollern. Dans toute cette affaire, il fut décidément l'agent le plus actif. Le 6 février, dans une lettre adressée à Werthern, il s'exprima dans les mots suivants :

« La situation est celle-ci : dans deux ou trois semaines, toute la majorité monarchique des Cortès se réunira en caucus pour discuter, non un candidat mais une question de confiance au gouvernement, se compromettant tous à voter celui qui sera choisi par le ministère [...] Comme vous verrez [...] le nombre de candidats est très restreint. Il ne reste plus que les deux princes de Hohenzollern [Léopold et Frédéric] et trois princes de la maison de Bavière. Je vous serais bien reconnaissant si vous vouliez bien me communiquer vos impressions sur cette question. Ma sincérité me fait un devoir de vous dire que l'ambassadeur de France ici, M. Mercier, ne fait pas un mystère du déplaisir avec lequel l'ambassade voit que les chances du p. (sic) Léopold augmentent tous les jours, mais il n'ose pas contre-carrer (sic) de front l'opinion publique, parce que les Espagnols se feraient idolâtres d'un prince étranger, s'il était combattu par notre voisin. [...] Les chances d'un Hohenzollern sont donc très grandes et elles augmentent à vue d'œil. Tout le monde me demande la brochure que j'ai publiée en octobre pour préparer le terrain, et ils seraient très populaires, soit le p. Léopold d'abord, soit son frère le p. Frédéric. J'ai mis devant vos yeux l'exposé de la situation et je vous prie de me dire ce que vous en pensez. Notre pays veut une race régénérée et porte ses regards vers l'Allemagne¹¹⁰. »

Cet extrait nous permet de constater que si persistance il y a dans la volonté d'offrir la couronne à un membre de la famille Hohenzollern, elle vient d'Espagne et non pas de Prusse. Aussi est-il important de souligner que Salazar ne respecta point son engagement pris en septembre de l'année précédente de « faire agréer la candidature à l'empereur ». En effet, jamais n'approcha-t-il le gouvernement français à ce sujet, ni Napoléon III n'approcha le gouvernement espagnol de son côté¹¹¹. Ces réalités sont d'autant plus étonnantes que

¹⁰⁷ Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 301.

¹⁰⁸ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 75-76.

¹⁰⁹ Michel Dacier. « La candidature... », *loc. cit.*, p. 9.

¹¹⁰ Salazar à von Werthern, Madrid, 6 février 1870. *Fester*, vol. 1, p. 53-54.

¹¹¹ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 76.

l'Empereur « avait le moyen d'agir discrètement en Espagne en raison de ses rapports personnels avec Prim »¹¹². Toujours est-il que ce dernier assigna à Salazar une nouvelle mission, cette fois-ci officielle, mais délicate. Il devait se rendre à Berlin avec trois lettres en sa possession offrant derechef la couronne espagnole au prince Léopold. Elles étaient adressées au roi de Prusse Guillaume I^{er}, chef de la dynastie des Hohenzollern, à Léopold et à Bismarck. Bien qu'il ne fût pas reçu par le roi, il remit la lettre à Bismarck durant la matinée du 27 février 1870 et retourna ensuite en Espagne sans engager de négociations. Si Bismarck, comme on l'a vu, avait jusqu'alors été tenu à l'écart des tractations entourant cette affaire, son implication devint à partir de ce moment majeure. La lettre qu'il reçut, reproduite ici partiellement, se lisait comme suit :

« Monsieur le Comte ! V. E. aura déjà appris, avant de recevoir lettre, qu'en ma qualité de Président du Conseil des Ministres de S. A. le Régent du Royaume d'Espagne j'ai chargé M. Salazar y Mazarredo, Conseiller d'État et député aux Cortès constituantes d'une mission confidentielle près S. A. R. le Prince Léopold de Hohenzollern. Le Ministre des Affaires étrangères de S. A. auroit (sic) pu entamer à ce sujet des négociations officielles directes avec le gouvernement de S. M. le Roi de Prusse, mais nous avons jugé qu'il étoit plus convenable de suivre au commencement une voie tout à fait (sic) confidentielle, afin de ne pas exciter des appréhensions, qui pourraient nuire au succès de nos projets, dont le but exclusif est de servir les intérêts de l'Espagne, sans porter atteinte aux droits des toutes les autres nations. L'Europe ne pourra jamais se méprendre sur la loyauté de nos intentions, mais il faut aussi tenir compte des desseins hostiles des partialités politiques. L'Espagne désire avoir un gouvernement monarchique et libéral, elle est avide de tranquillité et de progrès [...] Pour accomplir la tâche (sic), que le gouvernement, d'accord avec le pays s'est proposé, il nous faut élire un Roi sincèrement constitutionnel, qui puisse représenter la tradition dans tout ce qu'il y a de Légitime. Monsieur Salazar y Mazarredo est parfaitement instruit des projets et des sentiments du gouvernement de S. A. et je vous prie Monsieur le Comte, d'accorder une créance pleine et entière à tout ce qu'il Vous dira relativement à Sa mission. Les relations entre l'Espagne et la Prusse ont toujours été empreintes d'un tel esprit de cordialité, que j'ose me flatter de trouver en vous, Monsieur le Comte, une réciprocité de sentiments qui sera la meilleure justification de la franchise avec laquelle je vous transmets mes impressions sur un si grave sujet¹¹³. »

¹¹² Michel Dacier. « La candidature... », *loc. cit.*, p. 10. L'auteur poursuit en ajoutant : « Tout lui conseillait de se manifester amicalement à Madrid en laissant toute latitude pour le choix du souverain, dût-il même s'appeler Montpensier, pour obtenir, au nom de l'équilibre européen, l'exclusion du prince Léopold. Du reste, Napoléon avait aussi la possibilité d'agir auprès des Hohenzollern-Sigmaringen, il avait sous la main Strat, le représentant auprès de lui du prince Charles de Roumanie, qui était tout à sa dévotion. Le 7 juillet 1870, Napoléon demandait au roi Léopold de Belgique d'intervenir auprès du prince de Hohenzollern pour retirer sa candidature. La démarche fut faite immédiatement. Il eût été préférable de penser plus tôt à ce recours possible. »

¹¹³ Maréchal Prim à Bismarck, Madrid, 17 février 1870. Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, *op. cit.*, p. 357-358. Pour voir l'intégral des trois lettres, consulter les pages 355 à 358 du même ouvrage. Georges Bonnin offre pour sa part des explications sur leur contenu dans l'introduction de son recueil de sources intitulé *Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne – The Documents in the German Diplomatic Archives* (Londres, Chatto & Windus, 1957, p. 27-30) et reproduit les lettres en question en anglais (p. 59-62).

De toute évidence, Bismarck fut affecté par le contenu de cette lettre puisque, suite à sa lecture, il ordonna à son assistant, Robert von Keudell¹¹⁴, de ne laisser aucune autre personne entrer dans son bureau, car il avait besoin de temps pour réfléchir. Le lendemain, sa décision fut prise : il était désormais dans l'intérêt de la Prusse que Léopold acceptât la couronne d'Espagne. Ce changement de cap – et tout ce qu'il serait pour occasionner – marqua le début d'une crise diplomatique sans précédents entre Paris et Berlin.

3.2 Le revirement

La lettre que Bismarck reçut de Prim le forçait à prendre position et à s'impliquer dans cette affaire. Il rédigea ainsi un long mémorandum à l'attention du roi Guillaume I^{er} dans lequel il expliquait avec éloquence tous les avantages politiques et économiques qu'apporterait la présence de Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen sur le trône d'Espagne¹¹⁵. Présenté au roi le 9 mars 1870, son plaidoyer soulignait dans un premier temps qu'un rapprochement avec l'Espagne serait bénéfique pour la Prusse car, en cas de guerre avec la France, celle-ci se verrait forcée de poster des troupes près des Pyrénées puisque l'armée et le gouvernement espagnols sympathiseraient avec la Prusse. Il ajouta en outre que :

« Le pacifisme français à l'égard de l'Allemagne, prendra ou perdra toujours de la vigueur en fonction du risque de guerre. À plus long terme, nous ne pouvons compter sur la bienveillance de la France pour préserver la paix, mais plutôt sur l'impression créée par notre position de force¹¹⁶. »

Suite à cette remarque lourde de sens, il indiqua que l'évolution du commerce germano-espagnol pourrait prendre une tournure favorable avec un roi allemand à Madrid sans oublier tout le prestige pour les Hohenzollern qui s'y accompagnerait. Il poursuivit en soulignant qu'une telle mise en valeur de la dynastie ne trouverait d'équivalent que dans les antécédents des Habsbourg et augmenterait donc son prestige¹¹⁷. Puis, changeant son discours considérablement, il insista dans un deuxième temps sur toutes les conséquences défavorables qu'aurait une renonciation. D'abord, la couronne pourrait tomber dans les mains de la famille bavaroise

¹¹⁴ Diplomate travaillant au *Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten*, Robert von Keudell (1824-1903) était un ami intime et conseiller de Bismarck.

¹¹⁵ Cf. « Rapport immédiat » de Bismarck au roi Guillaume I^{er}, dicté à Keudell le 27 février 1870. *Fester*, vol.1, p. 59-62.

¹¹⁶ Rapport immédiat de Bismarck à Guillaume I^{er}, Berlin, 9 mars 1870. *GW*, vol. VIb, p. 273 [traduction libre]. Bien que rédigé pour la première fois le 27 février, le rapport du 9 mars transmis au roi était plus exhaustif que la version originale.

¹¹⁷ *Bonnin*, p. 70.

Wittelsbach – Salazar avait évoqué cette possibilité – ce qui causerait du tort au rôle que tient à jouer la Prusse en Allemagne, pour ne rien dire du fait qu'une telle dynastie en Espagne chercherait alors du soutien en France, à Rome ou encore dans les éléments antinationalistes en Allemagne¹¹⁸. Enfin, advenant le cas où l'Espagne ne se trouverait aucun roi, elle risquerait d'opter pour la république, ce qui, ayant des conséquences directes sur la France et l'Italie, troublerait certainement l'Europe¹¹⁹. Bismarck conclut ensuite la lettre par la recommandation de débattre de la question non pas de façon formelle avec le Conseil d'État, mais plutôt de façon libre et entièrement secrète avec les concernés (Léopold et Charles-Antoine de Hohenzollern) ainsi qu'avec Albrecht von Roon, Helmut von Moltke, Rudolf von Delbrück et Hans Lothar von Schweinitz¹²⁰.

L'analyse du mémorandum de Bismarck soulève évidemment plusieurs questions. Pourquoi décida-t-il en effet soudainement de se poser en défenseur de la candidature alors qu'il s'en était montré désintéressé auparavant ? Dans la majorité des ouvrages abordant cet épisode, il semble indéniable pour leurs auteurs que c'est à ce moment que Bismarck prit la décision d'aller en guerre contre la France; l'argument le plus souvent apporté étant la stagnation du mouvement petit-allemand et la nécessité d'y mettre un terme par une guerre qui relancerait le sentiment national. C'est là la thèse que défend l'historien Josef Becker dans son article rédigé en 1981 et intitulé *Prim, die Sigmaringer Hohenzollern und die spanische Thronfrage*. Pour avancer son hypothèse, celui-ci s'appuie sur une « lettre d'instructions » de Bismarck rédigée le 25 juin 1870 et dans laquelle le chef de la diplomatie prussienne met sa stratégie au grand jour :

« Probablement que nous pourrions observer en France [dans le cas où la candidature pour le trône d'Espagne serait acceptée par Léopold suite aux négociations] une agitation passagère, et nous devons sans aucun doute éviter tout ce qui pourrait la provoquer ou la faire croître. Serait-il conseillé, dans ces circonstances, de joindre mon nom aux négociations ? Je ne crois pas. Au contraire, il importe que ma personne soit mise hors de cause. En réalité, je ne suis officiellement pas engagé. [...] Je pense que le gouvernement espagnol ferait bien de ne rien rendre public outre la lettre du Général Prim [au prince-héritier Léopold] du 17 février et la réponse qui en fut donnée. Nous aurons ainsi devant l'Europe une position inattaquable. Si on se met à faire du bruit en France, nous leur demanderons tout simplement : Que voulez-vous ? Voulez-vous prescrire à la nation espagnole et à un homme allemand les décisions que vous avez prises ? [...]

¹¹⁸ *Idem.*

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 71.

¹²⁰ Albrecht von Roon (1803-1879) était le Ministre de la Guerre, Helmut von Moltke (1800-1891) le Chef d'état-major, Rudolf von Delbrück (1817-1903) le Ministre de l'Intérieur (considéré comme le bras droit de Bismarck) et Hans Lothar von Schweinitz (1822-1901) l'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Vienne.

On criera néanmoins à l'intrigue et on se fâchera à mon égard, sans pour autant trouver un motif d'affrontement¹²¹. »

Un des principaux problèmes de cette lettre est qu'elle ne fut pas rédigée par Bismarck, mais plutôt par Lothar Bucher qui y reproduisit les explications du ministre-président relatives à la tactique qu'il comptait suivre en cas d'une crise franco-prussienne ou franco-espagnole à la suite de la candidature. Si par son contenu, elle fait effectivement preuve du poids essentiel qu'eut le facteur de la réaction probable de la France dans les calculs de Prim, de Bismarck et des princes de Hohenzollern, c'est là la seule véritable conclusion que l'on peut en tirer. Or, Becker avance que la politique de Bismarck visait – au plus tard après le référendum et le relancement de la candidature (déjà abandonnée) au mois de mai sinon à partir de l'accueil favorable aux offres espagnoles vers la fin du mois de février – une « guerre défensive provoquée » entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés de l'Allemagne du Sud afin de faire sortir de son impasse le mouvement national petit-allemand et de profiter d'une constellation internationale favorable au renversement de l'équilibre européen en faveur d'un empire « prusso-germanique ». Il ajoute que c'était là également un moyen de surmonter l'opposition des partis politiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord contre la prolongation du budget militaire, expirant en 1870-71 et toujours au centre du conflit constitutionnel dont la solution depuis Sadowa n'avait été que provisoire¹²². Ce sont là des conclusions très hâtives. Et on les comprend encore moins en observant le passage de cette lettre où l'intention de

¹²¹ La lettre se lit intégralement comme suit: « *Möglicherweise werden wir in Frankreich eine vorübergehende Beunruhigung erleben, und wir werden zweifellos alles vermeiden müssen, was sie herbeiführen oder vermehren könnte. Wäre es unter diesen Umständen rätlich, meinen Namen in diese Verhandlungen mit hineinzuziehen? Ich glaube nicht. Im Gegenteil empfiehlt es sich, mein Person ganz aus dem Spiel zu lassen. In Wahrheit bin ich offiziell nicht engagiert. Es handelt sich um einen Willensakt einerseits der spanischen Nation, andererseits des Erbprinzen, der majorenn, Herr seiner Entschlüsse und ein Privatmann ist. Ob er Gründe gehabt hat oder nicht, die Einwilligung seines Vaters und des Hauptes der Familie einzuholen, ist eine Frage privater Natur, keine Staatsangelegenheit. Dem König solche Projekte vorzulegen ist die Pflicht des Ministers des Königlichen Hauses. Ich habe ihm dagegen mit meinem Rate beigestanden, nicht in meiner Eigenschaft des Leiters der auswärtigen Angelegenheiten, sondern als Mann seines Vertrauens, genau so wie die andern in das Geheimnis eingeweihten Staatsdiener. Ich glaube, daß die spanische Regierung gut tun wird, nicht mehr zu veröffentlichen als den Brief des General Prim[an den Erbprinzen] vom 17. Februar und dessen Antwort. So würden wir vor Europa eine unangreifbare Position gewinnen. Schlägt man in Frankreich Lärm, so werden wir ganz einfach fragen: Was wollt ihr? Wollt ihr der spanischen Nation und einem deutschen Privatmann ihre Entschlüsse vorschreiben? Dann wird sich die Gelegenheit ergeben, ihre Vorschläge, Herr Doktor, zu benutzen. Nichtsdestoweniger wird man über Intriguen schreien und wütend über mich werden, ohne doch einen Angriffspunkt zu finden. Meine Antwort ist nur eine Frage der Höflichkeit gegen den General. Ich habe (nämlich) auf seinen Brief geantwortet. [Cf. Bonnin, p. 163-164.] Hoffentlich zweifelt er weder an meiner Wertschätzung seiner Person noch an meinem Eifer für das Projekt, dessen Verwirklichung nur von ihm und den Cortes abhängt. Ich habe die Sache dahin, wo sie jetzt angelangt ist, nicht ohne erhebliche Schwierigkeiten gebracht, die sich Herr Gama mit seiner Kenntnis des Terrains vorstellen und dem General auseinandersetzen kann. » Josef Becker. « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern... », *loc. cit.*, p. 438-439 et Fester, vol. 1, p. 88-90 [traduction libre].*

¹²² Josef Becker. « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern... », *loc. cit.*, p. 462.

Bismarck est d'éviter de provoquer ou faire croître l'agitation en France. Le contenu d'une lettre varie toujours en fonction de son usage et surtout de ses destinataires. Dans la mesure où les dirigeants espagnols tentaient depuis près de deux années de trouver un roi, il est fort probable que Bismarck voulait tout simplement calmer leur anxiété grandissante. De plus, l'idée de mener une guerre préventive a toujours été exclue par Bismarck qui considérait que cela avait aussi peu de sens que de se mettre un fusil sur la tempe sous prétexte que l'on craint de mourir un jour¹²³. Enfin, si le *risque* de guerre existait depuis 1866, la *décision* d'entrer en guerre fut, quant à elle, prise en 1870 et, comme on le verra, seulement après que le projet de candidature fût tombé à l'eau. Tout cela ne doit cependant pas cacher le fait que Bismarck adhéra, dans le cadre de ce projet, pour la stratégie du *fait accompli*, mais il faut préciser que c'est Prim qui insista pour que les négociations restassent secrètes. Son principal objectif était effectivement d'empêcher de voir naître toutes sortes d'intrigues en opposition au projet¹²⁴. La thèse de Becker (qui fait consensus dans l'historiographie française) soutient toutefois que ce *fait accompli* est au centre de la stratégie bismarckienne : si Napoléon l'accepte, il subit une très grande humiliation, une perte de prestige qui remet en question son trône, créant ainsi une période d'instabilité politique en France qui peut être favorable à l'achèvement de l'unité allemande¹²⁵. Si cette idée semble à première vue très « séduisante » en ce sens où il est souvent d'usage qu'un gouvernement adopte une politique extérieure plus ferme lorsque la situation interne pose problème¹²⁶, deux facteurs importants invitent à la réserve. Premièrement, Bismarck estimait que le régime impérial français était la forme de gouvernance la plus favorable aux intérêts prussiens¹²⁷. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à constater sa tentative de reporter Napoléon III au pouvoir au début de l'année 1871. Deuxièmement, comment le ministre-président de Prusse pouvait-il être convaincu que cette « instabilité politique » en France permettrait un climat favorable à l'achèvement de l'unification allemande ? En effet, rien n'empêchait un éventuel régime républicain d'adopter une ligne encore plus dure vis-à-vis de la question allemande. Rien n'empêchait non plus que le gouvernement français décidât de se concentrer sur les affaires intérieures en prenant l'engagement de surmonter les difficultés, ce

¹²³ GW, vol. VIc, p. 63.

¹²⁴ Lord Augustus Loftus. *The Diplomatic Reminiscences of Lord Augustus Loftus, P.C., G.C.B. 1862-1879*. London, Cassel and Company Ltd., 1894, vol. 1, p. 285.

¹²⁵ Maurice Erzan. *Bismarck : démon ou génie ?* Paris, L'Harmattan, 1994, p. 118.

¹²⁶ Bismarck aurait, le cas échéant, pu profiter de la fermeté de la politique française pour soulever le sentiment national allemand.

¹²⁷ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 94.

qui l'aurait détourné des affaires allemandes. Et que dire du piètre état de santé de Napoléon – il avait des pierres aux reins qui lui causaient des douleurs insupportables – et de son affaiblissement qui en était la conséquence ? Cette indisposition le rendait beaucoup moins robuste physiquement et donc « entreprenant » politiquement¹²⁸. Tout bien considéré, Bismarck avait au contraire toutes les raisons de veiller à ce qu'il n'y ait pas trop de changements à Paris. La stratégie du *fait accompli* qui ressort de son mémorandum ne doit donc pas prendre l'allure d'une combine soigneusement préparée d'avance, comme on l'a souvent prétendu. C'est encore moins le cas si on considère le fait que Napoléon III avait eu depuis 1866 bien des chances de se lancer en guerre contre la Prusse (lors des nombreuses crises franco-prussiennes) et qu'à chaque fois, il avait choisi d'y renoncer.

Le mémorandum de Bismarck ne fit pas sur le roi Guillaume I^{er} l'effet escompté. À la lecture des notes marginales que le roi laissa, on remarque qu'il ne fut aucunement convaincu par les arguments de son ministre-président. Il indiqua qu'il avait « de profonds scrupules contre l'acceptation, par le prince héréditaire de Hohenzollern, de la couronne espagnole » et qu'il ne l'approuverait « que si Léopold a[vait] la conviction qu'il est de son devoir de monter sur le trône d'Espagne »¹²⁹. L'affaire étant délicate et de grande importance, Guillaume I^{er} suivit néanmoins la recommandation de Bismarck et convoqua à un dîner quelques jours plus tard (15 mars 1870) toute l'élite dirigeante prussienne susmentionnée, hormis Schweinitz qu'il exclut pour le remplacer par le sous-secrétaire d'État Hermann von Thile et Alexander von Schleinitz¹³⁰. Bismarck affirme dans ses *Pensées et souvenirs* ne pas se rappeler que la question espagnole ait été soulevée lors de ce dîner; en fait, elle ne fut effectivement point soulevée à table, mais lors d'une discussion qui se tint après le repas. Toujours est-il que cette délibération à laquelle participèrent les conseillers les plus avisés du roi dura plus de quatre heures et que tous les ministres présents sauf Schleinitz se prononcèrent en faveur de l'acceptation et dirent au jeune prince que « c'est un devoir patriotique que d'accepter »¹³¹. On ne parla même pas du risque de guerre avec la France, du moins, ni Moltke ni Roon ne l'évoquèrent. On sait

¹²⁸ Cette indisposition permettra aussi à ses conseillers et aux membres de son entourage d'exercer une influence grandissante sur lui.

¹²⁹ *Bonnin*, p. 73 (note infrapaginale).

¹³⁰ Alexander von Schleinitz (1807-1885) avait été Ministre des Affaires étrangères de Prusse de 1858 à 1861 et occupait depuis la fonction de « Ministre de la Maison du Roi » (*Minister des Königlichen Hauses*).

¹³¹ Jean Jaurès. *La guerre franco-allemande 1870-1871*. Paris, Flammarion, 1971, p. 202.

cependant que Moltke pensa à cette éventualité puisque Delbrück, qui était assis à ses côtés lors de la discussion, lui demanda : « Et si Napoléon le prenait mal, sommes-nous prêts ? » Ce sur quoi il répondit par l'affirmative¹³². Il ne faut par contre pas s'étonner de ce silence de la part de Moltke car, tout comme Bismarck, il savait trop bien que le roi Guillaume eût posé immédiatement son veto s'il avait été question de la moindre possibilité de guerre avec la France. D'ailleurs, dans son mémorandum adressé au roi, Bismarck ne fit jamais référence à ce danger, et qu'il crut sincèrement, comme il l'écrivit, qu'un Hohenzollern en Espagne serait une « source de sécurité » pour la France est très difficile à croire. Que dire également du passage où il explique que l'avènement d'une république en Espagne serait un « élément perturbateur » de la paix européenne alors qu'il avait envoyé en mission, au printemps 1869, un de ses bons amis, le diplomate Theodor von Bernhardi, mission au cours de laquelle il avait rencontré l'ambassadeur Julius von Canitz et lui avait dit que Berlin ne redoutait aucunement la mise en place d'un régime républicain à Madrid¹³³. Ces propos quelque peu contradictoires ne doivent cependant pas être pris trop au sérieux, car le mémorandum en question avait d'abord et avant tout pour objectif de faire appel aux sentiments liés à l'appartenance dynastique de Guillaume¹³⁴. Cela dit, la simple présence de tant de personnalités importantes considérant chacune (ou presque) l'acceptation comme un « devoir patriotique » fit sur Léopold un effet considérable; celui-ci crut entrevoir quelque avantage à accepter et son père, Charles-Antoine, également¹³⁵.

Il ne serait pas inutile de souligner que Bismarck avait, dès le 3 avril, secrètement chargé deux envoyés spéciaux d'aller faire quelques sondages en Espagne afin de voir les chances de succès de Léopold¹³⁶. Le premier, Maximilian von Versen, était du grand état-major et avait suivi deux années auparavant les opérations entre le Brésil et le Paraguay, ce qui lui avait permis de bien maîtriser la langue espagnole. Il avait pour mission de rapporter d'un point de vue politique et militaire les chances de succès d'un Hohenzollern en Espagne. Le second, Lothar

¹³² Erich Eyck. « Bismarck, Wilhelm I. und die spanische Thronkandidatur – Aus den geheimen Akten der Wilhelmstraße » dans Erich Eyck, dir. *Auf Deutschlands politischem Forum; deutsche Parlamentarier und Studien zur neuesten deutschen Geschichte*. Zürich, Rentsch, 1963, p. 96-97.

¹³³ Cf. Theodor von Bernhardi. *In Spanien und Portugal...*, *op. cit.*, p. 48-49.

¹³⁴ Gordon A. Craig. *Germany 1866-1945*. New York, Oxford University Press, 1978, p. 22.

¹³⁵ Erich Eyck. « Bismarck, Wilhelm I. und... », *loc. cit.*, p. 97.

¹³⁶ Charles I^{er} de Roumanie. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien; Aufzeichnungen eines Augenzeugen*. Stuttgart, Cotta, 1894-1900, vol. II, p. 76 (ci-après nommé *KvR*).

Bucher, travaillait au *Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten* (Ministère des Affaires étrangères) et avait pour devoir de se mettre en contact avec Salazar et Bernhardi, de réconforter Prim et de peser, tout comme Versen, les chances d'une candidature Hohenzollern. L'envoi de ces deux agents montre bien que le gouvernement prussien, du moins Bismarck, « était décidé à pousser l'affaire plus sérieusement et y était engagé plus à fond qu'il ne l'avouait officiellement »¹³⁷. Quoi qu'il en soit, dès son arrivée à Madrid, Bucher rencontra Salazar et Prim avec lesquels il eut de longs entretiens sur la situation en Espagne. Le maréchal Prim l'informa que « le gouvernement français était déjà alerté » relativement à la candidature et qu'il disposait de cette information grâce à une indiscretion de l'ambassadeur français, Mercier de Lostende¹³⁸. Il ajouta que le maréchal Serrano avait l'avant-veille annoncé que « si la France s'en mêlait, il ferait de cette histoire une affaire internationale alors qu'elle n'est en fait qu'une affaire privée ou de la politique intérieure »¹³⁹. Cela était bien entendu contraire au souhait de Prim et Bismarck pour qui il était primordial que les pourparlers restassent secrets afin de permettre un *fait accompli*.

Le 20 avril 1870, Léopold et son père envoyèrent une lettre au gouvernement provisoire espagnol dans laquelle ils déclinaient officiellement l'offre qui leur avait été faite. Bismarck fut très déçu de la tournure des événements. « La raison d'État, dit-il, a été subordonnée aux penchants personnels des princes et aux influences féminines ultramontaines. Depuis deux semaines, ce désaccord pèse lourd sur mon système nerveux »¹⁴⁰. L'affaire semblait réglée pour de bon et, en fait, cela aurait dû marquer la fin de la question Hohenzollern. Mais les agents qui avaient été envoyés en Espagne étaient sur le point de revenir de leur mission et n'étaient pas informés de la renonciation écrite de Léopold si bien qu'à leur retour, ils apprenaient que l'herbe avait été coupée sous leurs pieds. Autrement dit, la mission à laquelle ils avaient donné du temps et de l'énergie n'avait finalement été qu'une promenade ibérique vaine. Or, la confiance qu'ils avaient gagnée lors de leur séjour quant à l'accession de Léopold au trône

¹³⁷ Ottokar Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reiches 1866-1871*. Jena, Gustav Fischer, 1902, p. 246.

¹³⁸ « *Die Französische Regierung ist schon auf der Lauer. Dies ist durch Indiskretion ihres hiesigen Gesandte Mercier bekannt geworden [...]* » Bucher à Bismarck, Madrid, 14 avril 1870. Erich Eyck. « Bismarck, Wilhelm I. und... », *loc. cit.*, p. 99. Cf. *Bonnin*, p. 114.

¹³⁹ « [...] *der Regent hat vorgestern gesagt, wenn Frankreich sich einmischte, würde es ihm gelingen, eine internationale Frage aus dem zu machen, was tatsächlich nur eine Privatangelegenheit oder eine Sache der Landespolitik ist.* » *Idem*.

¹⁴⁰ Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße...*, *op. cit.*, p. 426.

d'Espagne ne pouvait se perdre immédiatement. De plus, Prim refusait d'accepter la renonciation de Léopold et espérait encore qu'il revienne sur sa décision¹⁴¹. Les agents veillèrent donc à reprendre contact aussitôt avec l'intéressé principal qu'était Léopold de façon à faire aboutir le projet.

La déception de Bismarck quant au refus de Léopold s'explique on ne peut mieux lorsque l'on constate que pendant tout ce temps, il était celui qui tirait les ficelles et ce, en allant à l'encontre des vœux de son propre roi. Dans une lettre de Thile adressée à Bismarck et soulignant l'insatisfaction de Guillaume vis-à-vis des démarches se faisant à son insu depuis les derniers mois, le ministre-président prit la liberté de laisser des commentaires qui le trahissent fort bien¹⁴². En outre, après que l'ambassadeur de Prusse à Madrid, Canitz, lui eut envoyé en mars un rapport dans lequel il indiquait que l'acceptation de la couronne par le prince héréditaire aurait des effets néfastes non seulement pour celui-ci, mais également pour la dynastie et pour la Prusse, Bismarck n'hésita pas une seconde pour le « remettre à l'ordre »¹⁴³. Il se moqua même de celui-ci en disant à Versen que Canitz avait été envoyé à Madrid « car c'était là qu'un homme aussi incompetent pouvait causer le moins de tort »¹⁴⁴. Certes, Canitz n'était peut-être pas le diplomate le plus expérimenté qui soit, mais pour ce qui est de la question Hohenzollern, force est de constater qu'il avait raison et Bismarck tort. Cela dit, les deux envoyés rentrèrent à Berlin le 6 mai avec de bonnes impressions. En fait, d'après leurs sondages, le succès de la candidature leur paraissait assuré aux Cortès comme dans le pays¹⁴⁵. Ils s'affairèrent donc à convaincre Léopold et son père de tous les avantages qui viendraient avec la couronne d'Espagne et firent même miroiter le futur glorieux qui attendait le prince là-bas.

¹⁴¹ *KvR*, vol. II, p. 93.

¹⁴² À propos du fait que Guillaume voulût être informé oralement et *par écrit* de toutes les communications de Salazar, Bismarck commenta une lettre qui lui était adressée en inscrivant en marge : « C'est le comble ! » Il ajouta ensuite : « Ainsi Sa majesté souhaiterait que l'affaire soit traitée avec une ingénierie royale ? » Il termina enfin avec une claire démonstration de sa stratégie : « Toute cette affaire ne peut réussir que si elle reste uniquement limitée aux Hohenzollern, il ne faut pas qu'elle se transforme en affaire prussienne, le roi doit pouvoir dire sans mentir : je n'en sais rien. » Thile à Bismarck, Berlin, 19 juin 1870. *Bonnin*, p. 190-191.

¹⁴³ Canitz à Bismarck, 18 mars 1870. *Ibid.*, p. 84. Dans un autre rapport, Canitz conseillait de ne pas mêler les intérêts de la Prusse à ceux de l'Espagne, laquelle devait retrouver seule l'équilibre perdu. Canitz à Bismarck, 26 mars 1870. *Ibid.*, p. 100. Bismarck fit part à l'ambassadeur d'un ton moralisateur « qu'il était de son devoir, dans ses rapports, de suivre la décision de la centrale [Berlin] et de toujours garder à l'esprit les intérêts de l'État prussien ». Cf. Erich Eyck. « Bismarck, Wilhelm I. und... », *loc. cit.*, p. 101-102.

¹⁴⁴ « [...] weil ein so unzulänglicher Mann da am wenigsten Unheil anrichten könne. » *Ibid.*, p. 102. Cf. *Bonnin*, p. 268-270.

¹⁴⁵ *KvR*, vol. II, p. 93 ; Alfred H. von Werthern. *General von Versen. Ein militärisches Zeit- und Lebensbild aus hinterlassenen Briefen und Aufzeichnungen zusammengestellt*. Berlin, Mittler, 1898, p. 81.

Leurs arguments réussirent à les faire changer – à nouveau – d’avis, mais le roi Guillaume ne fut pour sa part pas impressionné par les rapports à « couleur de rose » de Salazar et des deux envoyés¹⁴⁶. De plus, il partageait toujours le même avis que Canitz quant au risque que représenterait la présence d’un monarque allemand en Espagne. Bismarck, de son côté, était tombé malade et avait dû se retirer dans sa résidence de Varzin, perdant ainsi tout contact avec les événements. Au départ, il avait prévu y rester cinq jours, mais son état de santé se détériora et ce n’est qu’à partir de la troisième semaine de mai qu’il put revenir à Berlin. Il faut dire que ce n’est certainement pas un hasard, car il n’y avait pas que la résistance de son monarque qui lui donnait du fil à retordre. Venait s’ajouter une transformation radicale de la situation politique à Paris, situation sur laquelle il avait dû tabler depuis la formation de l’*empire libéral* et la nomination du ministère Ollivier¹⁴⁷. Les choses prirent toutefois une tournure qui ne dut point lui déplaire à son retour. En effet, Versen s’était montré des plus persévérants et avait réussi à convaincre le fils de Guillaume I^{er}, Frédéric-Guillaume, d’approuver le projet de candidature, tout en soulignant le désespoir de Prim de voir une Espagne sans roi. Frédéric-Guillaume fit vraisemblablement part des craintes de Prim aux membres de l’*Auswärtiges Amt* puisqu’il en résulta une véritable « campagne de pression » visant à faire changer son père (Guillaume I^{er}) d’avis¹⁴⁸. Ce dernier se montra d’abord très réticent, mais voyant que Léopold lui-même était disposé à accepter, sous certaines conditions, la couronne qu’on lui offrait, il prit la décision de ne plus s’y opposer directement et de laisser son neveu prendre librement la décision. Avec cet aval plus ou moins obtenu du chef de la dynastie des Hohenzollern, Léopold avait désormais la voie libre pour devenir roi d’Espagne.

3.3 La situation en France et l’arrivée du Duc de Gramont

Alors que Bismarck soignait sa jaunisse et que les chances de voir Léopold s’installer à Madrid augmentaient, l’évolution de la situation en France, elle, était de mauvais augure, surtout en mai 1870. Au cours de l’année 1869, le Second Empire avait connu une extraordinaire libéralisation. D’abord, les élections qui se déroulèrent dans un climat de plus grande liberté que les précédentes se traduisirent par un net recul du régime impérial : la

¹⁴⁶ Guillaume I^{er} à Charles-Antoine, 12 mai 1870. Theodor Zingeler. *Karl Anton Fürst von Hohenzollern*. Leipzig, Deutsche Verlag-Anstalt, 1911, p. 243. Cf. *Fester*, vol. 1, p. 77-78.

¹⁴⁷ Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße...*, op. cit., p. 426.

¹⁴⁸ Guillaume I^{er} à Charles-Antoine, 12 mai 1870. Theodor Zingeler. *Karl Anton Fürst...*, op. cit., p. 243.

majorité des députés se montrèrent favorables à l'évolution du régime vers une forme parlementaire. L'Empereur fit alors des concessions qui allèrent en ce sens : le Corps législatif fut affranchi de la tutelle impériale et pouvait désormais partager avec l'Empereur l'initiative des lois et le vote du budget. En outre, bien que les ministres dépendaient toujours de l'Empereur, ils étaient désormais responsables devant les chambres. Pour concrétiser et appliquer cette nouvelle politique, Émile Ollivier fut désigné en décembre 1869 comme chef du futur ministère. Il faut dire qu'il était de ces libéraux qui cultivaient l'espoir d'un Empire évoluant vers le parlementarisme et il se montrait beaucoup moins hostile vis-à-vis de l'achèvement de l'unité allemande que son prédécesseur Rouher. À vrai dire, la perception d'Ollivier quant à l'unification allemande était que celle-ci causerait certainement un embarras en France et ferait surgir les passions de la droite, mais que tout s'arrêterait là¹⁴⁹. En raison de cette « bonne » disposition d'Ollivier et à cause de la présence du régime constitutionnel en France, Bismarck gagna de son côté la conviction qu'il lui serait possible d'atteindre ses objectifs sans risque de conflit¹⁵⁰. Pour preuve, le 6 février 1870, juste avant que le nouvel attaché militaire prussien à l'ambassade de Paris, Alfred von Waldersee, s'apprêtât à partir pour y exercer ses fonctions, Bismarck lui dit que la situation politique en France était alors marquée par un « état de paix idyllique » et que tant que les Français auraient autant à faire en politique intérieure, ils ne chercheraient pas de complications à l'étranger¹⁵¹. Face à un tel propos, on ne s'étonnera pas qu'il n'ait point relancé l'affaire Hohenzollern lors du début de l'année 1870 : l'attente passive du ministre-président est indubitablement le corollaire de cette conviction de « bonne disposition de la France ». Qui plus est, pour marquer ses intentions pacifiques, le nouveau ministère à Paris avait proposé dès la fin janvier aux puissances européennes une limitation des armements. Cependant, la Prusse s'y opposa et refusa de toucher à son institution militaire, signifiant ainsi à l'Europe et à la France qu'elle ne renonçait pas à son dessein sur l'Allemagne¹⁵². Il faut dire qu'à Berlin, nul n'était convaincu qu'après cette réduction des armements, la France permettrait l'unité allemande. Cela dit, Paris semblait adopter une attitude conciliante à l'égard de la Prusse et cette attitude annonçait des relations cordiales basées sur des intérêts réciproques.

¹⁴⁹ Pierre Renouvin. *Histoire des relations internationales – Le XIX^e siècle, 1: De 1815 à 1875*. Paris, Hachette, 1954, p. 379.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 378-379.

¹⁵¹ Alfred von Waldersee. *Denkwürdigkeiten...*, *op. cit.*, p. 49.

¹⁵² Jean Jaurès. *La guerre...*, *op. cit.*, p. 206.

Le mois de mai 1870 en France vint cependant changer les choses du tout au tout. Le plébiscite du 8 mai sur les réformes libérales entreprises par l'Empereur se solda par un « oui » qui consolida énormément le régime. Un peu avant, le ministre des Affaires étrangères Daru avait remis sa démission, ce qui avait fait en sorte qu'Ollivier occupait le poste par intérim en plus de sa fonction de Premier ministre (Garde des sceaux). Bien qu'il aurait aimé conserver ce nouvel emploi, l'Empereur l'en détourna et lui demanda de rester aux affaires intérieures dans lesquelles il se débrouillait fort bien. Il fallut alors trouver un diplomate capable de prendre la barre des Affaires étrangères. Par pur hasard, Ollivier entra en contact avec Antoine-Alfred-Agénor, duc de Gramont (1819-1880) et le présenta à Napoléon qui se laissa convaincre, « avec l'indifférence résignée qui lui était habituelle »¹⁵³.

En poste à Turin et à Rome, le duc de Gramont avait pu assister à la conquête de l'Italie par le Piémont et de Vienne, il avait observé celle de l'Allemagne par la Prusse. Foncièrement hostile à l'œuvre de Bismarck et ayant beaucoup de sympathies pour l'Autriche, il ne partageait pas du tout les mêmes vues qu'Ollivier à l'égard de l'Allemagne, mais il accepta malgré tout de suivre les trois parties du programme initial du Cabinet : « l'acceptation des événements de 1866, l'abstention dans le présent et la réserve absolue sur ce qu'il conviendrait de faire dans les éventualités de l'avenir¹⁵⁴ ». Le choix de cet homme à la tête du ministère des Affaires étrangères serait cependant très lourd de conséquences. Dans son ouvrage intitulé *Les origines de la guerre de 1870*, Pierre Lehautcourt se montre des plus critiques :

« On peut dire que le choix de Gramont fut la faute capitale de M. Ollivier et l'une des trop nombreuses erreurs de l'Empereur. La situation extérieure n'était certes pas assez rassurante pour justifier la remise des Affaires étrangères à un simple « bouche-trou ». Nous avons en face de nous Bismarck, c'est-à-dire un des plus grands hommes d'État qui ait été, et nous lui opposons un bellâtre solennel, déguisant son insuffisance sous un air important, confondant la superbe avec l'orgueil, passant d'une idée à l'autre sans réflexion, inventant des conceptions naïves ou chimériques, opposant des hypothèses à la dure réalité. Ni par l'intelligence, ni par le caractère il n'était à la hauteur de sa situation et nous n'en aurions bientôt que trop de preuves¹⁵⁵. »

Le duc de Gramont était un ferme partisan d'une alliance avec l'Autriche-Hongrie. Son patriotisme ardent l'amenait de plus à considérer la France comme la puissance dominante sur

¹⁵³ L'Empereur aurait dit : « D'ailleurs, n'importe qui conviendra, puisque nous sommes décidés à ne rien faire. » Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre de 1870 – La candidature Hohenzollern 1868-1870*. Paris, Berger-Levrault, 1912, p. 108.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 111.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 112.

le continent européen¹⁵⁶. Bismarck vit dans cet homme l'annonce d'une politique extérieure plus ferme à l'égard de la Prusse – et il ne se trompait point. C'était à ses yeux la fin de l'*empire libéral*. Puisqu'il percevait l'existence de ce régime comme la meilleure garantie de la bonne entente avec la France, un tel changement outre-Rhin rendait inéluctable une modification de sa politique. Il faut dire aussi qu'en dépit du caractère conciliant de l'Empereur des Français vis-à-vis de la Prusse, nombreux étaient les partisans de la ligne dure à Paris. Parmi eux, l'impératrice Eugénie (dont il ne faut pas réduire l'importance en raison de sa grande influence sur son mari), Rouher (le vice-empereur) et certains ambassadeurs influents, pour ne rien dire de Drouyn de Lhuys qui espérait encore la revanche pour Königgrätz¹⁵⁷. L'ajout de Gramont à ce groupe de personnalités influentes ne pouvait rassurer Berlin. Et pour preuve, dans les marges de trois rapports relatifs à la politique du nouveau ministre, Bismarck écrivit *Krieg*, c'est-à-dire « guerre »¹⁵⁸.

Quatre jours après l'entrée en fonction du nouveau ministre français des Affaires étrangères, soit le 19 mai 1870, le journal républicain *L'électeur libre* évoquait que l'on parlait déjà sérieusement d'une guerre avec la Prusse au sein des cercles politiques : « Il n'est donc pas rare aujourd'hui de rencontrer des politiques qui annoncent comme prochaine la guerre avec la Prusse [...] Si l'on prévoit dans les régions officielles une guerre avec la Prusse, toute notre conduite convergera vers cette préoccupation¹⁵⁹. » La nouvelle stratégie adoptée par le gouvernement français lors du mois de mai 1870 semble avoir été de masquer son irritabilité relativement à la question allemande par une politique aux allures pacifistes. C'est du moins ce que laisse entendre Favene¹⁶⁰ lorsqu'il assure que « le mot d'ordre est la paix – qu'on fera tous les efforts pour représenter M. le Duc de Gramont comme ministre très pacifique, mais qu'au fond, on guette la Prusse »¹⁶¹. Bien que Gramont ait été exclu des négociations avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie en vue d'une « Triple Alliance » visant à « arrêter les ambitions prussiennes ou les réduire à néant », ce dernier fut informé de tout avant son départ pour Paris au début du

¹⁵⁶ Otto Pflanze. *Bismarck and the Development...*, *op. cit.*, p. 462.

¹⁵⁷ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 81.

¹⁵⁸ GW, vol. VIb, p. 321.

¹⁵⁹ Wilfried Radewahn. « Europäische Fragen und Konfliktzonen... », *loc. cit.*, p. 54.

¹⁶⁰ Il était directeur politique au cabinet des Affaires étrangères et rédacteur en chef du journal antiprussien *Correspondance Germania. Idem.*

¹⁶¹ *Idem.*

mois de mai et, dès le 28, il revenait à nouveau à Vienne afin de poursuivre les négociations¹⁶². Si ces pourparlers ne permirent pas à la France d'obtenir de l'Autriche un engagement formel à ses côtés en cas de conflit, il n'en demeure pas moins qu'elles sont symptomatiques d'une préoccupation évidente de Paris vis-à-vis de la question allemande qui se traduit par le renouvellement de démarches qui avait été laissées de côté. Ainsi, la soi-disant résolution de l'Empereur « de ne rien faire »¹⁶³ fut de courte durée. Gramont se montrait effectivement beaucoup plus actif que ce qui avait été attendu de lui.

Ces changements dans la situation politique outre-Rhin devaient nécessairement marquer un tournant pour Bismarck qui avait depuis le début analysé avec sang-froid et objectivité l'état des intérêts de l'autre camp. La palette des réactions françaises auxquelles il pouvait s'attendre avait véritablement été modifiée et il s'en apercevait. En fait, non seulement la France exprimait-elle clairement par ces changements sa résolution de ne souffrir en aucun cas d'une nouvelle pression de Berlin, mais elle entendait saisir toutes les possibilités qui se présentent afin de « remettre la politique prussienne à sa place » de façon active et démonstrative et ce, dans le but de compenser les changements apportés dans la répartition des forces et la hiérarchie des puissances en Europe depuis Königgrätz (Sadowa)¹⁶⁴. Cela voulait aussi dire que la France s'opposerait désormais aux fins que poursuivait alors avec zèle le chef du gouvernement prussien, en l'occurrence, l'intégration des États sud-allemands à la Confédération de l'Allemagne du Nord¹⁶⁵. Enfin, Bismarck pouvait être assuré que la question de la candidature Hohenzollern, si elle s'ébruitait, serait forcément exploitée par la France afin de nuire à la

¹⁶² Victor-Lucien Tapié. *Autour d'une tentative d'alliance...*, *op. cit.*, p. 36. Ces négociations arrivaient trop tard et étaient pour ainsi dire vaines, car l'Empereur avait chassé l'Autriche d'Italie par une action militaire et d'Allemagne par sa neutralité en 1866. Vienne ne cherchait plus qu'à consacrer ses efforts sur son « nouvel empire » (double monarchie) et sur ses possessions dans les Balkans. En outre, la Grande-Bretagne se méfiait de la France depuis l'épisode de la crise du Luxembourg. Quant à la Russie, elle gardait un très mauvais souvenir de l'attitude de Napoléon III en Pologne.

¹⁶³ Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre...*, *op. cit.*, p. 108.

¹⁶⁴ Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße...*, *op. cit.*, p. 428.

¹⁶⁵ « *There is some evidence that when, at the beginning of 1870, Napoleon installed the Ollivier Ministry in office, Bismarck returned momentarily to a less fateful intention towards France. The new French Premier was known to believe that France had no good reason for opposing the completion of 'little' German unity under Prussia; and Bismarck still had some hope that the South would voluntarily come round in favor of merger with the North in the fairly near future. But Napoleon was not committed to Ollivier's view of the South German question, and the subsequent appointment of Gramont to the Foreign Office was followed, as has been noted, by a firm restatement of the French veto against merger; while Bismarck's latest plans for ripening the settlement of German union won no immediate blessing from heaven.* » W. R. Fryer. « The War of 1870 in the Pattern of Franco-German Relations ». *Renaissance and Modern Studies*, vol. XVIII, 1974, p. 106-107.

politique prussienne. Par conséquent, l'affrontement, qu'il soit politico-diplomatique ou armé, devenait inévitable si la Prusse s'obstinait à poursuivre son projet. Or, voilà précisément ce qui arriva lorsque le 28 mai, dans une lettre adressée à Charles-Antoine, Bismarck lui conseilla d'utiliser toute son influence auprès de son fils afin de le convaincre d'accepter la couronne d'Espagne dans l'intérêt des deux pays et que le roi Guillaume I^{er}, en tant que chef de la dynastie, ne s'y opposerait point¹⁶⁶. Cela dut avoir un grand effet puisque, le 30 mai, le fils de Guillaume I^{er} s'adressa à Bismarck en ces mots : « Il me semble maintenant que le père et le fils souhaitent l'acceptation [...] »¹⁶⁷. De toute évidence, cette recommandation du chef de la diplomatie prussienne trahit son souhait de ne plus échapper à l'affrontement, car les intérêts réciproques de Paris et Berlin entraient en conflit. Et comme aucun des deux camps ne pouvait se permettre une défaite diplomatique, pour des raisons de politique intérieure, la guerre devenait de plus en plus possible.

Quelles étaient donc les motivations de politique intérieure qui entraient en ligne de compte ? Et surtout, pourquoi Bismarck se montra-t-il aussi désireux de conduire Léopold au trône, sachant qu'il en résulterait un affrontement ? Pour répondre à ces interrogations, il faut comprendre que si le leitmotiv de Napoléon III en matière de politique était d'abord et avant tout la survie du régime impérial, celui de Bismarck était de répondre aux aspirations des nationalistes sans se dissocier totalement des valeurs traditionnelles de 1815 auxquelles il était toujours attaché. Ainsi, alors qu'au printemps 1870, les discussions au parlement fédéral s'orientaient autour de l'adoption du nouveau budget militaire, sujet qui suscitait toujours beaucoup d'opposition auprès des États d'Allemagne du Sud et plus particulièrement auprès de la Bavière, le souci premier d'un politicien opportuniste comme lui était certainement d'adoucir les tensions avec ces États – lesquelles étaient provoquées précisément par la question militaire – en appuyant le mouvement nationaliste. Cet adoucissement devenait d'autant plus important

¹⁶⁶ « *Today no less than before, I feel no doubt that Germany has a vital interest here, and that at critical moments the pointer on the scales might well register differently according as we know Madrid to be a friend or an enemy. I have once more begged H.M. the King to reconsider the question in this light and received the answer that as soon as any Prince of the House of Hohenzollern showed any inclination to accept the crown he would raise no opposition whatever to this inclination.* » Bismarck à Charles-Antoine, Berlin, 28 mai 1870. *Bonnin*, p. 158 ; *KvR*, vol. II, p. 93 (voir la date du 2 juin) ; *Fester*, vol. 1, p. 84.

¹⁶⁷ Frédéric-Guillaume à Bismarck, Potsdam, 30 mai 1870. *BJ*, vol. IV, p. 96.

que l'adhésion éventuelle de ceux-ci au *Norddeutscher Bund* n'était aucunement assurée¹⁶⁸. La candidature de Léopold pouvait-elle donc servir la cause nationaliste ? Prise seule, certainement pas. Néanmoins, l'opposition de la France à la candidature de Léopold, un *Allemand catholique* – opposition qui était pleinement prévisible –, amenait un lot intéressant de possibilités pour la politique prussienne. Elle pourrait d'abord permettre aux quatre États sud-allemands, très catholiques, de se détacher de Paris, tout en se rapprochant de Berlin car, en s'interposant dans la politique espagnole et en se montrant décidée à empêcher par tous les moyens cette candidature, la France leur prouverait qu'elle mène une politique de prestige et qu'elle ne respecte pas le droit des peuples à l'autodétermination. Elle pourrait ensuite fournir une diversion de taille qui mettrait au second plan, ou du moins ferait oublier pendant un certain temps, la question allemande. Mais il n'était pas prévisible que cette opposition à la candidature se traduisît par l'engagement formel de recourir aux armes. Que Bismarck ait anticipé des protestations venant de France ou d'Autriche-Hongrie ne fait aucun doute. Cela dit, la conjoncture du moment rendait improbable qu'il en découlât un affrontement : Vienne était occupée par les affaires hongroises et Bismarck croyait que non seulement l'*empire libéral* avait rendu Napoléon III plus « pacifique », mais que Léopold s'installerait « en douce » sur le trône de Madrid avant que quiconque ne s'aperçoive de ce qui vient de se produire¹⁶⁹ – et ne se montre disposé à faire la guerre pour renverser le nouvel état de choses.

3.4 L'éclatement de la « bombe espagnole »

La politique bismarckienne avait ceci de particulier qu'elle poursuivait plusieurs objectifs à la fois et qu'elle calculait les possibilités non seulement comme résultat, mais simultanément comme point de départ pour de nouvelles actions et initiatives. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à vérifier à quel point toutes ses déclarations, inspirées par un souci tactique, contiennent des arguments pouvant justifier tous les projets imaginables. Ce constat devient encore plus limpide lorsque Bismarck lui-même tente vainement, dans ses *Pensées et souvenirs*, de justifier ses actions *a posteriori* en leur donnant un sens précis ou en affirmant tout banalement que l'histoire s'est frayée son propre chemin. La question espagnole était de ces questions qui

¹⁶⁸ Wolfgang Sauer. « Das Problem des deutschen Nationalstaates » dans Helmut Böhme, dir. *Probleme der Reichsgründungszeit 1848-1879*. Cologne & Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1968, p. 466-467.

¹⁶⁹ *GW*, vol. VIb, p. 331.

avaient un caractère provisoire, qui dépendaient totalement de la conjoncture du moment et il le savait trop bien. Pour tirer le plus grand profit de la situation, il fallait agir vite, très vite même et c'est pourquoi il décida d'opter pour la stratégie du *fait accompli* en veillant à réduire au maximum la durée entre l'annonce officielle de la candidature et le choix final du futur roi, selon la loi de succession du parlement espagnol. Mais si cette stratégie semblait à prime abord aisément réalisable, ses chances de réussite étaient beaucoup plus grandes en théorie que dans les faits.

Le 1^{er} juin 1870, Salazar fut informé des récents développements et quatre jours plus tard, Bismarck, qui était à nouveau à Berlin, envoyait une deuxième fois le rapporteur Bucher en Espagne afin de traiter de la question comme une simple affaire dynastique et non pas comme une affaire d'État. Ce dernier arriva à Madrid le 9 juin et, selon la correspondance diplomatique, il avait pour mission de « convertir en négociations officielles les démarches confidentielles ». Salazar s'employa de confirmer son arrivée à Madrid en ces termes :

« Docteur [Bucher] ici. Moment arrivé de convertir en négociations officielles les démarches confidentielles. Gouvernement d'ici s'adressera directement au gouvernement de là-bas aussitôt que Bismarck aura fait dire par Canitz au ministère d'état (sic) qu'il est prêt à recevoir communications dans le sens des démarches officieuses du président [Prim]. Réponse est urgente. Election (sic) faite, trois mois seront au moins accordés pour l'arrivée¹⁷⁰. »

En plus d'envoyer à nouveau Bucher en Espagne en tant que négociateur, Bismarck faisait parvenir une importante lettre au maréchal Prim dans laquelle il indiquait que la candidature Hohenzollern était toujours possible, car il avait obtenu l'information que Léopold accepterait désormais la couronne¹⁷¹. Selon Bucher, cette lettre ne devait pas être transmise à Prim par Canitz, mais plutôt lui parvenir directement des mains du lieutenant Rohrbeck, lequel avait été mandé de voyager en civil, de façon à passer inaperçu¹⁷². On voit bien le caractère secret de toute cette affaire et il devient encore plus patent lorsque l'on remarque que Bismarck s'empressa d'indiquer, en marge du télégramme qu'il reçut de Salazar (transmis par Canitz), que « le gouvernement prussien n'est aucunement concerné par cette affaire »¹⁷³. Il envoya ensuite au sous-secrétaire d'État de Prusse, Hermann von Thile, des instructions claires à l'effet qu'il

¹⁷⁰ Télégramme de Salazar à Bismarck, Madrid, 9 juin 1870. *Fester*, vol. 1, p. 91. Cf. Josef Becker. « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern... », *loc. cit.*, p. 446 ; *Bonnin*, p. 175.

¹⁷¹ Bismarck au Maréchal Prim, Berlin, 1^{er} juin 1870. Lawrence D. Steefel. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy...*, *op. cit.*, p. 85-86. Cf. *Bonnin*, p. 163-164.

¹⁷² *Ibid.*, p. 85.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 92.

[Bismarck] serait loin de Berlin, sans déchiffreur, et que les communications devraient désormais être adressées directement aux Hohenzollern, autrement dit, à Léopold¹⁷⁴. En réalité, paraître le moins concerné par l'affaire faisait partie de son plan et cela explique aussi pourquoi, à partir du 8 juin, il se retira dans sa résidence de Varzin pour y suivre une cure. C'est d'ailleurs de là qu'il dirigea les dernières négociations¹⁷⁵. L'acceptation de la candidature par le prince Léopold ainsi que l'approbation du roi de Prusse devaient effectivement être traitées comme des événements auxquels il n'accordait « aucune signification officielle, étatique », pour reprendre les mots qu'il employa dans sa lettre du 11 juin au *Kronprinz*¹⁷⁶. On sait toutefois qu'il fut tout au long du mois de juin pleinement informé par Thile des derniers développements et qu'il intervint à plusieurs occasions¹⁷⁷.

Pendant ce temps, la situation en Espagne devenait de plus en plus difficile. Les Espagnols étaient découragés; il fallait trouver un roi et mettre fin à l'interrègne. Cela devenait d'autant plus urgent que l'on commençait à prétendre que le maréchal Prim avait un intérêt à prolonger cet état. Celui-ci fit alors un discours devant les Cortès afin de faire taire ces rumeurs et de montrer que des recherches sérieuses étaient entreprises et qu'il souhaitait donner le plus rapidement possible un roi à l'Espagne. Après avoir évoqué les échecs antérieurs, il parla d'un quatrième candidat [Léopold de Hohenzollern] qu'il ne voulut nommer, à cause des « complications » qui pourraient en découler et aussi parce qu'il avait donné à ce dernier sa « parole d'honneur » [qu'il ne divulguerait pas son nom]¹⁷⁸. Il dit en outre que les pourparlers avec ce quatrième candidat avaient abouti à un refus et que par conséquent, le gouvernement n'avait aucun roi à présenter, mais qu'il veillerait à en trouver un qui convient le plus rapidement possible¹⁷⁹. Selon Ollivier, dans les bancs, chacun savait que le « quatrième candidat » était nul autre que le prince Léopold et Mercier, l'ambassadeur de France à Madrid, aurait été le premier à soupirer son nom¹⁸⁰. Cette affirmation surprend, car l'ambassadeur

¹⁷⁴ Bismarck à Thile, Varzin, 11 juin 1870 ; Thile à Canitz, Berlin, 11 juin 1870. *Bonnin*, p. 178.

¹⁷⁵ Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 314.

¹⁷⁶ GW, VIb, p. 332. Le *Kronprinz* désigne ici Frédéric-Guillaume, le fils aîné de Guillaume I^{er}. Il sera plus tard empereur d'Allemagne pendant 99 jours (9 mars au 15 juin 1888).

¹⁷⁷ Edward Crankshaw. *Bismarck*, *op. cit.*, p. 262. Cf. *Bonnin*, p. 172-213.

¹⁷⁸ « *Los Sres. Diputados esperan sin duda que yo pronuncie el nombre de ese cuarto candidato : permitirán que no lo pronuncie, porque no seria discreto; podria traer complicaciones, y además de esto tengo empeñada mi palabra de honor, y los Sres. Diputados respetarán sin duda mi reserva. (Sí, sí.)* » Fester, vol. 1, p. 92-97.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 96.

¹⁸⁰ Émile Ollivier. *L'Empire libéral : études, récits et souvenirs*. Paris, Garnier, 1895-1918, vol. XIII, p. 573.

anglais en Espagne, Sir Austen Henry Layard, rapporta que le secret avait été bien gardé et que personne à Madrid ne savait à qui Prim faisait référence¹⁸¹. La « duplicité » du maréchal relativement à la question dynastique devient ici on ne peut plus claire puisqu'il affirma devant les députés réunis à Madrid que la candidature du prince était tombée à l'eau, alors qu'en réalité, il savait depuis quelques jours (par la lettre de Bismarck) que Léopold se montrait disposé à monter sur le trône d'Espagne. Quoi qu'il en soit, trois jours plus tard, Prim envoyait, sur recommandation de Bismarck, Salazar en compagnie de Bucher à Bad Reichenhall (Bavière) où était supposé se trouver Léopold afin d'obtenir de ce dernier une approbation officielle, mais il était cependant parti avec le major Versen à Sigmaringen rejoindre son père¹⁸². Salazar et Bucher s'y rendirent et, le 19 juin, ils purent finalement obtenir de Léopold une acceptation formelle. Mais pour que celle-ci soit officialisée, il fallait obtenir l'assentiment du roi Guillaume qui agissait en tant que chef de la dynastie de Hohenzollern. La lettre que Léopold adressa à Guillaume montre toute l'influence des idées bismarckiennes : on y lit qu'il se montre prêt à « faire le grand pas » pour la gloire allemande et pour « rendre service aux intérêts de la patrie »¹⁸³. C'est à contrecœur et ayant « le sentiment douloureux de ne pouvoir donner joyeusement son approbation dans une affaire aussi importante », que Guillaume I^{er} consentira deux jours plus tard à l'acceptation par Léopold de la couronne d'Espagne¹⁸⁴. Dès le 21 juin, Versen se rendit à Berlin, apportant avec lui deux télégrammes importants de Salazar avisant le gouvernement espagnol de l'acceptation. De son côté, Salazar envoya une dépêche à Manuel Ruiz Zorilla, le président des Cortès, afin de l'informer qu'il arriverait à Madrid « autour du 26 » en ayant avec lui les termes et conditions de l'acceptation¹⁸⁵.

¹⁸¹ C. J. Bartlett. « Clarendon, the Foreign Office and the Hohenzollern Candidature, 1686-1870 ». *The English Historical Review*, vol. LXXV, no. 294, 1960, p. 283. À la lecture d'articles parus dans certains journaux d'Europe entre le 12 et le 21 juin, on constate que si le nom de Léopold est parfois évoqué pour faire référence à celui qui n'a pas été nommé par Prim, il n'était qu'un candidat parmi tant d'autres que l'on suspectait. Cf. *Fester*, vol. 1, p. 98-99.

¹⁸² Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 314.

¹⁸³ « [...] aber dennoch fest entschlossen, den großen Schritt zu wagen, zur Verherrlichung des deutschen Namens und mit hingebender Dienstbarkeit für vaterländischen Interessen. » Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen à Guillaume I^{er}, roi de Prusse, Sigmaringen, 19 juin 1870. *Fester*, vol. 1, p. 102-103 ; Theodor Zingeler. *Karl Anton Fürst...*, *op. cit.*, p. 245-246.

¹⁸⁴ « Es ist für mich ein recht schmerzliches Gefühl, in einer so wichtigen Angelegenheit, nicht freudig einstimmen zu können. » Guillaume I^{er}, roi de Prusse, à Charles-Antoine, Ems, 21 juin 1870. Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, *op. cit.*, p. 398-399 ; Bonnin, p. 198-199. Cf. Guillaume I^{er}, roi de Prusse, à Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, Ems, 21 juin 1870. *Bonnin*, p. 197-198.

¹⁸⁵ Il avait effectivement une lettre de Léopold adressée à Prim en sa possession.

Se produisit alors une erreur fatale qui mit fin au *fait accompli*. L'erreur se produisit le 21 juin lors du déchiffrement du télégramme à Madrid. En effet, pour une raison inexplicable, ce n'est pas « autour du 26 » qui fut déchiffré, mais « autour du 9 », ce qui fit croire que le retour de Salazar serait le 9 juillet¹⁸⁶. Il apparut inutile pour Zorilla de faire patienter les députés espagnols des Cortès pendant dix-sept jours d'autant plus qu'il était d'usage, en raison de la chaleur estivale, de mettre fin aux activités parlementaires en juin pour ne les reprendre qu'à l'automne. Zorilla décida donc le 23 juin, de proroger les Cortès jusqu'au 1^{er} novembre ce qui fit en sorte qu'au retour de Salazar à Madrid (le 26), plus personne ne l'attendait. Prim avait pour sa part accepté l'idée de Zorilla, mais la prorogation de la session parlementaire, alors que la question dynastique n'était toujours pas réglée, suscitait un nombre grandissant de questionnements parmi les diplomates en poste à Madrid. L'historiographie a tenté d'étudier (en vain) les causes de cette erreur de déchiffrement. Bien que l'on ait au départ accusé l'ambassadeur prussien en Espagne Canitz – qui on le sait, avait très tôt exprimé son opposition vis-à-vis de la candidature – et même Alexander Kleefeld, le conseiller de légation, les travaux de l'historien espagnol Javier Rubio¹⁸⁷, lequel put avoir accès aux manuscrits de Kleefeld de même qu'aux archives madrilènes du Ministère des Affaires étrangères, ont montré que ni l'un ni l'autre n'étaient responsables. Le spécialiste de la question Hohenzollern Josef Becker prétend pour sa part que le délai entre les deux dates n'est pas entièrement attribuable au mauvais déchiffrement et, pour appuyer son idée, il avance un certain nombre de preuves à l'effet que le maréchal Prim, ayant perdu tout enthousiasme à l'égard de la candidature et craignant une violente réaction française, aurait veillé à se donner du temps pour trouver un autre candidat¹⁸⁸. À ce propos, l'historien se réfère à une lettre du maréchal envoyée à son représentant à Florence indiquant qu'il avait entrevu depuis le début juin les complications que cette solution pouvait apporter et qu'il tentait à nouveau des démarches auprès du duc d'Aoste¹⁸⁹. Aussi intéressante soit-elle, cette preuve est insuffisamment établie pour deux raisons. Premièrement, au début juin, la candidature Hohenzollern n'était aucunement assurée, car les Hohenzollern avaient d'ores et déjà refusé d'accepter la couronne. Il était par conséquent tout naturel que Prim veillât à

¹⁸⁶ Otto Pflanze. *Bismarck and the Development...*, *op. cit.*, p. 458 ; David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 88-89 ; Edward Crankshaw. *Bismarck*, *op. cit.*, p. 262-263 ; Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 315. Une brève explication de l'erreur de déchiffrement se trouve également dans A. J. P. Taylor. *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1954, p. 203-204.

¹⁸⁷ Javier Rubio. *España y la guerra de 1870*. Madrid, Biblioteca Diplomática Española, 1989, 3 vol.

¹⁸⁸ Josef Becker. « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern... », *loc. cit.*, p. 450-460.

¹⁸⁹ Il s'agit ici d'Amédée I^{er} (1845-1890), duc d'Aoste et roi d'Espagne (1870-1873). *Ibid.*, p. 459.

poursuivre ses recherches pendant ce temps. Deuxièmement, le fait qu'il envisageât des « complications » venant de France dans l'éventualité de l'acceptation de Léopold ne pouvait *a fortiori* que l'inviter à continuer de garder secrètes les démarches qu'il poursuivait avec Bismarck depuis plusieurs mois. Qui plus est, Prim n'était pas dupe; il savait depuis le début de la promotion de la candidature que la France s'y opposerait pour des raisons de prestige et par crainte d'encerclement. Il était toutefois convaincu de pouvoir persuader Napoléon III de l'opportunité que représentait pour l'Espagne la candidature Hohenzollern¹⁹⁰. Un voyage avait d'ailleurs été prévu à Vichy en juillet afin qu'il s'explique avec Napoléon III, son intention étant de convaincre ce dernier de se résigner au choix de Léopold¹⁹¹. La preuve la plus convaincante quant à la croyance sincère de Prim qu'il parviendrait à faire accepter la candidature se trouve dans l'entretien qu'il eut avec l'ambassadeur de France, Mercier, le 2 juillet 1870. Dans son rapport envoyé le lendemain au duc de Gramont, Mercier rapporte les propos du maréchal :

« [...] J'ai, me dit-il, à vous parler d'une chose qui ne sera pas agréable à l'Empereur, je le crains, et il faut que vous m'aidiez à éviter qu'il ne la prenne en trop mauvaise part. [...] Vous connaissez notre situation; nous ne pouvons pas prolonger indéfiniment l'intérimité (sic), ni même nous présenter devant les Cortès sans avoir une solution à leur proposer. Vous savez tout ce que j'ai fait pour écarter celles qui n'auraient pas convenu à l'Empereur. [...] Il nous faut un roi, et voilà qu'au moment de notre plus grand embarras on nous en propose un qui a toutes les conditions que nous pouvons souhaiter. Il est catholique, de race royale, il a trente-cinq ans, deux fils et il est marié avec une princesse portugaise, ce qui préviendra nécessairement beaucoup les esprits en sa faveur, d'ailleurs très bien de sa personne, et militaire. Vous comprenez que je ne peux pas laisser échapper la seule chance qui nous reste de sauver la révolution, surtout quand elle se présente dans de pareilles conditions. [...] Qu'avez-vous à craindre ? Que signifie aujourd'hui une alliance dynastique ? Qu'est-ce que pourra faire chez nous un prince étranger qui devra commencer par jurer la constitution la plus libérale d'Europe, et avec un peuple aussi fier et indépendant que le nôtre ? [...] Il faut cependant que vous ayez pitié de cette pauvre Espagne, que vous lui permettiez de se constituer par les seuls moyens dont elle peut disposer¹⁹². »

¹⁹⁰ Heinz-Otto Kleinmann. « Die spanische Thronfrage... », *loc. cit.*, p. 148.

¹⁹¹ Au sujet des plans de Prim relativement à une rencontre avec Napoléon, voir : lettre de Mercier à Gramont, Madrid, 25 juin 1870. *OD*, vol. XXVII, p. 423 ; *Fester*, vol. 1, p. 114. Cf. *Bonnin*, p. 276 ; Josef Becker. « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern... », *loc. cit.*, p. 459 ; Heinz-Otto Kleinmann. « Die spanische Thronfrage... », *loc. cit.*, p. 148-149. L'historien Sorel rapporte également ce souhait de Prim : « Si invraisemblable que cela paraisse, il se flattait de gagner Napoléon III à ses projets. Enhardi par ses succès parlementaires, plein de confiance dans sa dextérité, il s'était dit : "Je persuaderai l'empereur comme je persuade ma majorité. Après m'avoir entendu, il agréera mon candidat, qui est son parent ; sinon, je lui ferai acheter mon désistement par la promesse formelle de mettre à l'aise la cour de Florence et de me prêter, dans mes négociations pour obtenir un prince italien, le concours qu'il m'a refusé jusqu'aujourd'hui." [...] On affichait en outre à Madrid les intentions les plus cordiales pour la France : c'est à cette époque qu'il fut question d'offrir la Toison d'Or à M. Émile Ollivier. Amadouer le gouvernement impérial, lui opposer ses propres principes : tel était le plan de Prim. Dans le cas où les choses se gâteraient, il serait toujours temps de se retirer derrière la Prusse, d'en appeler à la sagesse du roi Guillaume et de recourir à ses bons offices pour accommoder l'affaire au gré de tout le monde. » Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 57

¹⁹² Mercier à Gramont, Madrid, 3 juillet 1870. *Fester*, vol. 1, p. 117-121.

Sauf si Prim était un homme sans scrupules, il semble peu probable qu'il ait menti à Mercier lors de cet entretien. C'est donc dire que l'on est toujours incapable de déterminer les causes exactes de cette erreur de déchiffrement. On aurait pu croire que le manque de fiabilité des communications télégraphiques de l'époque y serait pour quelque chose. Les erreurs étaient effectivement fréquentes¹⁹³ et comme il n'y avait pas de ligne directe entre Madrid et Berlin, les télégrammes devaient obligatoirement passer par Francfort ou Paris, ce qui permettait une interception des communications. L'ambassadeur anglais à Berlin, Lord Loftus, présuma que le télégramme tomba dans les mains des services de renseignement français, mais rien ne permet de confirmer cette hypothèse¹⁹⁴. Par ailleurs, c'est la bonne version du télégramme qui parvint à Madrid. Considérant toute l'importance que revêtait ce message, il reste peu de place pour une simple erreur de transcription. Quoi qu'il en soit, celle-ci fut fatale, car elle ne permettait plus aux Cortès d'élire en secret le prince Léopold et de mettre ainsi la France devant le *fait accompli*. Après le retour de Salazar, il fallut peu de temps pour que les indiscrétions fassent leur travail. La nouvelle se répandit d'abord à Madrid puis gagna Paris peu de temps après. Le 1^{er} juillet, Mercier disait encore à Gramont : « Je n'ai pas entendu dire un mot de la candidature Hohenzollern »¹⁹⁵. Dans la nuit suivante, alors que Prim revenait à Madrid, deux de ses amis le félicitèrent de l'issue de la crise et lui dirent que le monde politique dans la capitale connaissait depuis peu le nom du candidat. Très étonné, il s'écria : « Labeur perdu, candidature perdue. Et Dieu veuille que ce ne soit que cela ! »¹⁹⁶

Le journal espagnol *Epoca* publia dès le 2 juillet la nouvelle et il fut suivi par la *Gazette de France* le même jour¹⁹⁷. Prim ne pouvait plus rester dans le silence et c'est pourquoi il convia l'ambassadeur de France, Mercier, afin de le convaincre que Léopold ne posait aucun danger pour la France¹⁹⁸. Mercier lui dit lors de cet entretien :

« En France, l'élection d'un prince de Prusse au trône d'Espagne, dans les dispositions où sont aujourd'hui les esprits à l'égard de la Prusse, ne peut manquer de produire un effet

¹⁹³ Les correspondants soulignaient fréquemment ce problème. Cf. Bismarck à Bernstoff, Berlin, 17 mars 1870. *Bonnin*, p. 78 (no. 21) ; Bernstoff à Bismarck, Londres, 18 mars 1870. *Ibid.*, p. 85 (no. 31) ; Salazar à Keudell, Madrid, 25 mars 1870. *Ibid.*, p. 94-96 (no. 52) ; Bismarck à Bernstoff, Berlin, 27 mars 1870. *Ibid.*, p. 100 (no. 56).

¹⁹⁴ Lord Augustus Loftus. *The Diplomatic Reminiscences...*, *op. cit.*, p. 273.

¹⁹⁵ Mercier à Gramont, Madrid, 1^{er} juillet 1870. *Fester*, vol. 1, p. 115.

¹⁹⁶ « [...] *Trabajo perdido; candidatura perdida. ¡Y Dios quiera que sea esto sólo!* » *Idem*.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 116.

¹⁹⁸ Voir page précédente. Le rapport de Mercier à Gramont relatant le contenu de cet entretien important est repris intégralement dans *Fester*, vol. 1, p. 117-121.

extraordinaire. Le sentiment national y verra une véritable provocation, soyez-en persuadé, et vous comprenez qu'un Napoléon ne peut laisser le sentiment national en souffrance¹⁹⁹. »

Mercier avait bien vu, car dès le 5 juillet, la plupart des journaux parisiens – *Le Constitutionnel*, *Le Temps*, *Le Pays*, *Le Gaulois*, *Le Français* et *Le Siècle* pour ne nommer que ceux-là – s'indignaient de cette intrigue secrètement préparée dont on disait qu'elle ne proposait à la France rien de moins qu'un « deuxième Sadowa »²⁰⁰. Alors que le *Pays* parlait de « 38 millions de prisonniers », le *Gaulois* appelait déjà à envisager la guerre :

« S'il a plu à l'Empire autoritaire d'accepter Sadowa et de se consoler de l'affaire du Luxembourg, la France, rendue en partie à elle-même, ne saurait supporter qu'on la brave et qu'on la provoque impunément. [...] La guerre ! Personne ne la hait plus que la France libérale éprise de droit et de justice. [...] Mais s'il faut choisir une fois encore entre la patrie amoindrie, réduite, et la guerre, nous n'hésitons pas ! [...] Nous estimons que le gouvernement français ne pourrait, sans trahison vis-à-vis de la France, supporter un jour de plus les agissements prussiens. On pourrait pardonner au Cabinet d'avoir manqué à ses promesses, ravivé nos colères, on ne lui pardonnerait pas de n'avoir pas su être français²⁰¹. »

Quant au *Temps*, journal orléaniste et plutôt hostile à l'Empereur, il s'exprimait en des termes non moins évocateurs :

« Si un prince prussien était placé sur le trône d'Espagne, ce n'est pas jusqu'à Henri IV seulement, c'est jusqu'à François I^{er} que nous nous trouverions ramenés en arrière. Qu'était-ce, en effet, que l'Empire de Charles Quint, si ce n'est l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne enlaçant la France et l'isolant ? Et qui ne sent que l'avènement d'un prince prussien équivaldrait à cet état de choses, avec cette différence plutôt désavantageuse que le principal poids de la puissance rivale se trouverait au nord, du côté où notre frontière est le plus exposée²⁰² ? »

Force est de constater que la « bombe espagnole », pour reprendre les propos du roi Guillaume I^{er} à sa femme Augusta, venait décidément d'éclater²⁰³.

Les cercles politiques à Paris étaient alarmés, et avec raison. Comment en effet était-il possible d'accepter que la maison royale des Hohenzollern régnât des deux côtés de la France ? Dans l'éventualité d'une guerre, celle-ci devrait laisser des troupes au sud pour prévenir une attaque par les Pyrénées. Et quelle perte de prestige ce serait pour le Second Empire ! Résolus à empêcher la réalisation de ce projet dynastique, les politiciens français décidèrent d'exercer une pression à la fois à Madrid, mais également à Sigmaringen, ville d'où étaient issus les

¹⁹⁹ *Fester*, vol. 1, p. 118.

²⁰⁰ Pour un aperçu des principaux articles parus les 5 et 6 juillet 1870, voir : *Fester*, vol. 1, p. 125-134.

²⁰¹ Extrait reproduit d'après Émile Ollivier. *L'Empire libéral: études, récits et souvenirs*. Paris, Garnier, 1895-1918, vol. XIV, p. 42-43.

²⁰² *Le Temps*, 5 juillet 1870, p. 1.

²⁰³ « [...] *Die spanische Bombe ist also mit Einmal geplatzt, aber auf eine ganz andere Art als gesagt ward.* » Guillaume I^{er} à Augusta, Ems, 5 juillet 1870. *Fester*, vol. 1, p. 125.

Hohenzollern. Dans le premier cas, il s'agissait de convaincre les Espagnols de retirer leur offre faite à Léopold. Dans le second, il fallait protester vivement dans l'espérance d'obtenir un retrait officiel. Cela n'était cependant pas suffisant. Il fallait aussi impliquer le gouvernement prussien, que l'on soupçonnait d'être derrière l'intrigue – et qui l'était de toute évidence. On donnerait ainsi à cette affaire un caractère national et non plus purement dynastique, ce qui ne pourrait conséquemment que donner un succès diplomatique plus grand en cas de retrait. S'il ne fait aucun doute que les intentions de cette stratégie visaient une renonciation, les événements qui suivirent montrèrent pour leur part que Paris avait choisit la voie d'un duel, un duel pour la prépondérance sur le continent européen.

Bien que ce choix ait été pris par la France, il faut reconnaître que les intrigues bismarckiennes n'ont aucunement facilité les choses. Peu importe les objectifs que le ministre-président de Prusse poursuivait, sa décision, en février 1870, de ramener la question dynastique tout en veillant à ce que les négociations avec l'Espagne se fassent en secret – c'était là une recommandation de Prim – est plus que critiquable. D'aucuns y verront un plan longuement préparé ne visant rien de moins qu'un affrontement avec la France qui permettrait non seulement de faire jaillir le sentiment national allemand, mais qui serait aussi l'aboutissement du long processus d'unification amorcé depuis la guerre des Duchés. Cette explication des motifs de Bismarck n'est pas sans fondements, mais elle demeure très douteuse en raison du déroulement des événements lors de la crise de juillet. Et, comme on le verra, ce n'est pas tant la candidature qui provoquera le déclenchement des hostilités, mais plutôt le refus de Berlin de subir une humiliation diplomatique ourdie par la France.

*
* *

4. La crise de juillet 1870

4.1 Le discours du duc de Gramont et ses conséquences

En juillet 1870, l'éventuelle accession de Léopold sur le trône d'Espagne n'était plus un secret au sein des chancelleries européennes, lesquelles craignaient la réaction de la France. Autant en Grande-Bretagne qu'en Belgique, en Italie ou en Russie, les cercles politiques étaient d'avis que le prince n'aurait pas dû accepter la couronne afin de ne pas vexer la France ou de lui nuire politiquement, mais concomitamment, ils reconnaissaient le droit de l'Espagne à se choisir un souverain librement. La solution idéale semblait une fois de plus n'être que le choix d'un autre prince, mais la crise qui venait d'éclater mettait au grand jour la collision des intérêts de la France avec ceux de la Confédération de l'Allemagne du Nord et ni l'une ni l'autre de ces deux puissances ne souhaitait céder du terrain, au risque de perdre la face. La diplomatie européenne s'affaira alors, comme elle l'avait si bien fait depuis 1815, à gérer la crise au nom de l'équilibre. Dans un premier temps, elle veilla à dissuader les Hohenzollern – et l'Espagne qui les appuyait – de permettre à Léopold de monter sur le trône et dans un second, invita la France à la modération. Mais les tensions étaient désormais trop fortes. Tandis que l'Espagne aurait en principe aisément pu mettre un terme à cette crise, la volonté et les moyens lui échappaient. Parallèlement, trop d'incidents franco-allemands s'étaient accumulés et, en souvenir de Sadowa et de la crise du Luxembourg, la France ne pouvait subir une autre reculade.

Bismarck a prétendu dans ses *Pensées et souvenirs* qu'il était « politiquement indifférent » à la question de la candidature et qu'elle n'était en fait qu'une affaire privée concernant la famille Hohenzollern²⁰⁴. Bien entendu, tout cela n'est que fiction. Il n'en demeure pas moins que les nombreuses recherches portant sur les origines de 1870 n'ont jamais réussi à répondre à la question à savoir si Bismarck *pouvait* et *devait* refuser la candidature qui s'est présentée à lui. Cette question ne se pose aucunement si l'on part de l'idée qu'il a « fabriqué » la candidature de toutes pièces, idée qui a d'ailleurs été défendue par de nombreux historiens. Mais puisqu'il a précédemment été démontré que ce n'était pas le cas, la suite des événements peut maintenant paraître sous un nouveau jour. En fait, il ne pouvait pas réellement refuser, compte tenu de la

²⁰⁴ « Je la considérais comme une question espagnole et non pas comme une question allemande. Sans doute j'étais heureux de voir un prince de la maison de Hohenzollern représenter la monarchie espagnole, et je ne tardai pas non plus à examiner toutes les conséquences possibles de ce fait pour nos intérêts. [...] Politiquement, j'étais assez indifférent à toute la question. » Otto von Bismarck. *Pensées et...*, *op. cit.*, p. 254-255.

conjoncture du moment. Non seulement son refus ne pouvait passer inaperçu, mais il y avait un grand risque que Paris profitât de l'occasion pour souligner que c'était là une autre « intrigue prussienne ». Et il est fort probable, comme l'avance l'historien Leonhard von Muralt dans son essai sur les préliminaires politico-diplomatiques de 1870, que Paris aurait saisi ce moment pour montrer la faiblesse et le « manque de courage » de la politique prussienne, laquelle aurait finalement subi une défaite diplomatique²⁰⁵. L'auteur en arrive à la conclusion suivante :

« On ne peut pas dire que Bismarck a voulu cette guerre et a agi en ce sens. On ne peut pas dire non plus qu'il ne la voulait pas et qu'il agit pour l'éviter catégoriquement. On doit dire : il la laissa venir. [...] Mais alors que se présentait le moment qui offrait l'occasion de se mesurer à la prépondérance française, le devoir du chef d'État dont le but principal était l'unité allemande était de saisir cette occasion, et ce, même au risque d'une guerre qu'il considérait de toute façon ni absolument inévitable, ni assurément évitable²⁰⁶. »

Il ne serait pas inutile de souligner à cet effet que, même après l'annonce officielle de la candidature, les dés n'avaient pas encore été jetés. La question de la candidature ne pouvait toutefois pas passer aux yeux de la France comme une simple affaire de famille dans laquelle le roi et le gouvernement prussien n'eussent pas été impliqués. Elle refusa d'ailleurs toujours d'y croire. Cela dit, si Bismarck s'était délibérément résigné à l'idée d'un conflit avec la France, force est de constater que ses démarches étaient restées largement guidées par les circonstances. Persuadé que le moment était favorable sur le plan politique et militaire, il pouvait assumer ce risque. Qui plus est, même si la guerre n'éclatait pas, l'accession d'un Hohenzollern sur le trône de Madrid offrait un joli succès diplomatique. Paris exclut néanmoins d'emblée cette éventualité afin d'empêcher ce qui était considéré comme un dangereux encerclement et un autre changement de l'équilibre européen au profit de la Prusse. Bien que les Hohenzollern-Sigmaringen avaient des liens familiaux plus étroits avec Napoléon III qu'avec la *Preussisches Königsbaus* (« Maison royale de Prusse »), les Français ne pouvaient manquer de constater qu'un nombre grandissant de Hohenzollern étaient devenus des « officiers prussiens ». Toute cette histoire de candidature semblait être une autre intrigue derrière laquelle se trouvait le ministre-président. Ce n'est pourtant pas tellement la candidature en elle-même, mais plutôt la façon dont elle fut mise en œuvre qui excita les cercles politiques français :

« Les méthodes allemandes étaient également en cause. Comment accepter, pour une question de cette importance, que la Prusse ait agi en secret et sans consulter les puissances

²⁰⁵ Leonhard von Muralt. « Die diplomatisch-politische Vorgeschichte » dans Wolfgang von Groote et Ursula von Gersdorf, dir. *Entscheidung 1870: Der deutsch-französische Krieg*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1970, p. 22.

²⁰⁶ *Idem* [traduction libre].

européennes voisines, comme il était d'usage en pareille circonstance ? Toutes les habitudes diplomatiques étaient bousculées par l'initiative prussienne, et on était convaincu à Paris qu'il s'agissait là d'une machination dirigée contre la France, dans la droite ligne des humiliations infligées depuis 1866. C'est dans ce contexte et fort de cette analyse que le gouvernement français fit monter les enchères et prit le risque d'aggraver la crise²⁰⁷. »

Or, voilà le nœud de la question. Comment fit-il monter les enchères ? Pour y répondre, il faut analyser les démarches qui ont été prises aux Tuileries tout en les situant dans le contexte politique mouvementé que formaient les rapports franco-allemands d'alors. Ce faisant, on réalise à quel point la candidature ne joua qu'un rôle secondaire et qu'en réalité, tout se décida à partir des événements qui eurent lieu entre les 3 et 15 juillet 1870. Bien que les journaux aient largement contribué à répandre la nouvelle sur tous les boulevards, ceux-ci furent tout d'abord informés par certains hauts responsables politiques dont le plus important est sans conteste le ministre français des Affaires étrangères, Gramont. Celui-ci commença une véritable campagne de presse lorsqu'il envoya, le 4 juillet, une note au *Constitutionnel* qui annonçait que des agents du maréchal Prim se seraient rendus auprès du prince de Hohenzollern pour lui offrir la couronne d'Espagne et qu'il l'aurait acceptée²⁰⁸. Il faut dire que la veille, il avait appris par un télégramme de l'ambassadeur Mercier que l'affaire Hohenzollern paraissait « fort avancée, sinon décidée »²⁰⁹. Dès la réception dudit télégramme, il avait accouru à Saint-Cloud auprès de l'Empereur pour l'en informer, lequel avait été stupéfait. Ce dernier l'autorisa à envoyer deux dépêches en guise d'« exploration » à Madrid et Berlin. Gramont tenta alors de rencontrer Ollivier mais, comme il était absent, il lui laissa une note dans laquelle il l'invitait précisément à débiter une campagne de presse « prudente, mais efficace »²¹⁰. Or, voilà justement une méthode peu commune de procéder. En choisissant de mener une campagne de presse, ne fallait-il pas craindre que celle-ci pût dépasser son but initial et entraîner le gouvernement français là où il ne voulait pas aller ? Cette initiative de Gramont surprend, car il se donnait le droit de préjuger

²⁰⁷ Stéphane Audoin-Rouzeau. *1870 – La France...*, *op. cit.*, p. 33.

²⁰⁸ Cette note parue dans le *Constitutionnel* est reprise sur la première page de l'édition du 4 juillet du quotidien *Le Temps*. Gramont était cependant d'ores et déjà informé à ce point. Il avait effectivement reçu une note d'un certain vicomte Walsch, lequel prétendait avoir appris de source sûre que Léopold aurait averti sa tante, la princesse Marie de Bade, qu'il venait d'accepter la couronne d'Espagne et que cette dernière, très heureuse d'apprendre la nouvelle, l'aurait ébruitée.

²⁰⁹ Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 415 ; Émile Ollivier. *L'Empire libéral...*, *op. cit.*, vol. XIV, p. 22.

²¹⁰ « Mon cher Ollivier, je vous écris sur votre bureau pour vous dire que je suis venu vous informer que Prim a offert la couronne au prince de Hohenzollern qui l'a acceptée. C'est très grave ! Un prince prussien à Madrid ! J'ai vu l'Empereur, il en est très mécontent. Tout en restant officiellement et ouvertement dans notre rôle d'abstention, il faut faire échouer cette intrigue. J'aime à croire et je suis tenté de croire qu'Olozaga [ambassadeur espagnol à Paris] y est étranger, mais à Madrid, on s'est joué de Mercier. Dès demain, nous commencerons dans la presse une campagne prudente mais efficace ». *Ibid.*, p. 23.

une décision qui aurait dû en principe être prise par le Conseil des ministres. Quoi qu'il en soit, la dépêche télégraphique qu'il fit parvenir au chargé d'affaires français à Berlin, Le Sourd, dépassait la simple « exploration », car il s'appuyait sur des renseignements d'origine douteuse pour affirmer un fait qui était inexact : qu'une députation du gouvernement espagnol avait été envoyée auprès de Léopold²¹¹. En outre, il adoptait dans ce télégramme envoyé à Berlin un ton ne ressemblant à rien à celui qui est normalement d'usage lors de négociations diplomatiques. À sa lecture, on dénote la nature des remontrances qu'il attendait de l'ambassadeur et on gagne plutôt l'impression qu'il s'agit de préliminaires en vue d'un duel. Et que dire du passage où il indique que si le cabinet de Berlin a joué un rôle quelconque dans l'intrigue, cela suggérerait « des réflexions d'un ordre trop délicat » pour qu'il puisse en parler dans un télégramme ? Était-ce déjà une façon de faire référence à la guerre ? En tout cas, c'est seulement le lendemain (4 juillet) que le ministre de la Guerre, le maréchal Le Bœuf, apprit, à son arrivée au Palais-Bourbon, que la question Hohenzollern venait de surgir²¹². La nouvelle se répandit toutefois très rapidement et ce, principalement en raison du zèle de Gramont qui souhaitait rendre cette affaire publique pour obtenir un plus grand triomphe diplomatique. Ainsi laissa-t-il délibérément parvenir des notes alarmantes aux principales cours d'Europe à l'effet que la France était désormais dans un péril immédiat²¹³. Allant des circuits diplomatiques à la presse, ces cris d'alarme ne firent qu'augmenter les craintes déjà existantes.

Le gouvernement français a prétendu, une fois la crise de juillet bien amorcée, que cette candidature était tout simplement inacceptable et, par ses agissements, on peut effectivement constater qu'elle représentait un *casus belli*. Pourquoi alors le gouvernement ainsi que Napoléon III n'ont-ils jamais fait part aux gouvernements espagnol et prussien que ladite candidature risquait de mener à un conflit ? Cette candidature s'était ébruitée depuis longtemps et dès le 17 juin, Napoléon avait invité Gramont à s'adresser à Mercier afin de savoir si le prince

²¹¹ « Nous apprenons qu'une députation, envoyée par le maréchal Prim, a offert la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern, qui l'a acceptée. Nous ne considérons pas cette candidature comme sérieuse, et nous croyons que la nation espagnole la repoussera. Mais nous ne pouvons voir sans quelque surprise un prince prussien chercher à s'asseoir sur le trône d'Espagne. Nous aimerions à croire que le cabinet de Berlin est étranger à cette intrigue ; dans le cas contraire, sa conduite nous suggérerait des réflexions d'un ordre trop délicat pour que je vous les indique dans un télégramme. Je n'hésite pas toutefois à vous dire que l'impression est mauvaise, et je vous invite à vous expliquer en ce sens. » *Ibid.*, p. 26-27; Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 63.

²¹² Pierre de la Gorce. *Histoire...*, *op. cit.*, p. 218-219.

²¹³ Gramont écrivit à La Valette (Londres) dès le 3 juillet, puis ce fut au tour de Fleury (Saint-Petersbourg) le 5 et Cazaux (Vienne) le 6 juillet. *OD*, vol. XXVIII, p. 39, 41-44, 65-66.

Léopold était toujours en lice. Il ajouta : « Il faudrait, si cela était vrai, faire savoir à Berlin et à Madrid combien cette combinaison nous déplairait »²¹⁴. Jamais un message allant en ce sens ne fut envoyé à Berlin ou Madrid. Richard Fester et, plus récemment, Barker ont avancé que Napoléon avait volontairement laissé la question surgir soudainement, de façon à « tendre un piège » à Bismarck²¹⁵. Peut-être. Mais sans doute faudrait-il davantage estimer qu'il ne croyait tout simplement pas que le projet de candidature prussienne aboutirait et que, dans le cas contraire, il aurait les moyens de le faire échouer. Cela dit, l'empereur ne joua à partir de ce moment plus qu'un rôle secondaire, car ce furent véritablement Gramont et Ollivier qui prirent les choses en main.

Puisque l'ambassadeur Benedetti était parti deux jours plus tôt pour Wildbad, c'est le chargé d'affaires Le Sourd qui reçut la mission, dès le 4 juillet, d'entrer en contact avec l'*Auswärtiges Amt* à Berlin afin d'« explorer » les dispositions du gouvernement prussien. Il fut reçu par le sous-secrétaire d'État Hermann von Thile en raison de l'absence de Bismarck qui se trouvait alors à son château de Varzin. Embarrassé par les questions de Le Sourd, Thile répondit, tout en s'abstenant d'affirmer que le cabinet prussien ignorait l'existence de pourparlers et leur résultat, que « le gouvernement prussien ignorait absolument cette affaire et qu'elle n'existait pas pour lui »²¹⁶. Bien entendu, cela était faux et il a été démontré qu'il suivait tout simplement les instructions de Bismarck. Cette réponse de Thile a fait l'objet de vives critiques de la part des historiens qui voyaient dans ce « mensonge » la preuve de la stratégie bismarckienne, Thile paraissant comme l'homme qui ne sait rien afin de permettre à Bismarck de se dérober et de calculer ses réponses. En fait, la question qu'il convient de se poser est de savoir s'il aurait pu répondre autrement. Compte tenu de l'échauffement des esprits à Paris, de la nature et du ton du message que lui communiquait Le Sourd, il eût été inconcevable de répondre autrement, car non seulement cela aurait signifié l'admission de la complicité et de la culpabilité de la Prusse dans l'affaire Hohenzollern, mais elle aurait politiquement perdu la face. Or, voilà ce que chaque partie tentait précisément d'éviter.

²¹⁴ *OD*, vol. XXVII, p. 389.

²¹⁵ Richard Fester. *Neue Beiträge zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien*. Leipzig, 1913, p. 14, 174 ; Nancy Nichols Barker. « Napoleon III and the Hohenzollern Candidacy for the Spanish Throne ». *The Historian*, vol. 29, no. 3, 1967, p. 445.

²¹⁶ Cette phrase célèbre est reprise dans la plupart des ouvrages abordant la crise de juillet 1870. Cf. Le Sourd à Gramont, Berlin, 4 juillet 1870, Fester, vol.1, p. 123 ; Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, *op. cit.*, p. 92 ; Pierre de la Gorce. *Histoire...*, *op. cit.*, p. 219 ; Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 63 ; David Wetzel. *A Duel of Giant...*, *op. cit.*, p. 101.

Pendant ce temps, l'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Paris, le baron de Werther, subissait de son côté de violents reproches ainsi que des menaces de la part de Gramont et d'Ollivier²¹⁷. Les deux hommes le prièrent d'informer son roi que la France ne tolérerait pas l'établissement du prince de Hohenzollern ni d'aucun autre prince prussien sur le trône d'Espagne et le conjurèrent de faire tous ses efforts pour obtenir que Sa Majesté (Guillaume I^{er}) engageât son parent à refuser la couronne²¹⁸. Lors de cet entretien – que Fester considère d'ailleurs comme la « genèse » des pourparlers d'Ems –, ils firent comprendre à Werther que la Prusse portait une grande part de responsabilité dans cette affaire dont le procédé était « peu amical »²¹⁹. Ils laissèrent également entendre que l'opinion publique en France ne supporterait jamais cette nouvelle et que Napoléon III serait forcé d'opposer son veto, même si la guerre pouvait en découler²²⁰. Werther fut quelque peu intimidé, mais leur dit qu'il ferait part de ce problème au roi Guillaume I^{er} dès son arrivée à Ems²²¹, ce qui fit croire aux deux hommes que leur intervention avait de bonnes chances de réussite²²². Ainsi, en seulement trois jours et sans le concours de l'empereur Napoléon III (qui était demeuré à St-Cloud), le ministre français des Affaires étrangères avait posé quatre grands gestes contribuant chacun à faire paraître la France comme étant la puissance offensée et la politique bismarckienne comme étant coupable de duplicité, à savoir : 1) exercer une forte pression diplomatique à Madrid et Berlin afin d'obtenir une renonciation ; 2) envoyer aux chancelleries d'Europe des messages critiquant la démarche prise par la Prusse²²³ ; 3) préparer l'opinion publique à la possibilité d'une guerre par le biais d'une campagne de presse bien menée et, 4) engager personnellement l'ambassadeur du *Norddeutscher Bund* afin qu'il puisse convaincre le roi de Prusse de mettre fin

²¹⁷ Lothar Gall. *Bismarck. Der weiße...*, op. cit., p. 430.

²¹⁸ Douglas W. Houston. « Emile Ollivier and the Hohenzollern Candidacy ». *French Historical Studies*, vol. 4, no. 2, 1965, p. 136 ; Antoine Alfred Agénor, Duc de Gramont. *La France et la Prusse avant la guerre*. Paris, Dentu, 1872, p. 35.

²¹⁹ Robert Howard Lord. *The Origins of the War of 1870 – New Documents from the German Archives*. New York, Russel & Russel, 1966, p. 32-33.

²²⁰ Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, op. cit., p. 90.

²²¹ Le voyage de Werther à Ems était prévu bien avant son entretien avec Gramont et Ollivier. Cependant, en raison des événements, il quitta le 5 juillet au lieu du 4. Il est à noter que l'engagement prit par Werther donna sans doute de faux espoirs à Gramont et Ollivier qui avaient trouvé en lui la personne idéale pour influencer le roi. Cf. Duc de Gramont. *La France et...*, op. cit., p. 35-36 ; Émile Ollivier. *L'Empire libéral...*, op. cit., vol. XIV, p. 28-29.

²²² Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, op. cit., p. 91.

²²³ L'ambassadeur anglais à Paris s'exprima en ces termes en s'adressant à Lord Granville, alors Ministre des Affaires étrangères : « *Finally, M. de Gramont begged me to lose no time in making your Lordship acquainted with the sentiments of the Emperor's Government, and expressed his earnest hope that H. M. G. would co-operate with him in endeavouring to ward off an event which would, he said, be fraught with danger to the peace of Europe.* » Lyons à Granville, Paris, 5 juillet 1870. *Fester*, vol. 1, p. 128.

à ce « mauvais procédé » en refusant d'appuyer, comme chef de famille, la candidature de Léopold. La stratégie fut efficace en ce sens où elle permit effectivement à l'opinion publique de s'indigner et aux autres cours européennes d'adopter une attitude plus favorable à la France. Cependant, un manque de prudence et de diplomatie changera la donne.

Le 5 juillet, alors qu'il se rendait au Palais-Bourbon, Cochery, député de centre-gauche, rencontra Adolphe Thiers²²⁴ qui lui fit part de la gravité de l'affaire espagnole en lui disant qu'il conviendrait d'y couper court afin de prévenir un conflit. Sur proposition de Thiers, il consentit à déposer une interpellation, laquelle devrait éventuellement être traitée par le Corps législatif²²⁵. Le lendemain, le Conseil se réunit à Saint-Cloud pour arrêter les termes de la déclaration qui était prévue. Étaient présents Napoléon III, Gramont, Ollivier, Le Bœuf (ministre de la Guerre) ainsi que d'autres hauts responsables. Après que Gramont eut exposé l'état de la situation, il s'informa au sujet de l'armée – pour la forme davantage que par nécessité tant la confiance était grande – afin de savoir si elle était prête, ce à quoi Le Bœuf répondit que « la lutte serait difficile », mais que, comme elle était inévitable, « nous pourrions l'affronter sans crainte ». Après avoir évoqué la supériorité des nouvelles mitrailleuses et du fusil Chassepot, il ajouta que la mobilisation pourrait rapidement s'opérer et que les Prussiens seraient surpris au milieu de leur formation par une vigoureuse offensive²²⁶. Un de ses collègues qui était bien informé de l'organisation de l'armée prussienne, contesta qu'ils étaient eux-mêmes en mesure de devancer aussi considérablement les Prussiens, ce sur quoi Le Bœuf répondit laconiquement que « grâce à la supériorité de notre état de paix, c'était fort possible » et que « l'armée française, même inférieure en nombre, battra l'ennemi »²²⁷. Pierre de la Gorce explique les effectifs proposés par Le Bœuf :

« Le maréchal promit, pour l'armée régulière, une force réelle disponible de 300 000 hommes, dont 250 000 pourraient être entièrement organisés en quinze jours, et les 50 000 autres huit à dix jours plus tard. Dans une note remise à l'Empereur, Le Bœuf produisit des chiffres plus élevés, et s'engagea à mettre sur pied, en deux semaines, 350 000 hommes. À cet effectif

²²⁴ Adolphe Thiers (1797-1877), grand politicien français du XIX^e siècle, occupa, entre autres, la fonction de Président de la République de 1871 à 1873.

²²⁵ La proposition se lisait comme suit : « Nous demandons à interpeller le gouvernement sur la candidature éventuelle d'un prince de la famille royale de Prusse au trône d'Espagne ». Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre...*, *op. cit.*, p. 235.

²²⁶ *Ibid.*, p. 241.

²²⁷ Émile Ollivier. *L'Empire libéral...*, *op. cit.*, vol. XIV, p. 98-99. Il est à noter aussi que les communications de Le Bœuf en matière militaire étaient la plupart du temps adressées à l'Empereur. Dans l'une d'elles, il affirma : « Nous sommes plus forts que les Prussiens, sur le pied de paix et sur le pied de guerre. » (*Ibid.*, p. 579-580.)

s'ajoutait la garde mobile [...] mais, par une illusion peu excusable, il parle d'une force de 120 000 hommes disponibles pour une première mobilisation²²⁸. »

Non seulement Le Bœuf surestimait-il ici la capacité et la rapidité de mobilisation française, mais il sous-estimait la *Landwehr* de la Prusse, qui pourtant, avait eu une écrasante victoire contre l'Autriche en 1866. Il eut été sage qu'il interrogeât les attachés militaires présents à Berlin et dans les quatre États sud-allemands afin de mieux connaître et évaluer les effectifs dont disposaient la Prusse et ses alliés en cas de guerre. Cela ne se fit pas. Quoiqu'il en soit, à la suite de ces éclaircissements, le Conseil se pencha sur l'élaboration d'une réponse à l'interpellation de Cochery. Ce fut Ollivier et Gramont qui firent la première ébauche, laquelle aurait été adoucie à la demande de Napoléon III. Ils revinrent néanmoins à la forme originale après avoir pris connaissance des « disposition ardentes » du Corps législatif et du public. Il faut dire que le parti belliciste exerçait son influence. En effet,

« [...] on put noter, en ces jours-là, au palais de Saint-Cloud, les signes, faibles encore, d'une agitation qui bientôt grandirait, d'une pression qui s'exercerait jusque sur le souverain. Militaires, gens de cour, bonapartistes autoritaires, tous commençaient à protester contre les concessions, à déclarer les ambitions prussiennes intolérables et la guerre nécessaire. Ainsi se recrutait, surtout dans l'entourage de l'Impératrice, tout un parti qui s'autoriserait des dispositions de Gramont pour dépasser Gramont lui-même, et qui, impérieusement, entraînerait le ministre, si jamais il plaisait à celui-ci d'hésiter ou de se repentir. De la résolution qui serait prise pourrait sortir la guerre²²⁹. »

L'état physique déficient de Napoléon III n'aidait en rien les choses²³⁰. « Physiquement affaibli » et « moralement affaissé », il était inévitable que les influences extérieures, notamment celle de son entourage, agissent plus fortement sur lui qu'il n'eût convenu. Eugénie, qui pour sa part poussait ni plus ni moins à la guerre, avait autour d'elle « une camarilla de gens de cour, de militaires et d'ambitieux [qui] ne faisait pas faute d'attiser ses colères²³¹ ». Dans un tel contexte, il devenait difficile pour les plus modérés de se faire entendre d'autant plus que la majorité des quotidiens s'étaient positionnés en faveur d'une réponse forte et vigoureuse du gouvernement.

Le 6 juillet, à deux heures, la séance fut ouverte. Comme Gramont n'était pas encore arrivé, le président du Corps législatif voulut aborder la question du budget, mais les députés, qui avaient pris connaissance de l'interpellation au sujet de la candidature Hohenzollern, attendaient que le ministre des Affaires étrangères arrivât pour enfin connaître l'état de la

²²⁸ Pierre de la Gorce. *Histoire...*, op. cit., p. 226.

²²⁹ *Ibid.*, p. 225-226.

²³⁰ On rappellera au lecteur que Napoléon III souffrait de graves problèmes urinaires. Le 3 juillet avait eu lieu une consultation de plusieurs médecins qui avaient tous conclu à la nécessité du cathétérisme de la vessie.

²³¹ Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre...*, op. cit., p. 240.

situation. Gramont fit son entrée quinze minutes plus tard et fit une déclaration qui passerait à l'Histoire :

« Messieurs, je viens répondre à l'interpellation déposée hier par l'honorable M. Cochery. Il est vrai que le maréchal Prim a offert au prince Léopold de Hohenzollern la couronne d'Espagne et que ce dernier l'a accepté. Mais le peuple espagnol ne s'est point encore prononcé et nous ne connaissons pas encore les détails vrais d'une négociation qui nous a été cachée. Aussi une discussion ne saurait-elle aboutir maintenant à aucun résultat pratique ; nous vous prions Messieurs, de l'ajourner. Nous n'avons cessé de témoigner nos sympathies à la nation espagnole et d'éviter tout ce qui aurait pu avoir les apparences d'une immixtion quelconque dans les affaires d'une noble et grande nation, en plein exercice de sa souveraineté ; et nous ne sommes pas sortis à l'égard des divers prétendants au trône de la plus stricte neutralité, et nous n'avons jamais témoigné pour aucun d'eux, ni préférence, ni éloignement²³². »

On remarque déjà ici à quel point la déclaration est mensongère. Depuis la chute d'Isabelle II, la France s'immiscça dans les affaires espagnoles en tentant de mettre en place un candidat qui « ferait son affaire » et, dans cette entreprise, écarta un grand nombre de candidats potentiels, si bien que le gouvernement espagnol dut se résoudre à envisager plus sérieusement la candidature de Léopold. Le temps agissant contre lui, le gouvernement provisoire de Prim opta pour Léopold en dernier recours et crut sincèrement pouvoir faire accepter ce candidat par France, sachant naturellement très bien que cette dernière protesterait. Ce n'est toutefois pas cette partie du discours qui est la plus révélatrice des dispositions du Cabinet de Paris vis-à-vis de l'affaire Hohenzollern, mais plutôt sa suite, laquelle est exprimée de façon beaucoup plus tranchante et péremptoire :

« Nous persisterons dans cette conduite, mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas. Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse²³³. »

C'était une déclaration de guerre avant l'heure, du moins, un ultimatum démontrant officiellement que la France serait prête à déclencher des hostilités dans l'éventualité où Léopold ne retirerait pas sa candidature²³⁴. C'était également un défi lancé à la Prusse qui, comme l'indique Wetzell, « *had the effect of shutting off or rendering ineffective private diplomatic*

²³² *Ibid.*, p. 228.

²³³ *Idem.*

²³⁴ « En fait, l'Europe était écartée ; ce langage péremptoire fermait la bouche aux diplomates. Cassante dans la forme, absolue dans les conclusions, la déclaration du 6 juillet mettait le roi Guillaume en demeure de subir un affront diplomatique ou de déclarer la guerre. C'était un ultimatum, et, malgré le commentaire embarrassé dont M. Ollivier l'accompagna, personne n'y fut trompé. » Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 78.

communications »²³⁵. C'était enfin une preuve que l'enjeu véritable de cette affaire aux yeux du gouvernement français n'était pas la candidature en elle-même, mais bien plutôt l'équilibre européen et la prépondérance de la France dans cet équilibre. Qu'était-ce en effet que cette référence à l'Empire de Charles-Quint sinon la France prise en étau par un cercle de puissances aux desseins hostiles ? La déclaration fut suivie d'acclamations bruyantes et de protestations indignées; l'excitation était si grande que la séance dut être interrompue²³⁶. L'un des députés, Josseau, en s'adressant tour à tour à Gramont et au maréchal Le Boëuf dit : « Mais c'est la guerre, c'est un défi que vous jetez à la Prusse ! », ce sur quoi Gramont répondit : « C'est la paix, si elle est encore possible ; c'est la guerre si elle est inévitable.²³⁷ » Josseau demanda alors : « Mais, Monsieur le Maréchal, pour vous lancer dans un telle entreprise, êtes-vous prêts et avez-vous des alliés ? » et son interlocuteur répondit : « Rassurez-vous, nous sommes prêts, ayez confiance en nous !²³⁸ » Thiers, qui arrivait alors que le discours avait déjà été prononcé, s'écria : « Mais c'est une folie !²³⁹ » Afin de calmer les esprits, Ollivier prit parole et précisa que le gouvernement voulait la paix, qu'il l'a voulait ardemment, « mais une paix avec honneur ». Il faut dire que même si Gramont fut celui qui lut le discours, l'auteur principal avait été Ollivier, surtout en ce qui concerne la dernière phrase, « la plus vive »²⁴⁰. D'ailleurs, il ne faut pas se méprendre sur le Garde des sceaux et attribuer à Gramont tout le blâme relativement à l'agressivité de cette déclaration et à l'intransigeance qui s'ensuivit. Dans un grand article portant sur les mémoires d'Émile Ollivier, Siegfried Brase démontra comment, tout en avouant avoir insisté pour l'inscription de la référence à Charles-Quint, le premier ministre tenta de se dissocier de la dernière partie du discours en prétextant qu'elle avait été une « dictée commune »²⁴¹. Du côté anglo-saxon, Douglas W. Houston publia également un article, lequel se base sur les *Haus- Hof- und Staatsarchiv* de Vienne et indique clairement à quel point « *Ollivier's part in the July crisis was far from passive and that he may even have been the principal*

²³⁵ David Wetzell. « A Reply to Josef Becker's Response ». *Central European History*, vol. 41, no. 1, 2008, p. 118.

²³⁶ Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 321.

²³⁷ Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre...*, *op. cit.*, p. 250.

²³⁸ *Idem.*

²³⁹ Pierre de la Gorce. *Histoire...*, *op. cit.*, p. 229.

²⁴⁰ Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre...*, *op. cit.*, p. 246.

²⁴¹ Siegfried Brase. « Emile Olliviers Memoiren und die Entstehung des Krieges von 1870 » dans E. Ebering, dir. *Historische Studien*, vol. 98, Berlin, 1912 (réimpression de l'édition originale par Klaus Reprint Ltd., Vaduz, 1965) p. 82. Lehautcourt affirme le contraire et tout porte à croire qu'Ollivier adopta en juillet 1870 une position beaucoup plus incisive qu'il ne le laisse croire dans ses mémoires.

architect of the war on the French side »²⁴². En effet, bien qu'il se soit toujours montré disposé à accepter l'unification allemande, il était pour lui hors de question que la France pût subir à nouveau les contrecoups d'une expansion prussienne²⁴³. La candidature Hohenzollern avait ainsi fait de lui un partisan de la guerre.

Du côté de la presse, les différents auteurs laissèrent libre cours à l'expression de leurs opinions et sentiments patriotiques. Ce qui avait été recherché par Gramont fut obtenu, mais en partie seulement. Le *Pays* écrivait dès le 7 juillet : « Cette affaire qui eût été sans importance il y a dix ans est la goutte d'eau qui fait déborder notre calice trop plein d'amertume »²⁴⁴. Dans un article intitulé « La guerre », l'auteur, Cassagnac, exposait la conception de Gramont : « La France ne reculera pas. Ou la Prusse retirera ses prétentions ou elle se battra.²⁴⁵ » Le *Gaulois* s'exprimait similairement : « [...] s'il faut choisir une fois encore entre la patrie amoindrie, réduite, et la guerre, nous n'hésitons pas !²⁴⁶ » Mais d'autres quotidiens se montraient beaucoup plus réservés et critiques. Le *Siècle* disait au lendemain de la déclaration du duc : « Si malheureusement pour le monde et pour elle, la France faisait aujourd'hui la guerre, elle voudrait d'abord l'avoir elle-même décidée, et savoir au juste pourquoi elle la ferait.²⁴⁷ » Le *Public*, indiquant ne pas partager les vues des autres journaux, estimait pour sa part que ce qui venait de se passer entre Madrid et Berlin était tout naturel et que faire la guerre à la Prusse serait « monstrueux »²⁴⁸. Le *Temps* qui pour sa part avait déjà indiqué que la France devait se résigner en raison des ses erreurs du passé²⁴⁹, parlait d'une « espèce de fureur » qui s'était emparée de la presse et protestait contre le langage belliqueux tenu par Gramont en indiquant que les Français étaient désormais violemment partagés entre deux sentiments contraires :

²⁴² Douglas W. Houston. « Emile Ollivier and... », *loc. cit.*, p. 125.

²⁴³ Toute expansion prussienne était à ses yeux une menace directe pour la France. Georg Klindworth, un agent politique envoyé à Paris par le ministre autrichien des Affaires étrangères, le comte de Beust, rapporta un entretien qu'il eut avec Ollivier et dans lequel ce dernier affirmait : « Vous savez comment je suis un partisan de la paix [...] mais si Bismarck se lance dans une nouvelle entreprise risquée et s'il recherche une nouvelle occasion d'agir pour le prestige, [...] il verra que sous mes auspices, l'impulsion de combattre viendra spontanément dans le pays et que je peux m'accommoder aussi aisément à la guerre qu'à la paix » [traduction libre]. *Ibid.*, p. 141.

²⁴⁴ *Le Pays*, 7 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 1.

²⁴⁵ *Le Pays*, 7 juillet 1870. Rudolf von Albertini. « Frankreichs Stellungnahme zur Deutschen Einigung während des Zweiten Kaiserreiches ». *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, vol. 5, no. 3, 1955, p. 357.

²⁴⁶ *Le Gaulois*, 7 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 2-3.

²⁴⁷ Cité dans: Rudolf von Albertini. « Frankreichs Stellungnahme... », *loc. cit.*, p. 357.

²⁴⁸ Ernest Dréolle dans *Le Public*, 7 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 3.

²⁴⁹ « Assurément, si la candidature prussienne réussit, ce sera un événement fort grave pour la France, mais les fautes de notre politique passée ne nous laissent guère d'autre alternative que la résignation. » *Le Temps*, 6 juillet 1870. Rudolf von Albertini. « Frankreichs Stellungnahme... », *loc. cit.*, p. 356.

« l'horreur de la guerre et l'horreur de la Prusse²⁵⁰ » Le quotidien allait plus loin encore en critiquant ouvertement Gramont et Ollivier²⁵¹. Ainsi, la presse, loin d'être unanime, se partageait pour le moment entre les deux camps et fut beaucoup moins exaltée et belliqueuse que ne l'ont prétendu les anciens serviteurs de l'Empire²⁵². Ce n'est qu'après le 12 juillet qu'il y eut un revirement et que le « parti belliciste » gagna plusieurs quotidiens.

Les gouvernants du Second Empire ont longuement prétendu – une fois la guerre terminée – avoir suivi les vœux de l'opinion publique et de la presse²⁵³. Or, les recherches entreprises par Carroll²⁵⁴ et, plus récemment, Audoin-Rouzeau et Stengers ont montré que si la ferveur patriotique était bien présente à Paris, elle l'était moins dans le reste de la France. Par ailleurs, ce serait se méprendre que de croire que les journaux parisiens reflétaient l'état d'esprit de la population de la capitale à ce moment :

« Les contemporains en revanche considéraient volontiers la presse comme le reflet exact de l'opinion, et leur lecture des journaux a orienté l'idée qu'ils se sont faite de la réaction des Français à la candidature prussienne. La déformation était d'ailleurs aggravée du fait que Paris masquait, dans une très large mesure, le point de vue de la province, alors que les journaux parisiens étaient loin d'y pénétrer en profondeur. Mais même à Paris, il serait très simpliste de croire que la presse ait pu refléter et modeler l'opinion des habitants. Elle a joué un certain rôle dans la capitale au début de la crise, mais qui doit être d'autant moins surestimé que les journaux parisiens adoptèrent des points de vue sensiblement différents²⁵⁵. »

Dans le reste de la France, bien que l'opinion fût géographiquement et sociologiquement contrastée, on peut dire qu'il existait un « pacifisme structurel » : on préférerait la paix à la guerre,

²⁵⁰ Ludovic Halévy dans *Le Temps*, 7 juillet 1870. *Ibid.*, p. 358.

²⁵¹ « C'est peut-être le commencement d'une guerre fatale, soit à notre liberté, soit à notre position politique, mais c'est à coup sûr la journée où un gouvernement aura donné la pleine mesure de son incapacité. Ollivier est venu protester de son amour passionné de la paix, après que Gramont eut donné lecture d'une note délibérée en Conseil et qui, aux yeux de tout homme de bon sens, compromet la paix au plus haut point. » M. Nefftzer dans *Le Temps*, 9 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 36.

²⁵² Le lendemain de la déclaration, plus d'une dizaine de titres approuvèrent le discours : *Le Gaulois*, *Le Figaro*, *L'Univers*, *Le Correspondant*, *le Constitutionnel*, *Le Pays*, *Le Soir*, *La Presse*, *L'Opinion nationale*, *Le Moniteur universel* et *La Liberté*. Néanmoins, il y en eut presque autant qui l'interprétèrent comme une déclaration de guerre intempestive. Ce fut le cas du *Français*, du *Temps*, du *Siècle*, du *Réveil*, de *L'Électeur libre*, du *Public*, du *Rappel*, de *L'Avenir national* de même que de *La Revue des deux mondes*. Voir à ce sujet le second chapitre de l'ouvrage de Stéphane Audoin-Rouzeau : *1870 – La France...*, *op. cit.*, p. 37-56.

²⁵³ Jean Jaurès le confirme de façon critique : « La responsabilité de l'Empire subsiste cependant toute entière. Même si tout d'abord une rafale d'aveugle colère avait soufflé sur le pays, n'était-ce pas le devoir du Gouvernement de résister à cet affolement d'un jour et de ne pas engager l'avenir, sous le coup de la première émotion, par des actes irréparables ? Il est tragique et plaisant tout ensemble, devant la postérité, de voir l'Empire invoquer pour se défendre la toute-puissance de l'opinion déchaînée. » Jean Jaurès. *La guerre...*, *op. cit.*, p. 216-217.

²⁵⁴ Son article intitulé « French Public Opinion on War with Prussia in 1870 » paru dans *The American Historical Review* (1926) en arrive à la conclusion que la décision d'entrer en guerre ne fut pas la conséquence directe de l'opinion publique enflammée.

²⁵⁵ Stéphane Audoin-Rouzeau : *1870 – La France...*, *op. cit.*, p. 44. Voir aussi à ce sujet : Bodo Rollka. « Das Preußenbild in der "kleinen Presse" Frankreichs 1870/71 ». *Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschland*, vol. 31, no. 1, 1982, p. 129-154.

mais pas la paix à n'importe quel prix et c'est là, comme le souligne Audoin-Rouzeau, qu'est le point décisif²⁵⁶. C'est donc dire qu'un sentiment *d'acceptation préalable* de la guerre dominait. Cela dit, la décision du gouvernement français d'entrer en guerre ne fut pas directement le produit de la pression populaire, car ce choix décisif se fit *avant* la réaction de la population de la capitale à la nouvelle de la dépêche d'Ems (qu'on abordera sous peu).

Du côté de l'Angleterre, le discours de Gramont eut plutôt mauvaise presse. Dans un ouvrage portant sur le traitement de la guerre franco-prussienne dans la presse anglaise, Elisabeth Wentz établit que le *Times*, le *Daily News*, le *Daily Telegraph* ainsi que le *Standard* se montrèrent critiques à l'égard du ton employé, tout en reconnaissant que la Prusse n'aurait pas dû appuyer cette candidature dont les chances de succès étaient bien minces et l'opposition de la France assurée²⁵⁷. Ce qui ressort est néanmoins que dès le lendemain du discours de Gramont, le *Times* et le *Daily Telegraph* parlaient respectivement d'un « ultimatum » et d'une « déclaration de guerre »²⁵⁸. Quant au gouvernement, il trouvait que les observations faites par les chambres et la presse à Paris excitaient les « sentiments colériques » au lieu des les apaiser :

« H. M. G. have continued to regret the tenor of the observations successively made in the French Chambers and in the French press, which tend to excite rather than to allay the angry feelings which have been aroused in France, and may only too probably call for similar feelings in Germany and Spain; and their regret has been increased by the intimation now given to you by the Duc de Gramont that military preparations would forthwith be made in France²⁵⁹. »

Bien que les autres puissances européennes – à l'exception de la Russie – eussent jusqu'alors adopté un point de vue plutôt favorable à la France relativement à cette affaire²⁶⁰, la déclaration de Gramont suscita de vives critiques : l'Europe ne voulait pas la guerre. S'adressant à La Valette, ambassadeur de France à Londres, Earl George Granville dit : « *Her Majesty's Government very much regret the language by the duke of Gramont and wonder whether so strident a tone will lead to complications more serious than the incident itself.* » Du côté russe, ce

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 49. L'auteur poursuit en indiquant que « le courant dominant poussait à l'acceptation de la guerre éventuelle, dans l'hypothèse – fâcheuse aux yeux de l'immense majorité – où le conflit ne pourrait être évité. Le souvenir des récents différends franco-prussiens, la conviction d'un " bon droit " français face aux " provocations " adverses, étaient à la base d'une telle attitude, confortée de surcroît par la certitude de la victoire militaire. »

²⁵⁷ Elisabeth Wentz. *Die Behandlung des Deutsch-Französischen Krieges 1870/71 in der englischen Presse. Ein Beitrag zur Geschichte der Kriegsberichterstattung.* Würzburg, Konrad Triltsch Verlag, 1940, vol. 1, p. 34-36.

²⁵⁸ Plus tard, le *Daily News* s'exprima également en ce sens. *Ibid.*, p. 36.

²⁵⁹ Granville à Lyons, Londres, 9 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 38.

²⁶⁰ L'Angleterre, qui s'était montrée plutôt opposée au projet, souhaitait surtout, après le 6 juillet, que l'on ne précipitât pas les événements. Le comte de Bernstorff, ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Londres, indique le 6 juillet que la presse et le *Foreign Office* considèrent que Léopold devrait retirer sa candidature. Bernstorff au roi de Prusse Guillaume I^{er}, Londres, 6 juillet 1870. Robert Howard Lord. *The Origins of the War...*, *op. cit.*, p. 147-148.

fut un discours similaire. Les dirigeants français avaient espéré obtenir le support de la Russie dans cette affaire et avaient mandé leur ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le général Maurice Fleury, de rencontrer le prince Gortchakov afin de lui faire part des dispositions belliqueuses de la France vis-à-vis la Prusse²⁶¹. Le chancelier russe répondit que « tout en comprenant la susceptibilité de la France, il regrettait la forme trop comminatoire du cabinet des Tuileries, parce qu'elle rendait la conciliation plus difficile »²⁶². Il poursuivit en rappelant que la France avait agi de la même manière en 1866 lorsque le trône de Roumanie était vacant. En dépit de l'opposition de la Russie, Napoléon avait secrètement pris des arrangements pour placer le candidat qu'il désirait et qui était paradoxalement le jeune frère de Léopold, Charles. Le gouvernement russe avait protesté, mais tout en s'abstenant de déclarer la guerre, avait accepté le fait accompli²⁶³. Enfin, déplaçant la question, Gortchakov aborda les rapports franco-russes et la question orientale en soulignant que la Russie subissait toujours avec douleur le traité de 1856²⁶⁴. En tenant compte de cet épisode qui eut lieu seulement quelques années auparavant, l'argument selon lequel les méthodes allemandes n'allaient pas dans le sens des pratiques politiques de l'époque est très affaibli. Autrement dit, la France se trouvait dans une situation contradictoire qui opposait ses propres démarches à celles qu'elle tentait par tous les moyens de prévenir du côté prussien.

À Florence, le ministre italien des Affaires étrangères, Visconti-Venosta recevait télégrammes sur télégrammes de son ambassadeur à Paris, Nigra, qui l'informait qu'il fallait faire des efforts à Berlin et surtout à Madrid afin d'empêcher la guerre. « La solution meilleure, dit-il, est que le prince de Hohenzollern prenne l'initiative de retirer son acceptation. Mais il faut faire vite. Les événements se précipitent. Des mesures militaires vont être prises ici sans délai. On est décidé à tirer l'épée.²⁶⁵ »

²⁶¹ Lors de l'entretien du 6 juillet au matin, l'Empereur passa à Gramont la note suivante : « Je crois utile d'envoyer en chiffres à Fleury ce simple télégramme : "Prévenez le prince Gortchakov que si la Prusse insiste pour l'avènement du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, ce sera la guerre." » Pierre Lehautcourt. *Les origines de la guerre...*, *op. cit.*, p. 246.

²⁶² Fleury à Gramont, Saint-Pétersbourg, 11 juillet 1870. Émile Félix, comte Fleury. *La France et la Russie en 1870*. Paris, Émile Paul, 1902, p. 127.

²⁶³ Relativement à l'entretien qu'eut Gortchakov avec Fleury, Buchanan indique que Gortchakov dit à l'ambassadeur « *that when Prince Charles of Hohenzollern became Ruler of Roumania, (sic) through the support of France, though Russia disapproved of the arrangement, she confined herself to remonstrances, and afterwards accepted the accomplished fact [...]* » Rapport de Buchanan à Lord Granville, Saint-Pétersbourg, 9 juillet 1870. *Bluebook I*, p. 49. Cf. T. W. Riker. *The Making of Roumania*. Londres, 1931, p. 507 ; W. E. Mosse. *The Rise and Fall of the Crimean System*. Londres, 1963, p. 145 ; Marcel Emerit. *Madame Cornu et Napoléon III*. Paris, 1937, p. 59.

²⁶⁴ Pierre de la Gorce. *Histoire...*, *op. cit.*, p. 234-235.

²⁶⁵ Nigra à Visconti-Venosta, Paris, 9 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 39.

En Autriche-Hongrie, la situation était plus complexe²⁶⁶. En dépit des nombreuses demandes françaises, Vienne avait évité de prendre des engagements écrits. Le 9 juillet, le chargé d'affaires français, le marquis de Cazaux, rencontrait Beust (alors ministre des Affaires étrangères) pour lui faire état de la condition où se trouvait son pays. Ce dernier, trouvant que la France tentait de forcer l'Autriche à prendre ouvertement parti, s'exprima en des termes on ne peut plus clairs. Il faut dire qu'il avait reçu la veille un résumé de l'entretien de son ambassadeur, Metternich, avec Ollivier, lequel laissait entendre que la guerre était sinon décidée, du moins fortement envisagée²⁶⁷. Beust dit à Cazaux, :

« Les premiers télégrammes de M. de Metternich permettaient de croire que le cabinet des Tuileries n'attendait de nous qu'une intervention pacifique, qu'une médiation amicale, Aujourd'hui, cette ligne de conduite n'est-elle pas en désaccord avec le discours du Duc de Gramont ? [...] Si la France voulait une action commune, elle aurait dû, par avance, nous prévenir : nous devons marcher avec elle et non la suivre; ainsi l'exige notre dignité. Je ne saurais accepter aveuglément la tyrannie des faits accomplis. J'ai là des dépêches de M. de Metternich, disant qu'on compte sur nous, sur notre alliance effective. [...] S'il y avait traité d'alliance, cette coopération s'imposerait, mais vous savez que ce traité n'existe pas. [...] Ni le gouvernement ni l'empereur ne sont disposés à s'engager subitement dans une affaire née en dehors de nous, sur laquelle nous n'avons jamais été consultée et que vient aggraver encore le langage du Cabinet des Tuileries²⁶⁸. »

C'est donc dire à quel point la France, qui avait compté sur l'appui de la Russie, de l'Angleterre et de l'Autriche – et qui dans cette histoire était dans son bon droit de protester –, se retrouvait seule et cela, principalement en raison d'un discours politique enflammé qui avait davantage contribué à la provocation qu'au règlement diplomatique de la crise. D'ailleurs, si on comprend la crainte d'encerclement ressentie par la France, on comprend moins bien son désir

²⁶⁶ L'Autriche-Hongrie estimait qu'elle avait plus à perdre qu'à gagner en s'engageant aux côtés de la France et bien que la rancune de 1866 fût encore présente, la plupart des politiciens étaient d'avis que la France avait délibérément cherché la guerre. Pour mieux connaître les dispositions de la double monarchie vis-à-vis de l'affaire Hohenzollern et ses conséquences, voir l'excellent ouvrage d'István Diószegi : *Österreich-Ungarn und der französisch-preußische Krieg 1870-71*. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974, p. 27-80.

²⁶⁷ « Nous en avons assez, me dit-il, des humiliations que la Prusse veut nous imposer. Ce ne sont plus des Rouher ou des La Valette qui ont à diriger la politique de la France. C'est moi [Ollivier], un ministre du peuple, sortant du peuple, sentant avec le peuple, moi, un ministre responsable devant la nation, responsable de sa dignité et devant couvrir l'Empereur, qui ai mené cette affaire avec la résolution patriotique que Vous me connaissez. Plus d'hésitations, plus de tergiversations, le conseil a été unanime. Nous avons décidé comme un seul homme qu'il fallait marcher, nous avons entraîné la Chambre, nous entraînerons la nation. Dans quinze jours, nous aurons 400 000 hommes sur la Saar et cette fois-ci nous ferons la guerre comme en 93, nous armerons le peuple qui courra aux frontières. Metternich à Beust, Paris, 8 juillet 1870. Hermann Oncken. *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleon III. von 1863 bis 1870 und...*, op. cit., vol. 3, p. 402-403. Cf. Douglas W. Houston. « Emile Ollivier and... », loc. cit., p. 137. Cf. Rapport de Lord Lyons du 7 juillet 1870 (à propos de son entretien du 5 juillet avec Ollivier), *Bluebook I*, p. 6. »

²⁶⁸ De Cazaux dit à son interlocuteur : « Écartons toute idée de guerre puisque cette idée vous est désagréable. Ce que la France attend de vous, c'est que dans vos remontrances à Berlin, l'on voie bien que vous êtes partie morale et non simple médiateur ». S'abstenant de donner une assurance, Beust termina l'entretien en indiquant qu'il accentuerait ses démarches à Berlin. De Cazaux à Gramont, Vienne, 9 juillet 1870. Pierre de la Gorce. *Histoire...*, op. cit., p. 236-238 ; *Fester*, vol. 2, p. 40-41.

d'aller en guerre sur cette base, car même avec toute la volonté du monde, une Espagne avec un roi prussien n'aurait jamais marché au-delà des Pyrénées. Le juriste belge Gustave Rolin-Jaequemyns se prononça à ce sujet une fois la guerre commencée :

« À tort ou à raison, elle pouvait se trouver contrariée ou jalouse de voir surgir, d'une manière plus ou moins inopinée, la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. Elle pouvait mettre en jeu toutes ses influences diplomatiques pour faire échouer cette candidature. Elle pouvait croire, avec plus ou moins de fondement, à une intrigue ourdie par la Prusse, et s'en inquiéter, bien que l'histoire de notre siècle soit là pour protester contre la chimère des alliances dynastiques. Mais il y a loin d'un mauvais procédé à la violation formelle d'un droit (*injuria*), laquelle peut seule entraîner comme conséquence le recours à ce moyen extrême de revendication ou de défense que l'on appelle *la guerre*. En supposant tous les soupçons de la France fondés, encore n'avait-elle rien à revendiquer, ni rien à défendre, à moins de soutenir qu'*il suffisait qu'une chose lui fût désagréable pour qu'elle ne se fit pas !* [...] L'offense n'est pas de celles qui commandent la guerre. Il y a eu insouciance et mauvais procédé, non pas affront²⁶⁹. »

Paris pouvait certes se montrer contrariée, mais ne pouvait pas se plaindre de la violation d'un droit « qui n'existait ni vis-à-vis de l'Espagne, libre de se donner un souverain de son choix, ni surtout vis-à-vis de la Prusse, laquelle n'aurait été en faute que si son gouvernement avait pris l'engagement de soutenir en Espagne un candidat déterminé »²⁷⁰. Or, bien que Bismarck ait activement participé à la promotion de la candidature, ce sont les Espagnols qui cherchèrent Léopold et encore manquait-il à ce dernier le vote des Cortès, vote qui n'eut jamais lieu en raison des événements qui suivirent. C'est pourquoi il faut considérer que la question de la candidature ne représentait qu'un prétexte et non le motif central pour lequel la France souhaitait tirer l'épée. C'était davantage la recherche d'un triomphe politique qui aurait fait oublier les reculades antérieures²⁷¹. Fragilisé, le régime politique de Napoléon III pouvait effectivement espérer, par la menace de guerre, un retrait de la Prusse, mais il aurait fallu que le cabinet de Berlin l'acceptât – ainsi que la défaite diplomatique qui l'eût alors accompagné. Avec un homme tel que Bismarck aux commandes, c'était définitivement peu probable.

²⁶⁹ Gustave Rolin-Jaequemyns. « La guerre actuelle dans ses rapports avec le droit international ». *Revue de droit international et de législation comparée*, vol. II, 1870, p. 650-651.

²⁷⁰ *Idem*.

²⁷¹ Les « reculades » furent diverses. Il y eut tout d'abord l'échec de la politique de compensations suite à la défaite autrichienne de Königgrätz (Sadowa) en 1866; Napoléon III avait escompté, pour prix de la neutralité de la France dans le conflit et de ses bons offices de médiation, une modification de la frontière orientale, modification à laquelle Bismarck opposa fermement une fin de non-recevoir. S'ajouta ensuite la crise du Luxembourg à la suite de laquelle la France ne put mettre la main sur ce duché qu'elle convoitait. Enfin, l'expédition militaire au Mexique (1861-67) avait tiré beaucoup de ressources et n'avait apporté aucun fruit. C'est pourquoi tout le système politique de Napoléon III dépendait désormais beaucoup de résultats positifs. Pierre Renouvin. *Histoire des...*, *op. cit.*, p. 636.

4.2 La demande de garanties

À Berlin, l'*Auswärtiges Amt*, même en l'absence de son ambassadeur à Paris (qui était parti rejoindre le roi Guillaume qui suivait une cure à Ems), recevait constamment les télégrammes de son chargé d'affaires, le comte von Solms. Celui-ci connaissait très bien la scène politique française et s'exprimait avec beaucoup d'alarmisme à propos de la crise suscitée par la question du trône espagnol. Il avait envoyé un grand nombre de missives autant à Berlin qu'à Varzin, où séjournait toujours Bismarck et c'est d'ailleurs principalement de Solms ainsi que du sous-secrétaire d'État Thile qu'il tenait ses informations²⁷². Lorsqu'il apprit la teneur des propos du duc de Gramont à la séance du Corps législatif, il fut stupéfait par l'arrogance et la maladresse qui s'en dégagait et demanda que la presse en parlât le plus possible²⁷³.

Comme Le Sourd avait été informé par Thile que l'affaire n'existait pas pour le gouvernement prussien, le gouvernement français décida de se tourner directement vers le roi Guillaume I^{er}. Le 7 juillet en soirée, deux télégrammes furent envoyés à Benedetti le mandant de se rendre auprès du roi de Prusse. Les instructions qu'il reçut avaient été envoyées en deux parties, une première officielle et une seconde privée, toutes deux écrites par Gramont²⁷⁴. La dépêche officielle lui demandait qu'il insistât auprès du roi afin que ce dernier pût *conseiller* au prince Léopold de renoncer à la candidature :

« Nous le prions d'intervenir, sinon par ses ordres, au moins par ses conseils, auprès du Prince Léopold. Donnés avec l'autorité qui lui appartient, ils ne manqueront pas d'exercer une influence décisive sur la résolution du Prince, et de faire disparaître, avec les projets fondés par le maréchal Prim sur cette candidature, les inquiétudes profondes qu'elle a partout suscitées [...] Efforcez-vous d'obtenir que Sa Majesté conseille au Prince de Hohenzollern de revenir sur son acceptation²⁷⁵. »

La dépêche privée adoptait pour sa part un ton beaucoup plus insistant et donnait des instructions différentes, voire contradictoires avec la précédente; elle demandait à Benedetti de faire en sorte que le roi *ordonne* à Léopold de retirer sa candidature :

« Il faut absolument que vous obteniez une réponse catégorique, suivie de ses conséquences naturelles. Or, voici la seule qui puisse nous satisfaire et empêcher la guerre : “ Le Gouvernement du Roi n'approuve pas l'acceptation du Prince de Hohenzollern, et lui donne l'ordre de revenir sur cette détermination, prise sans sa permission.” Il restera ensuite à me faire savoir si le Prince,

²⁷² Lord met à disposition la correspondance des principaux protagonistes allemands lors de la crise de juillet. Cf. Robert Howard Lord. *The Origins of the War...*, op. cit., p. 121-257.

²⁷³ « *Officiellen Text Herzog von Gramont's in Graf Solms Depesche gelesen. Finde Sprache über aller Erwartung anmaßend und plump [...] Presse aber muß sehr grob werden in möglichst vielen Blättern.* » Bismarck à Thile, Varzin, 8 juillet 1870. *Ibid.*, p. 155.

²⁷⁴ *OD*, vol. XXVIII, p. 87-90 (no. 8297).

²⁷⁵ Ernst Walder. *Die Emser Depesche*. Bern, Verlag Herbert Lang & Cie., 1959, p. 29-30.

obéissant à cette injonction, renonce officiellement et publiquement à sa candidature. [...] Si vous obtenez du Roi qu'il révoque l'acceptation du Prince Hohenzollern, ce sera un immense succès, et un grand service. Le Roi aura de son côté assuré la paix de l'Europe. Sinon, c'est la guerre²⁷⁶. »

On découvre ici on ne peut mieux les dispositions du gouvernement français. La guerre paraît d'ores et déjà comme l'issue certaine si Guillaume n'accepte pas de faire marche arrière. Par contre, s'il accepte, la paix devrait théoriquement être sauvée. Théoriquement, car en pratique, on découvre que Gramont voulait une renonciation qui ait plus d'éclat, une renonciation qui eut été de nature à offrir au gouvernement du Second Empire un succès politique majeur et c'était là tout l'enjeu du moment.

Lorsque Benedetti arriva à Bad Ems le 8 juillet pour remplir la mission qui lui avait été confiée, il se trouvait dans une situation fort précaire. La nouvelle de la déclaration du 6 juillet venait tout juste d'y parvenir et il y régnait une véritable atmosphère d'indignation. Le roi Guillaume, qui avait comme tout le monde pris connaissance du discours dans la presse et qui avait pu s'entretenir longuement avec Werther, trouvait qu'il s'agissait là d'une « appréciation mal fondée et presque une provocation »²⁷⁷. Benedetti devait donc à la fois calmer les esprits et suivre les nouvelles instructions de Gramont : c'était une mission des plus délicates. Lors de sa première audience auprès de Guillaume, le 9 juillet, l'ambassadeur suivit soigneusement les instructions de la première dépêche. À deux reprises lors de l'entretien, Guillaume I^{er} fit part de l'animosité et du risque de guerre suscités par la candidature et promit à Benedetti d'agir à cet effet auprès du père de Léopold, Charles-Antoine, et de le tenir informé aussitôt qu'il y aurait de nouveaux développements²⁷⁸. L'ambassadeur se montra satisfait de cette réponse et la communiqua à Gramont. Le lendemain, ce dernier – qui n'avait pas encore reçu le message de Benedetti – lui envoya un nouveau télégramme lui disant que la France ne pouvait plus attendre et que « si le roi ne veut pas conseiller au prince de Hohenzollern de renoncer, eh bien, c'est la

²⁷⁶ Gramont ajouta à la fin de son message : « Tenez-vous en garde contre une réponse qui consisterait à dire que le Roi abandonne le prince de Hohenzollern à son sort, et se désintéresse de tout ce qui arrivera; qu'il restera neutre en présence de toutes les éventualités qui pourraient être la conséquence de ses résolutions individuelles. Nous ne pourrions accepter cette réponse comme satisfaisante, car le gouvernement du roi ne peut se désintéresser aujourd'hui par de simples paroles d'une situation qu'il a contribué à créer. Il faut qu'il la modifie, qu'il la redresse, pour que nous acceptions l'assurance de son désintéressement. » Gramont à Benedetti, Paris, 7 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 19-20.

²⁷⁷ Benedetti à Gramont, Ems, 9 juillet 1870. *Ibid.*, p. 58.

²⁷⁸ Benedetti à Gramont, Ems, 9 juillet 1870. *OD*, vol. XXVIII, p. 151-52 ; Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 326-338.

guerre tout de suite, et dans quelques jours nous sommes au Rhin »²⁷⁹. Force est de constater que plus le temps passait, plus la guerre devenait envisageable, voire souhaitable pour Gramont. L'aspect belliqueux de ses propos est d'autant plus étonnant qu'il n'était aucunement représentatif, contrairement à ce qu'il prétendit, des sentiments de l'opinion publique (qu'il avait d'ailleurs stimulée et enflammée par ses notes envoyées aux journaux)²⁸⁰. Quoi qu'il en soit, le 11 juillet, l'ambassadeur de France eut sa deuxième audience durant laquelle il s'employa à suivre les instructions de la seconde dépêche qu'il avait reçue. Une fois de plus, le roi de Prusse se montra coopératif et dit à Benedetti d'aviser Gramont qu'il attendait une réponse au plus tard le 11 en soirée ou le 12 au matin et qu'il se hâterait alors de fournir une réponse décisive. Il se refusa cependant à s'engager à *ordonner* au prince de se retirer, car selon lui, cette décision – qu'il approuverait immédiatement – devait d'abord venir de Léopold²⁸¹. Cette réponse du roi est compréhensible car, bien que désireux de sauvegarder la paix, il ne pouvait, honneur oblige, aller jusque là où le duc de Gramont voulait le conduire²⁸². Il fit en outre part à l'ambassadeur qu'il n'ignorait pas les préparatifs se faisant à Paris et qu'il prenait de son côté des précautions pour ne pas être surpris²⁸³. Sur ces entrefaites, Benedetti se fit tancer par Gramont qui lui reprocha de ne pas avoir fait usage d'un langage convenable pour la situation²⁸⁴. Le lendemain, ce dernier indiquait à l'ambassadeur qu'il ne pouvait, compte tenu des circonstances, s'abstenir d'accorder au Roi un délai de grâce, mais « nous espérons, dit-il, que ce délai ne

²⁷⁹ Gramont à Benedetti, Paris, 10 juillet 1870. Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 347.

²⁸⁰ « Là où l'opinion, énergique dans ses réactions, voulait sans aucun doute que le gouvernement le soit aussi dans les siennes, le gouvernement a été au-delà; il a pris une attitude belliqueuse ». Jean Stengers. « Aux origines de la guerre de 1870 : gouvernement et opinion publique ». *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 34, no. 3, 1956, p. 726.

²⁸¹ « Sa Majesté me laisse deviner [...] que le prince doit renoncer spontanément à la couronne qui lui a été offerte et que le Roi n'hésitera pas à approuver sa résolution [...] mais il se refuse absolument à me donner l'autorisation de vous faire savoir, dès à présent, ce qui équivaldrait à une garantie ou un engagement, que le prince retirera sa candidature. » Benedetti à Gramont, Ems, 11 juillet 1870. *Ibid.*, p. 358.

²⁸² Abeken, l'aide de camp de Guillaume, prenait très mal les exigences françaises. Il s'exprima en des termes fort représentatifs de l'état d'esprit qui régnait dans l'entourage du roi : « Il me déplaît que le prince héritier doive se retirer dans de telles circonstances. La seule issue que nous avons est de nous unir avec l'Allemagne du Sud, autrement notre honneur restera entaché. » Heinrich Abeken. *Ein schlichtes Leben...*, *op. cit.*, p. 380.

²⁸³ Benedetti à Gramont, Ems, 11 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 75; Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 349-350

²⁸⁴ « Au point où nous en sommes, je ne dois pas vous laisser ignorer que votre langage ne répond plus, comme fermeté, à la position prise par le gouvernement de l'Empereur. Il faut aujourd'hui l'accentuer davantage. Nous ne pouvons pas admettre la distinction entre le Roi et son gouvernement qui vous a été exposée. Nous demandons que le Roi défende au p. de Hohenzollern de persister dans sa candidature, et si nous n'avons pas une réponse décisive demain, nous considérerons le silence ou l'ambiguïté comme un refus de faire ce que nous demandons. » Gramont à Benedetti, Paris, 11 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 89-90; Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 361.

s'étendra pas au-delà d'un jour »²⁸⁵. À peine une heure plus tard (selon Gramont 13h40; selon Benedetti 14h15), le ministre envoyait un nouveau télégramme, « très confidentiel », dans lequel il apportait d'importantes précisions :

« Employez toute votre habileté, je dirai même votre adresse, à constater que la renonciation du Prince de Hohenzollern vous est annoncée, communiquée ou transmise par le roi de Prusse ou son Gouvernement. C'est pour nous de la plus haute importance. La participation du Roi doit à tout prix être consentie par lui ou résulter des faits d'une manière saisissable²⁸⁶. »

En veillant à impliquer Guillaume I^{er} dans la renonciation non pas en tant que chef de famille, mais en tant que roi et chef du gouvernement prussien, Gramont respectait les conditions qu'imposait son plan de succès diplomatique éclatant. On a vu depuis le début à quel point Bismarck s'était acharné à présenter la candidature comme une simple affaire de famille dans laquelle le gouvernement prussien était indifférent – son séjour à Varzin servait sans aucun doute à amplifier cette impression. Tous les politiciens savaient cependant bien que ce n'était pas le cas. Par conséquent, il était naturel que Gramont trouvât dans cette implication le moyen idéal permettant à son gouvernement de redorer son blason. Guillaume I^{er} se montra, comme on peut le constater, très conciliant à l'égard de l'ambassadeur français. Tout porte à croire qu'il était sincère et disposé à quelque concession afin de préserver la paix. Peut-être put-il agir aussi librement en raison de l'absence de Bismarck qui, de son côté, était toujours à Varzin et certainement mécontent d'être aussi loin des événements. Guillaume n'avait jamais réellement apprécié cette candidature et cela explique son attitude « accommodante » envers les demandes françaises. Mais, ne minait-il les fondements mêmes de la stratégie bismarckienne, laquelle avait depuis le début œuvré pour l'accession de Léopold au trône d'Espagne ?

Alors que Benedetti s'acharnait à obtenir un retrait officiel à Ems, le gouvernement provisoire espagnol fut contraint de prendre position et, sous la pression et face au risque de guerre, envoya à Sigmaringen Olozaga afin de convaincre Léopold de refuser la couronne. Le roi de Belgique (à la demande de Napoléon), Beust ainsi que la reine Victoria écrivirent également aux Hohenzollern afin qu'ils reconsidèrent leur position²⁸⁷. Devant tant de recommandations, il devenait difficile pour Léopold et son père de ne pas renoncer. Ce fut chose faite le 12 juillet lorsque Charles-Antoine adressa à Prim la lettre suivante :

²⁸⁵ Ernst Walder. *Die Emser...*, *op. cit.*, p. 30.

²⁸⁶ *Idem.*

²⁸⁷ R. Demoulin. « Documents inédits sur la crise internationale de 1870 ». *Bulletin de la Commission Royale d'histoire*, vol. CXXII, 1957, p. 133; Robert Howard Lord. *The Origins of the War...*, *op. cit.*, p. 64-65.

« Vu les complications que paraît rencontrer la candidature de mon fils Léopold au trône d'Espagne et la situation pénible que les derniers événements ont créé au peuple espagnol, en le mettant dans une alternative, où il ne saurait prendre conseil que du sentiment de son indépendance, convaincu qu'en pareilles circonstances son suffrage ne saurait avoir la sincérité et la spontanéité, sur lesquelles mon fils a compté en acceptant la candidature, je la retire en son nom²⁸⁸. »

Bismarck était arrivé à Berlin le 12 juillet en fin d'après-midi. Bien qu'il s'était résigné depuis quelques jours à accepter le choix des Hohenzollern vis-à-vis de la candidature, il ne savait ni de quelle manière le retrait se ferait ni le niveau d'engagement de Guillaume I^{er} dans celui-ci. Lorsqu'il apprit le procédé par lequel la renonciation avait eu lieu, il fut stupéfait et une colère profonde s'empara de lui : non seulement le roi avait-il été trop doux à l'égard du ton menaçant du gouvernement français, mais toute cette histoire semblait se solder par une défaite diplomatique pour la Prusse. Sur le coup, il voulut offrir sa démission et retourner à Varzin, mais il crut encore possible de sauver la situation, car l'importance de la défaite dépendrait beaucoup de la façon par laquelle le retrait serait présenté²⁸⁹. Le 12 au soir, il envoya un télégramme au conseiller du roi Abeken afin de l'aviser que Guillaume I^{er} devait absolument s'abstenir de faire toute déclaration relative à la renonciation, car cela ressemblerait à une concession qui pourrait être profitable pour Paris²⁹⁰. À ses yeux, il fallait que cette affaire se terminât comme elle avait commencé, c'est-à-dire comme une simple affaire de famille ne concernant que les Hohenzollern et les membres du gouvernement provisoire espagnol.

Lorsque la nouvelle de la renonciation parvint en France, Ollivier, qui était auprès de Thiers, s'exclama : « Nous avons obtenu ce que nous désirons, c'est la paix ! – Maintenant, répondit Thiers après avoir lu la dépêche, il nous faut rester tranquilles. – Soyez rassuré, reprit Ollivier, nous tenons la paix, nous ne la laisserons pas échapper²⁹¹. » Napoléon III aussi crut que c'était

²⁸⁸ Charles-Antoine à Prim, Sigmaringen, 12 juillet 1870. *KvR*, vol. 2, p. 101-102; *Fester*, vol. 2, p. 93-94.

²⁸⁹ Jochen Dittrich. « Ursachen und Ausbruch des deutsch-französischen Krieges 1870/71 » dans Theodor Schieder et Ernst Deuerlein, dir. *Reichsgründung 1870/71 : Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*, Stuttgart, Seewald Verlag, 1970, p. 88. Cf. S. William Halperin. « Bismarck and the Italian Envoy in Berlin on the Eve of the Franco-Prussian War ». *Journal of Modern History*, vol. 33, no. 1, 1961, p. 36.

²⁹⁰ « Jede Erklärung von Seite Seiner Majestät würde den Eindruck einer unter französischer Drohung gemachten Conzession (sic) des Königs an sich machen, in Paris als solche ausgebeutet werden und auf die hier mit Recht gegen Frankreich empfindlich gereizte öffentliche Meinung einen sehr üblen Eindruck machen. » Bismarck à Abeken, Berlin, 12 juillet 1870. Ernst Walder. *Die Emser...*, op. cit., p. 41. Cf. Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und...*, op. cit., p. 250-251.

²⁹¹ Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, op. cit., p. 128. Ollivier avait d'ailleurs dit, avant la renonciation, que « le retrait de la candidature représenterait une telle victoire qu'il faudrait être fou de ne pas s'en contenter ». Émile Ollivier. *L'Empire libéral...*, op. cit., vol. XIV, p. 191.

la paix²⁹². Il le dit non seulement à Ollivier, mais également à Le Bœuf, à ses officiers d'ordonnance ainsi qu'à Nigra, l'envoyé italien. Réaction naturelle, certes. Encore fallait-il qu'elle ne soit pas qu'une réaction du moment, comme ce sera le cas chez l'Empereur. Les historiens Pierre de la Gorce et Jean Stengers ont tous deux fait remarquer que, pour que cette nouvelle pût s'imposer, il aurait fallu que le gouvernement l'accompagnât d'une prise de position ferme qui aurait exprimé la satisfaction du succès obtenu²⁹³. Or, Ollivier annonça spontanément la « bonne » nouvelle, sans solennité et sans y lier un commentaire. Si on ne peut lui reprocher cette erreur tactique, le gouvernement ne fit cependant rien par la suite pour prendre l'opinion en main et l'incliner dans le sens de la paix. Il aurait pourtant pu agir sur les esprits par une vive déclaration. Au lieu de cela il demeura silencieux et laissa les belliqueux et les députés de la droite extrémiste libres de mener le jeu et de s'adonner aux pires rodomontades. En un rien de temps, ces derniers surnommaient déjà l'important télégramme provenant de Sigmaringen « la dépêche du Père Antoine »²⁹⁴.

Les plus modérés à Paris trouvaient effectivement que la renonciation répondait aux demandes du gouvernement français. Après tout, le but initial n'avait-il pas été d'empêcher que Léopold s'installât à Madrid ? Mais le parti de la guerre, soutenu par les adversaires d'Ollivier, considérait que Gramont avait été joué et que la *dépêche du Père Antoine* n'apportait que des satisfactions dérisoires. Un député nommé Clément Duvernois, qui passait pour être un confident de l'Empereur, fit alors une demande d'interpellation auprès du cabinet pour connaître les garanties qu'il avait stipulées et qu'il *comptait* stipuler pour éviter le retour de complications similaires. Gramont ne doutait pas de la victoire obtenue, mais il avait des préférences pour le parti de la guerre. Bien qu'il aurait pu dissiper le malentendu à la tribune et dans les journaux et montrer que le gouvernement était satisfait, il lui sembla de toute évidence préférable, devant une telle interpellation, de ne plus se contenter d'une « participation du Roi résultant des faits d'une manière saisissable » et d'aviser plutôt à de nouveaux expédients. Le 12 juillet, l'ambassadeur de la Confédération, Werther, qui revenait tout juste d'Ems, demanda à lui parler. Lors de cet important entretien, Gramont laissa entendre que la France ne pouvait se

²⁹² « Je suis bien heureux que tout se termine ainsi, dit-il. Une guerre est toujours une grosse aventure. » Jean Stengers. « Aux origines... », *loc. cit.*, p. 729.

²⁹³ *Ibid.*, p. 730; Pierre de la Gorce. *Histoire...*, *op. cit.*, p. 258

²⁹⁴ « Père Antoine » faisait référence au père de Léopold, Charles-Antoine, qui avait retiré la candidature au nom de son fils. Pierre Muret. « Émile Ollivier et le duc de Gramont les 12 et 13 juillet 1870 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 14, 1910, p. 179.

contenter de la renonciation « dans la forme où elle lui était parvenue » et qu'elle recherchait « un moyen d'établir la participation du roi de Prusse à la renonciation »²⁹⁵. Afin d'y parvenir, Gramont proposa que le roi Guillaume écrivît à Napoléon une sorte de lettre d'excuses qui l'associait à la renonciation de Léopold²⁹⁶. Werther répondit qu'une telle démarche aurait peu de chances de réussir, car le roi avait été profondément froissé par la déclaration du 6 juillet. Après avoir quitté l'ambassadeur pour rejoindre Ollivier dans un salon voisin, Gramont revint accompagné par ce dernier. Les deux hommes dirent à Werther que s'il refusait de la soumettre à son roi, ils chargeraient Benedetti de le faire. À leurs yeux, il était impératif d'obtenir un arrangement de ce genre pour calmer l'émotion des esprits eu égard à leur propre situation ministérielle. Sur ces paroles, Werther prit congé des deux ministres et décida de rédiger un rapport qu'il enverrait au roi le lendemain. De son côté, Gramont se rendit aussitôt à Saint-Cloud auprès de Napoléon III pour lui présenter la situation. Il n'existe malheureusement aucun compte rendu de l'entretien qu'eurent les deux hommes, mais tout porte à croire qu'il fut décisif, car l'empereur, qui avait cru en la paix, était soudainement du même avis que Gramont et envoyait un télégramme, quelques heures plus tard, insistant sur l'importance d'obtenir un *engagement* du roi de Prusse *pour l'avenir*. « Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Ems, dit-il, nous ne sommes pas censés avoir eu de réponse à nos justes demandes; tant que nous n'aurons pas cette réponse, nous continuerons nos armements²⁹⁷. Entre-temps, le ministre des Affaires étrangères avait donné de nouvelles instructions à Benedetti, lesquelles compliquaient considérablement les négociations et remettaient en cause tout ce qui avait été obtenu jusqu'alors :

« Pour que cette renonciation du prince Antoine produise tout son effet, il paraît nécessaire que le roi de Prusse s'y associe, et nous donne l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau cette candidature. Veuillez vous rendre immédiatement auprès du Roi pour lui demander cette déclaration, qu'il ne saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière-pensée. Malgré la renonciation qui est maintenant connue, l'animation des esprits est telle que nous ne savons pas si nous pourrions la dominer²⁹⁸. »

²⁹⁵ Pierre Muret. « Émile Ollivier et le duc... », *loc. cit.*, p. 190.

²⁹⁶ Gramont écrivit, séance tenante, un exemple de lettre qu'il attendait du roi Guillaume : « En autorisant le prince Léopold de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne, le roi ne croyait pas porter atteinte aux intérêts ni à la dignité de la nation française. Sa Majesté s'associe à la renonciation du prince de Hohenzollern et exprime son désir que toute cause de mésintelligence disparaisse désormais entre son Gouvernement et celui de l'Empereur ». *Ibid.*, p. 179.

²⁹⁷ Gramont reçut ce télégramme vers dix heures du soir. Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 138.

²⁹⁸ Gramont à Benedetti, Paris, 12 juillet 1870, vers 19h00. Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 369.

Dans son message, Gramont évoqua la grande « animation des esprits » à Paris; il faut lui donner raison sur ce point car, en effet, la foule parisienne s'arrachait les journaux et chantait certains couplets de la Marseillaise. « Des bandes populacières », raconte l'historien Sorel, dirigées par des agitateurs mystérieux, grossies par des oisifs grisés de bruit et de chaleur, parcouraient les boulevards en criant « à Berlin »!²⁹⁹ » Bien que le gouvernement n'ait pas provoqué ces démonstrations, il n'en demeure pas moins qu'il ne chercha pas à les réprimer ou les atténuer. Pire encore, il les prit au sérieux : le télégramme de Gramont suffit pour s'en convaincre.

L'épisode qui suivit fut si prégnant, tumultueux et riche en communications diplomatiques de toutes parts que d'en parler ici de façon exhaustive dépasserait largement le but du présent mémoire. Qui plus est, la dépêche d'Ems est restée dans l'historiographie un sujet controversé, plus familièrement, une « patate chaude » avec laquelle bon nombre d'historiens se sont brûlé les doigts. Il a donc semblé pertinent de mettre sommairement en évidence certaines réalités incontournables, lesquelles rendent possible sinon facilitent une prise de position sur la question.

Il a été vu comment était née, en un très court laps de temps et sur l'initiative presque entière de Gramont, une demande de garanties pour l'avenir. En principe, la question Hohenzollern aurait dû être réglée dès l'annonce de la renonciation et il faut dire que de nombreux députés s'en montraient satisfaits et souhaitaient hautement la paix. Seulement, face aux membres du parti belliciste (dont certains très influents auprès de l'empereur), aux militaires et à ce « fond chauviniste » qui avait été remué, ils ne le dirent que tout bas. Même Benedetti était d'avis que la renonciation suffisait³⁰⁰. La France n'avait-elle pas mené les négociations ? N'avait-elle pas l'appui des autres puissances dans ses revendications ? N'avait-elle pas, après tout, obtenu ce qu'elle désirait ? Il est effectivement difficile de saisir la réaction des gouvernants à Paris lors de ce 12 juillet 1870 d'autant plus que la crainte d'une défaite diplomatique s'était dissipée depuis que la France avait obtenu gain de cause. Même en

²⁹⁹ Albert Sorel. *Histoire diplomatique...*, *op. cit.*, p. 136.

³⁰⁰ « Devions-nous considérer comme insuffisante la satisfaction qui nous était accordée de la sorte ? Pour ma part, je ne l'ai pas pensé et rien dans les dépêches qui m'étaient [alors] adressées de Paris ne me faisait supposer que le gouvernement de l'Empereur en jugeât autrement. À mon sens, ce qu'il nous importait d'obtenir, c'était la renonciation du prince validée par l'approbation du Roi, et ce résultat, nous étions assurés de l'atteindre. » Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 368.

considérant l'influence de l'opinion publique, il est clair que le cabinet est allé au-delà des exigences de celle-ci. Il semble que la presse et l'opinion publique de façon plus générale aient cependant contribué à nourrir ce « besoin » de garanties. Comme l'explique Langer dans son article *Red Rag and Gallic Bull : The French Decision for War* : « *The Paris press in particular was, for the most part, rabidly patriotic, while the public at large, fully confident of France's military superiority, was all too ready to face war rather than accept anything less than full satisfaction.*³⁰¹ » Peut-on reprocher au roi de Prusse d'avoir voulu éviter un tel engagement qui aurait miné sa crédibilité et entaché son honneur de monarque responsable et avisé ? Absolument pas. Ce qui pose problème dans la compréhension des actes du cabinet de Paris n'est cependant pas tant la demande de garanties en soi que le procédé par lequel elle est apparue et surtout l'acceptation volontaire de la guerre en cas de refus du côté prussien. Lors du 12 juillet, Gramont reçut des dépêches importantes qu'il ne jugea pas à propos de communiquer aux autres ministres avant de prendre une décision. De plus, « il arrêta son attitude dans l'entretien Werther après la nouvelle de la renonciation, sans avoir consulté ni le Conseil, ni Émile Ollivier, ni même, semble-t-il, l'Empereur »³⁰². Enfin, il ne se laissa aucunement influencer par les avertissements de l'ambassadeur anglais, Lord Lyons, pour qui le désistement de Léopold mettait fin à l'affaire. Or, ce dernier l'aurait sans aucun doute conseillé plus vigoureusement s'il avait pris connaissance de ce qu'il comptait demander à Benedetti. En s'adressant à Granville pour lui relater l'entretien qu'il avait eu avec Gramont, Lyons fit une observation remarquable :

« I pointed out, moreover, that the renunciation wholly changed the position of France. If war took place now, all Europe would say that it was the fault of France; that France rushed into it without any substantial cause – merely from pride and resentment. One of the advantages of the former position of France was that the quarrel rested on a cause in which the feelings of Germany were very little concerned, and German interest not at all. Now Prussia might well expect to rally all Germany to resist an attack which could be attributed to no other motives than ill-will and jealousy on the part of France, and a passionate desire to humiliate her neighbour (sic). In fact, I said, France would have public opinion throughout the world against her, and her antagonist would have all the advantage of being manifestly forced into the war in self-defence to repel an attack³⁰³. »

³⁰¹ William L. Langer « Red Rag and Gallic Bull – The French Decision for War, 1870 » dans Otto Brunner et Dietrich Gerhard, dir. *Europa und Übersee. Festschrift für Egmont Zechlin*, Hambourg, Hans Bredow-Institut, 1961, p. 136.

³⁰² Pierre Muret. « Émile Ollivier et le duc... », *loc. cit.*, p. 210. Il convient de préciser que la politique extérieure du Second Empire demeura soustraite au contrôle du ministère, admis à connaître les décisions lorsqu'elles avaient été prises. Lorsqu'Ollivier fut invité à participer à la direction de la diplomatie, il se comporta comme s'il était consulté à titre personnel et non comme représentant du cabinet. Conséquemment, il n'eut pas d'autorité et fut pour ainsi dire désarmé devant Gramont qui ne cessait de lui en imposer.

³⁰³ Lyons à Granville, Paris, 12 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 110.

Il n'aurait sans doute pas été possible de voir plus juste. Dès le lendemain, Granville exprimait par un télégramme la volonté du gouvernement anglais d'employer un langage plus fort pour dissuader Paris de poursuivre dans la voie de la demande de garanties³⁰⁴. Du côté russe, Gortchakov, qui avait pu s'entretenir avec Bismarck dans l'après-midi du 12 juillet, offrait au tsar Alexandre II une observation similaire : « Quant à la Prusse, il me semble qu'on ne peut guère lui demander plus qu'elle n'a fait... La France a certainement tout fait pour amener la guerre et cette conviction est celle des diplomates qui sont venus me voir.³⁰⁵ » Cette méconduite en matière de politique étrangère que représentait la demande de garanties avait donc considérablement changé le cours des événements. Alors que Bismarck aurait dû faire face à un douloureux revers, voilà que l'énormité des revendications françaises venait sauver la partie. Au sein des quatre États d'Allemagne du Sud, les gouvernements qui s'étaient jusqu'alors montrés réfractaires à la politique expansionniste prussienne – et plutôt francophiles – se rendirent à l'évidence que la France demandait trop. Depuis la déclaration du 6 juillet, ils avaient gagné l'impression qu'elle cherchait à prendre une revanche contre la Prusse, laquelle risquait forcément d'avoir des conséquences sur l'ensemble de l'Allemagne. Or, ni la Bavière, ni le Baden, ni le Wurtemberg, ni la Hesse-Darmstadt ne souhaitaient être les observateurs passifs d'une guerre qui risquait de permettre le retour d'une politique à *la Richelieu* dont ils gardaient de mauvais souvenirs. Dès le 7 juillet, l'ambassadeur français à Munich, Cadore, reçut du ministre bavarois des Affaires étrangères, le comte Bray, un télégramme lui demandant pour quels motifs la France avait adopté un ton aussi dur dans une affaire aussi délicate³⁰⁶. L'ambassadeur français à Stuttgart (Wurtemberg), Saint-Vallier rapportait également trois jours plus tard que toute nouvelle demande française adressée au cabinet de Berlin serait considérée là-bas comme la preuve que la guerre est souhaitée³⁰⁷. Ce fut le même son de cloche en provenance de Karlsruhe (Baden)³⁰⁸. C'est donc dire que l'erreur était double aux Tuileries : on

³⁰⁴ « *My colleagues & the House of Commons are getting very angry and Gladstone wishes me to use stronger language to the French Govt than would in my opinion be useful. I do not, like everybody else suspect the French of having had a project of going to war. But having got into the wrangle, having found their warlike preparations so popular, & having roused effectually the feeling of France & Prussia, they do [not] like to abstain from a fight, which they think will come & in which during the next six weeks their enemies would be unprepared.* » Granville à Lyons, Londres, 13 juillet 1870. Richard Millman. *British Foreign Policy and the Coming of the Franco-Prussian War*. Oxford, Clarendon Press, 1965, p. 192.

³⁰⁵ « Et la mienne » écrit le tsar en marge. Werner Eugen Mosse. *The European Powers and the German Question 1848-71. With Special Reference to England and Russia*. New York, Octagon Books, 1969, p. 304.

³⁰⁶ Cadore à Gramont, Munich, 7 juillet 1870. *OD*, vol. XXVIII, p. 137.

³⁰⁷ Saint-Vallier à Gramont. Stuttgart, 10 juillet 1870. *Ibid.*, p. 209.

³⁰⁸ D'Astorg à Gramont, Karlsruhe, 11 juillet 1870. *Ibid.*, p. 237-238.

menait une diplomatie qui conduisait fatalement à la guerre tout en se refusant les moyens de l'entreprendre avec quelque avantage, c'est-à-dire l'appui tacite des États d'Allemagne du Sud. Il ne fallait pas être dupe pour entrevoir toute les possibilités qu'offrait la demande de garanties pour la politique prussienne. Bismarck, qui était bien informé par Solms de ce qui se passait à Paris, s'en rendait trop bien compte et c'est pourquoi il décida de rester à Berlin et d'envoyer à sa place Eulenburg (ministre de l'intérieur) à Ems plutôt que d'offrir sa démission comme il avait l'habitude de le faire lors de crises politiques majeures.

L'historien Lord a affirmé que le *Ministerpräsident* était décidé à la guerre dès qu'il prit connaissance de la demande de garanties le 12 juillet : « *By this time, Bismarck was heart and soul in favor of war.*³⁰⁹ » Eyck, Droz, Pflanze et Spencer partagent le même avis³¹⁰. Quant à Becker, il va encore plus loin en affirmant que la décision d'aller en guerre fut prise avant même que Bismarck n'eût été informé de la demande de garanties³¹¹. Bien que cette prise de position ait été tout récemment exprimée par cet auteur (2008), elle ne s'appuie pas sur des preuves suffisamment établies. En effet, Becker se réfère à une analyse *post eventum* faite par le fameux historien Leopold von Ranke. Ce dernier soutient que lors du souper du 12 auquel prenaient part Eulenburg et Moltke, Bismarck se montra décidé à provoquer le conflit. Il n'existe à ce jour aucun rapport exact des propos qui ont été échangés lors de cet entretien, mais en raison du fait que Bismarck était tenu informé des préparatifs militaires français, il y a fort à parier – et c'est là une hypothèse qui s'avère davantage vraisemblable – qu'il voulût tout simplement entendre de la bouche de son chef d'état-major un rapport sur l'état de la *Landwehr* et sur sa capacité de réaction en cas de conflit. Cette éventualité, soulignons-le, était bien présente depuis la déclaration du 6 juillet. Il faut dire aussi que les déclarations de Bismarck dans ses *Pensées et souvenirs* donnent à cette thèse de la « guerre prévue » un certain appui. Mais plus on analyse la politique bismarckienne, plus on devient réservé sur les intentions réelles qu'il prétend avoir eues. Lors de son entretien du 13 juillet avec l'ambassadeur anglais, il ressort que la Prusse « ne souhaite pas la guerre » et qu'elle désire afficher ses « dispositions pacifistes », mais qu'elle ne

³⁰⁹ Robert Howard Lord. *The Origins of the War...*, *op. cit.*, p. 71.

³¹⁰ Erich Eyck. *Bismarck – Leben und Werke*. Zurich, Rentsch Verlag, vol. II, p. 466; Jacques Droz. *L'époque contemporaine...*, *op. cit.*, p. 627; Otto Pflanze. *Bismarck and the Development...*, *op. cit.*, p. 454; Frank Spencer. « Historical Revision No. CXXII : Bismarck and the Franco-Prussian War ». *History*, vol. 40, 1955, p. 324-325.

³¹¹ « *Moreover, to persons with contacts in the Prussian leadership it was clear even in 1870 that the actual decision in the July crisis had been taken in Berlin not after the transmission of Gramont's provocative demand of a guarantee on July 13, but on the night before – without the king's agreement after consultation foreseen by the constitution in the event of a casus belli.* » Josef Becker. « The Franco-Prussian Conflict of 1870 and Bismarck's Concept of "Provoked Defensive War": A Response to David Wetzel ». *Central European History*, vol. 41, no. 1, 2008, p. 102.

peut pas permettre à la France de s'armer comme elle le fait sans demander des explications, surtout après le discours du duc de Gramont et face – c'est maintenant qu'il l'évoque pour la première fois – à la nouvelle demande de garanties³¹². Par conséquent, la Prusse est en droit de se donner les moyens de réagir en conséquence. Il dit en outre que l'opinion publique allemande avait mal pris la trop grande souplesse de Guillaume I^{er} face à Benedetti après le ton menaçant adopté envers Berlin. À Gortchakov, il tint un discours très semblable qui amena ce dernier à proposer que les puissances d'Europe exprimassent leurs remerciements à l'endroit de Guillaume pour avoir sauvé la paix³¹³. « Ce serait, dit Gortchakov en s'adressant à Loftus, une bonne façon de montrer à quel point les grandes puissances tiennent à la paix et comment serait lourde la responsabilité de quiconque la mettrait en danger volontairement et sans raisons valables³¹⁴. Cette proposition ne vit jamais le jour.

Venons-en maintenant à ce qui se passa réellement le 13 juillet. À peine la journée avait-elle commencée que Gramont envoyait un nouveau télégramme de Paris, précisant les attentes du gouvernement :

« L'Empereur me charge de vous faire remarquer que nous ne saurions considérer la renonciation que nous a communiquée l'ambassadeur d'Espagne, et qui ne nous est pas adressée directement, comme répondant suffisamment aux justes demandes adressées par nous au Roi de Prusse; encore moins saurions-nous y voir une garantie pour l'avenir. Afin que nous soyons sûrs que le fils ne désavouera pas son père, ou qu'il n'arrivera pas en Espagne, comme son frère l'a fait en Roumanie, il est indispensable que le Roi veuille bien nous dire qu'il ne permettra pas au prince Léopold de revenir sur la renonciation que nous a communiquée le prince Antoine³¹⁵. »

De son côté, Benedetti – qui n'avait pas encore reçu ce télégramme – se rendit auprès du roi Guillaume comme prévu, mais celui-ci était parti prendre une marche en compagnie du prince Albrecht et de quelques conseillers. Sur son chemin, l'ambassadeur rencontra l'aide de camp du roi, le prince Radziwill, avec lequel il put échanger quelques informations et demander à voir le roi. Quelques instants plus tard, il le rencontra aux abords de la *Brunnenpromenade*.

³¹² « *But, said His Excellency [Bismarck], we do not wish for war, and we have proved, and we shall continue to prove, our peaceful disposition. At the same time, we cannot allow the French to have the start on us as regards armaments. I have positive information that military preparations are being made in France for war [...] If these preparations continue, we shall be obliged to ask the French Government for explanations as to their object and meaning. After what has occurred, we must require some guarantee that we may not be subjected to a sudden attack [...] We must know that, this Spanish difficulty once removed, there are no other lurking designs which may burst upon us like a thunderstorm.* » Loftus à Granville, Berlin, 13 juillet 1870. Lord Augustus Loftus. *The Diplomatic Reminiscences...*, op. cit., p. 274-275.

³¹³ Cf. Gortchakov à Alexandre II, Berlin, 13 juillet 1870. Chester W. Clark. « Bismarck, Russia, and the Origins of the War of 1870 ». *The Journal of Modern History*, vol. XIV, 1942, p. 201.

³¹⁴ Lord Augustus Loftus. *The Diplomatic Reminiscences...*, op. cit., p. 279.

³¹⁵ Gramont à Benedetti, Paris, 13 juillet 1870 (vers 1h45). Vincent Benedetti. *Ma mission...*, op. cit., p. 373-374.

Guillaume I^{er} le salua et lui dit qu'il n'avait toujours pas eu de nouvelles en provenance de Sigmaringen. Jugeant opportun de profiter de cette rencontre pour faire part au monarque de la nouvelle concession qu'il était chargé de lui demander (plutôt que d'attendre une audience), Benedetti expliqua au roi que sans son approbation royale, la renonciation de Charles-Antoine n'était d'aucune valeur pour le gouvernement français. Il demanda alors à Guillaume de l'autoriser à communiquer à Paris qu'il [Guillaume] utiliserait son autorité afin de prévenir tout renouvellement de candidature pour l'avenir³¹⁶. Visiblement dérangé par cette concession nouvelle et inattendue, le roi se refusa de prendre un tel engagement, malgré l'insistance de Benedetti. « Vous me demandez, dit-il à ce dernier, un engagement sans terme et pour tous les cas, je ne saurais le prendre »³¹⁷. Alors que le seul véritable moyen de pacifier les esprits aurait été de se montrer satisfait des résultats et de rendre justice à la modération du roi de Prusse, voilà que le chemin choisi était inverse : le gouvernement français voulait un « succès de préséance », une « gémflexion de la Prusse »³¹⁸.

En début d'après-midi, Guillaume reçut le télégramme de Charles-Antoine l'avisant que son fils Léopold s'était désisté de sa candidature pour la couronne d'Espagne. Il envoya alors son aide de camp auprès de Benedetti afin d'autoriser ce dernier à faire savoir à l'Empereur que le roi de Prusse approuvait la décision. Jusque-là, tout semblait se dérouler comme prévu. Mais l'audience que Benedetti espérait avoir ne vint jamais. Tout en exprimant derechef son approbation *entière et sans réserve* au désistement, il dit qu'il ne pouvait faire davantage. Par ailleurs, il ne jugeait pas nécessaire de reprendre la discussion qui avait eu lieu le matin même : « À ma demande d'une nouvelle audience, le roi me fait répondre qu'il ne saurait consentir à reprendre avec moi la discussion relative aux assurances qui devraient, à notre avis, nous être données pour l'avenir³¹⁹. » Que se passa-t-il donc pour que le roi refuse de revoir l'ambassadeur ? Il y a une explication fort simple : il avait reçu, après l'entretien du matin, le rapport de l'ambassadeur Werther à Paris, lequel faisait part de sa discussion avec Gramont et Ollivier³²⁰. Or, cette discussion, on l'a vu, apportait des exigences et des appréciations nouvelles

³¹⁶ Willard Allen Fletcher. *The Mission of Vincent Benedetti to Berlin 1864-1870*. La Haye, Martinus Nijhoff, 1965, p. 255.

³¹⁷ Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 378.

³¹⁸ Jacques Binoche. *Histoire des relations franco-allemandes...*, *op. cit.*, p. 42.

³¹⁹ Benedetti à Gramont, Ems, 13 juillet 1870 (19h00). Vincent Benedetti. *Ma mission...*, *op. cit.*, p. 376.

³²⁰ Werther fut accusé d'avoir inexactement rapporté l'entretien. Alors que Gramont considéra que le rapport était « inexact sur quelques points, fidèle et correct sur tous les autres », Ollivier traita pour sa part Werther de « menteur ». Dans son article portant sur l'entretien du 12 juillet, Pierre Muret laisse entendre que le contenu général

– et désagréables. À la lecture du rapport qui évoquait, entre autres choses, la lettre d’excuses qu’on attendait de lui, Guillaume écrivit à sa femme Augusta : « A-t-on déjà vu pareille insolence ? Ainsi je dois me présenter au monde comme un pêcheur dans une affaire que je n’ai jamais menée.³²¹ » Il était choqué même qu’« après une demande aussi irraisonnable » (*nach solcher Zumutung*), Werther n’eût pas aussitôt quitté l’entretien en demandant à ses interlocuteurs de s’adresser directement à Bismarck. On comprend mieux maintenant sa décision de ne plus revoir l’ambassadeur plus tard durant la journée. Guillaume ne pouvait dès lors plus agir seul; il n’avait pas le choix de faire intervenir son gouvernement, c’est-à-dire, faire exactement ce que Paris attendait. Il donna ainsi l’ordre à Abeken d’envoyer aussitôt une copie du rapport de Werther à Bismarck et de faire un résumé de l’entretien qu’il avait eu avec Benedetti. Ce résumé devait, selon sa volonté, être envoyé à la presse et aux représentations de la Confédération de l’Allemagne du Nord à l’étranger.

En donnant son approbation *entière et sans réserve* à la renonciation, Guillaume venait de faire une concession significative. Elle l’était d’autant plus qu’il avait pris connaissance par l’entremise de l’attaché militaire à Paris, Alfred von Waldersee, des préparatifs militaires de la France³²². À ses yeux, l’affaire aurait dû s’arrêter là : il avait déclaré au gouvernement français qu’il appuyait la renonciation, tel que Gramont l’avait exigé dans ses instructions du 7 juillet. La seule chose qu’il refusait était de prendre un engagement pour l’avenir au nom de sa dynastie, mais aucun monarque, de quelque origine qu’il soit, ne se serait engagé dans la voie d’une telle promesse. En recevant les instructions du roi par Abeken, Bismarck, qui avait songé à remettre sa démission après ce qui lui paraissait être une véritable défaite diplomatique, vit aussitôt « l’erreur » que représentait la demande de garanties et il lui sembla alors possible de sauver la partie en mettant l’accent sur l’intransigeance française. Sa réponse serait pour être, comme il le dira, le « drapeau rouge devant le taureau gaulois », c’est-à-dire l’occasion de présenter, devant l’opinion publique allemande et internationale, les exigences françaises comme des prétentions intolérables et sans commune mesure avec l’affaire elle-même.

du rapport de Werther est très fiable et que les deux ministres cherchaient d’abord et avant tout à justifier leurs actes. Dans leurs rectifications (du rapport Werther), ils apportèrent des correctifs qui étaient contradictoires. Cf. Pierre Muret. « Émile Ollivier et le duc... », *loc. cit.*, p. 178-213.

³²¹ « *Hat man je eine solche Insolenz gesehen? Ich soll also als reuiger Sünder vor der Welt auftreten in einer Sache, die ich gar nicht angeregt, geführt und geleitet habe.* » Alfred Stern. *Geschichte Europas...*, *op. cit.*, p. 341.

³²² « *Waldersee meldet, daß die Rüstungen beginnen und die Eisenbahnen mit Direktionsoffizieren besetzt sind, doch seien Reserven und Pferde noch nicht einberufen.* » Roi de Prusse Guillaume I^{er} à la reine Augusta, Ems, 11 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 76.

4.3 La dépêche d'Ems

Lors de l'entretien du 13 juillet que le chef de la diplomatie prussienne eut avec l'ambassadeur anglais, Lord Loftus, il avoua à ce dernier avoir reçu de Paris, de manière non officielle, des informations à l'effet que le gouvernement impérial ne se satisferait point d'une simple renonciation et que d'autres demandes seraient faites. « Si tel devait être le cas, dit-il ensuite à Loftus, il deviendrait évident que la question de la succession d'Espagne n'est qu'un prétexte et que l'intention réelle de la France est de prendre revanche pour Königgrätz.³²³ » L'ambassadeur fut enfin avisé que les Allemands n'accepteraient pas une autre humiliation de la France et que s'ils étaient injustement provoqués, ils accepteraient le combat. Bismarck avait donc analysé la situation et tiré ses conclusions avant même d'avoir été informé de l'entretien de Guillaume I^{er} avec Benedetti. Ce détail est important, car il explique la spontanéité de sa réaction lorsqu'il reçut le télégramme du conseiller Abeken relatant la discussion de Guillaume I^{er} avec Benedetti.

Le 13 juillet au soir, Bismarck avait invité le chef d'état-major, Helmut von Moltke, ainsi que le ministre de la Guerre, Albrecht von Roon, à un souper dans sa résidence afin de faire part à ces derniers de la situation. Ce triumvirat fut abasourdi par l'importante dépêche qui arriva alors d'Ems et qui se lisait comme suit:

« Ems, den 13, Juli 1870, An d. Bundeskzsl. Grf. Bismarck Exz. Berlin, No. 27, No. 61, 3^b 10, Nachm. z. Station Ems. (Eilig!)

S. M. der König schreibt mir: Benedetti fing mich auf der Straße ab, um auf zuletzt sehr zudringliche Art von mir zu verlangen, ich sollte ihn autorisieren, sofort zu telegraphieren, daß ich für alle Zukunft mich verpflichte, niemals wieder meine Zustimmung zu geben,

« Ems, le 13 juillet 1870, à Monsieur le chancelier Comte de Bismarck. Berlin, n° 27, n° 61, 15h10, Station Ems. (Urgent !)

Sa Majesté m'écrit : "Le comte Benedetti m'a arrêté au passage à la promenade pour me demander finalement, d'une manière très insistante, de l'autoriser à télégraphier aussitôt à l'empereur que je m'engageais pour l'avenir à ne jamais plus donner mon

³²³ « "If such be the case," said Count Bismarck, "it was evident that the succession to the Spanish Crown was but a mere pretext, and that the real object of France was to seek a revenge for Königgrätz" ». Visiblement affecté par cet entretien, l'ambassadeur conclut son rapport envoyé à Londres par une observation personnelle on ne peut plus alarmante : « *The only means which could pacify the wounded pride of the German nation and restore confidence of peace would be by a spontaneous declaration of the French Government that the incident of the Spanish difficulty had been satisfactorily adjusted, and, in rendering justice to the moderate and peaceful disposition of the King of Prussia and his Government., that the good relations between the two States were not likely to be again exposed to any disturbing influences. I confess that, in the present spirit of the French nation, I despair of any such reasonable and conciliatory course being taken. On the other hand, I greatly fear that if no mediatory influences can be brought to bear on the French Government to appease the irritation against Prussia, war will be inevitable.* » Loftus à Granville, Berlin, 13 juillet 1870. Lord Augustus Loftus. *The Diplomatic Reminiscences...*, op. cit., p. 275-276.

wenn die Hohenzollern auf ihre Candidatur zurückkämen! Ich wies ihn zuletzt, etwas ernst, zurück, da man à tout jamais dergleichen Engagements nicht nehmen dürfe noch könne. Natürlich sagte ich ihm, daß ich noch nichts erhalten hätte und da er über Paris und Madrid früher benachrichtigt sei als ich, er wohl einsähe, daß mein Gouvernement wiederum außer Spiel sei.»

Seine Majestät hat seitdem ein Schreiben des Fürsten [Karl Anton] bekommen. Da S. M. dem Grafen Benedetti gesagt, daß er Nachricht vom Fürsten erwarte, hat Allerhöchstderselbe, mit Rücksicht auf die obige Zumuthung, auf des Grafen Eulenburg und meinen Vortrag, beschlossen, den Grafen Benedetti nicht mehr zu empfangen, sondern ihm (sic) nur durch einen Adjutanten sagen lassen: daß S. M. jetzt vom Fürsten die Bestätigung der Nachricht erhalten, die Benedetti aus Paris schon gehabt, und dem (sic) Botschafter nichts weiter zu sagen habe. S. M. stellt Eurer Exzellenz anheim, ob nicht die neue Forderung Benedetti's und ihre Zurückweisung sogleich, sowohl unseren Gesandten, als auch in der Presse mitgetheilt werden sollte. [Unterzeichnet] A[beken]³²⁴. »

consentement si les Hohenzollern revenaient sur leur candidature. Je finis par refuser assez sévèrement, attendu qu'on ne devait ni ne pouvait prendre de pareils engagements à tout jamais. Je lui dis naturellement que je n'avais encore rien reçu et puisqu'il était, par la voie de Paris et de Madrid, informé plus tôt que moi, il voyait bien que mon gouvernement était de nouveau hors de cause."

Sa Majesté a depuis reçu une lettre du prince Charles-Antoine. Comme Sa Majesté avait dit au comte Benedetti qu'elle attendait des nouvelles du prince, elle a résolu, sur la proposition du comte Eulenburg et la mienne, de ne plus recevoir le comte Benedetti, à cause de sa prétention, et de lui faire dire simplement par un aide de camp que Sa Majesté avait reçu du prince confirmation de la nouvelle que Benedetti avait déjà eue de Paris, et qu'elle n'avait plus rien à dire à l'ambassadeur. Sa Majesté laisse à Votre Excellence le soin de décider si la nouvelle exigence de Benedetti et le refus qui lui a été opposé ne doivent pas être aussitôt communiqués tant à nos ambassades qu'aux journaux. [Signé] A[beken]³²⁵. »

En lisant le télégramme d'Abeken, ce qui ressort est premièrement que le roi a été considérablement irrité par la demande de Benedetti et par le refus français de considérer la question comme étant close; et deuxièmement qu'il [Guillaume] a l'intention de rendre public son refus de recevoir l'ambassadeur. Du reste, il donnait implicitement à Bismarck l'autorisation de décider de la forme et du contenu qui seraient convenables pour une telle fin. Cette procédure n'avait rien d'anormale. Qui plus est, ce document hautement confidentiel ne pouvait pas, en raison de sa forme et de son contenu, être communiqué officiellement tel quel.

Les deux hôtes du ministre-président furent si atterrés par le contenu de la dépêche qu'ils en oublièrent de boire et manger. C'est ainsi que Bismarck demanda à Moltke :

« Si la guerre devenait imminente, quel temps exigeriez-vous pour compléter vos préparatifs ?
– Si nous devons faire la guerre répliqua le vieux général, nous n'avons aucun intérêt à un ajournement. Quand même tout d'abord nous ne serions pas en forces pour protéger les provinces de la rive gauche du Rhin, notre promptitude serait bien vite supérieure à celle de la

³²⁴ Ernst Walder. *Die Emser...*, op. cit., p. 13.

³²⁵ Cette traduction française fut choisie en raison de sa très grande ressemblance avec la version originale allemande. Otto von Bismarck. *Pensées et souvenirs par le prince de Bismarck*. Paris, Le Soudier, 1899, vol. II, p. 104.

France. Somme toute, il vaut mieux ouvrir promptement les hostilités que de traîner en longueur³²⁶. »

Si cette question laisse effectivement croire que Bismarck souhaitait la guerre, il importe de ne pas en faire des conclusions trop hâtives. Le risque de guerre entre la France et la Prusse existait depuis 1866. Que ce risque fût davantage présent le 13 juillet ne fait aucun doute, car non seulement Gramont avait-il menacé de faire la guerre en cas de non retrait, mais Bismarck était informé des préparatifs militaires français. Par conséquent, il était tout à fait naturel qu'il veillât à s'informer auprès de Moltke et Roon sur la capacité de la Prusse à engager les hostilités. Il était aussi naturel qu'il voulût répondre à la « provocation française » par une provocation analogue. Une guerre nationale contre l'*Erbfeind* (« l'ennemi héréditaire ») ne comblerait-elle pas l'abîme creusé par l'Histoire entre le Nord et le Sud de l'Allemagne ? Ne répondrait-elle pas aux ambitions des nationalistes ? Poser ces questions, c'est y répondre. À l'aube d'élections au parlement fédéral ainsi qu'au *Landtag* de Prusse, l'occasion de tirer l'épée ne pouvait mieux tomber d'autant plus que Berlin était assuré du concours des États sud-allemands grâce aux pactes offensifs et défensifs signés deux années plus tôt (*Schutz- und Trutzbündnisse*). Au constat de ces réalités, Bismarck décida de ne rien ajouter et de ne rien modifier à la dépêche qui lui était parvenue, mais de procéder à quelques suppressions qui la feraient passer à l'histoire :

« *Nachdem die Nachrichten von der Entsagung des Erbprinzen von Hohenzollern der kaiserlich Französischen von der Regierung Königl Spanischen amtlich mitgetheilt worden sind, hat der französische Botschafter in Ems an S. Maj. den König noch die Forderung gestellt, ihn zu autorisiren, daß er nach Paris telegraphire, daß Seine Majestät der König sich für alle Zukunft verpflichte, niemals wieder seine Zustimmung zu geben, wenn die Hohenzollern auf ihre Candidatur wieder zurückkommen sollten.*

*Seine Majestät der König hat es darauf abgelehnt, den französischen Botschafter nochmals zu empfangen, und dem selben durch den Adjutanten vom Dienst sagen lassen, daß Seine Majestät dem Botschafter nichts weiter mitzutheilen habe*³²⁷. »

« La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a encore adressé à Ems, à Sa Majesté le Roi, la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris, que Sa Majesté le Roi, à tout jamais, s'engageait à ne plus donner son consentement si les Hohenzollern devaient revenir sur leur candidature.

Sa Majesté le Roi là-dessus a refusé de recevoir encore l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur³²⁸. »

³²⁶ Pierre de la Gorce. *Histoire...*, op. cit., p. 282.

³²⁷ Ernst Walder. *Die Emser...*, op. cit., p. 16.

³²⁸ Otto von Bismarck. *Pensées et souvenirs par...*, op. cit., p. 108.

Après que Bismarck l'eut rédigé, Moltke s'écria : « Voilà qui sonne tout autrement; tout à l'heure on eut cru entendre battre la chamade; à présent, c'est une fanfare en réponse à une provocation !³²⁹ » Quant à Roon, il remercia le ciel de ne pas le laisser mourir dans la honte³³⁰. Il faut dire que l'humeur de ces deux hommes s'améliorait toujours à la simple évocation d'une guerre qui leur permettrait de mettre en œuvre cette machine de guerre qu'ils avaient si bien conçue qu'était l'armée prussienne. Quoi qu'il en soit, ces réactions sont quelque peu surprenantes, car bien que la version du gouvernement prussien soit laconique, si on la compare avec la formulation originale, il y a peu de dissemblances. En fait, elle n'offre non pas une dénaturation provocante, mais des atténuations. Comme le fait remarquer Jacques Binoche :

« Des expressions un peu sévères à l'égard de l'ambassadeur français, qui s'est montré harassant pour Guillaume I^{er}, sont supprimées. De plus, c'est une traduction et certains mots en allemand ne résonnent pas de façon aussi brutale qu'en français. Tout ce qui est dit dans cette dépêche est vrai au point de vue des événements, et conforme au texte dicté par Guillaume I^{er} à Ems. Et pourtant, Paris va considérer cette dépêche comme un outrage et s'irriter du fait que les conversations d'Ems aient été communiquées à la presse et aux gouvernements étrangers³³¹. »

En portant une attention particulière, on constate effectivement que le terme « prétention » (*Zumutung*), qui se rapportait à Benedetti, fut enlevé. De plus, Bismarck remplaça « n'avait plus rien à dire à l'ambassadeur » (*dem Botschafter nichts weiter zu sagen habe*) par « n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur » (*dem Botschafter nichts weiter mitzuteilen habe*), ce qui est une formulation beaucoup plus polie et « politiquement correcte ». Par contre, dans sa reformulation, il était facile de gagner l'impression que le roi considérait l'insistance de l'ambassadeur comme un dérangement, voire une insolence, et que c'était là la raison pour laquelle il avait refusé de le recevoir à nouveau. Tandis que dans le texte d'Abeken, il était possible de déduire que le refus du roi de recevoir l'ambassadeur était la conséquence naturelle du refus d'accepter la demande de garanties, dans celui de Bismarck, ce n'est pas le cas. Il ne donne aucune motivation au refus de recevoir Benedetti. Point n'était besoin d'être devin pour prévoir la réaction française à cette nouvelle façon de présenter l'événement. Il précisa d'ailleurs clairement ses intentions :

« [...] non seulement par ce qu'il dit, mais aussi par la façon dont il aura été répandu, il produira là-bas, sur le taureau gaulois, l'effet du drapeau rouge. Il faut nous battre, si nous ne

³²⁹ « Vorher klang es wie eine Chamade, jetzt wie eine Fanfare in Antwort auf eine Herausforderung. » Arkadi Jerussalimski. *Bismarck – Diplomatie und Militarismus*. Berlin, Dietz Verlag, 1989, p. 70.

³³⁰ « Der alte Gott lebt noch und wird uns nicht in Schande verkommen lassen. » *Idem*.

³³¹ Jacques Binoche. *Histoire des relations franco-allemandes...*, *op. cit.*, p. 43.

voulons pas avoir l'air d'être battus sans qu'il y ait eu de combat. Le succès dépend avant tout des impressions que l'origine de la guerre provoquera chez nous et chez les autres. Il est essentiel que nous soyons les attaqués; la présomption et la susceptibilité gauloises nous donneront ce rôle, si nous annonçons à l'Europe, autant que possible sans l'intermédiaire du Reichstag, que nous bravons les menaces publiques de la France³³². »

Il ne fait alors aucun doute que la dépêche d'Ems, dans sa nouvelle forme, risquait fortement de mener à la guerre. Mais ce que le futur chancelier d'Allemagne avance est ici n'est vrai qu'en partie. À la lumière de tout ce qui a été dit relativement à l'importance que représentaient les garanties pour Gramont et ses acolytes au sein du gouvernement impérial, force est de constater que la décision de choisir entre la paix ou la guerre reposait principalement sur leurs épaules³³³. Dans la mesure où, une guerre « n'est jamais inévitable tant qu'elle n'a pas été débütée formellement par une déclaration ou informellement par une attaque »³³⁴, la France avait encore le choix et probablement que Droz n'a pas tout à fait tort d'affirmer que « même après la dépêche d'Ems, la guerre aurait pu être évitée avec du sang-froid »³³⁵. Mais le gouvernement français avait-il ce sang froid ? Pouvait-il consentir à retirer sa demande de garanties, désavouer la déclaration du 6 juillet, blâmer les exagérations de la presse et trouver un expédient pour couvrir sa retraite ? Dans l'état où étaient les esprits, c'était une mission hasardeuse. Cela dit, ce qui est caractéristique n'est pas tant d'apprendre que Bismarck fût capable de pousser la France à la guerre – il nous convainc tous qu'il l'est –, mais plutôt que celle-ci déclara la guerre pour d'autres motifs que la dépêche d'Ems. S'il est vrai que ce document en soi représentait d'une certaine manière un affront, il est cependant faux de prétendre que les gouvernants français n'agirent que sur la base de celui-ci. En réalité, beaucoup souhaitaient la guerre même avant d'avoir pris connaissance du fameux télégramme.

De nombreux historiens et protagonistes ont prétendu que cette dépêche avait eu à Paris, dès le 14 juillet, un « effet foudroyant » et que le gouvernement avait alors agi sous l'influence de l'opinion publique³³⁶. On se rend compte que cela est inexact en consultant les journaux de

³³² GW, vol. XV, p. 320-22 [traduction libre].

³³³ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 158.

³³⁴ Lawrence D. Steefel. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy...*, *op. cit.*, p. 223.

³³⁵ Jacques Droz. *L'époque contemporaine...*, *op. cit.*, p. 615.

³³⁶ Cf. Émile Ollivier. *L'Empire libéral...*, *op. cit.*, vol. XIV, p. 383; Robert Howard Lord. *The Origins of the War...*, *op. cit.*, p. 114. Seuls Carroll (« French Public Opinion on War with Prussia in 1870 », *loc. cit.*), Langer (« Red Rag and Gallic Bull – The French Decision for War, 1870 », *loc. cit.*) et Stengers (« Aux origines de la guerre de 1870 : gouvernement et opinion publique », *loc. cit.*) offrent des analyses critiques relativement aux réactions provoquées par la dépêche d'Ems sur l'opinion publique française.

l'époque. La presse et l'opinion n'ont disposé, jusqu'à la déclaration de guerre, que d'informations insuffisantes et surtout contradictoires. Aussi faut-il insister sur le fait que la fameuse dépêche d'Ems publiée par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (« Gazette de l'Allemagne du Nord ») à Berlin le 13 juillet en soirée « *had little if any discernible effect on French public opinion and therefore no significant bearing on the deliberations of the government on July 14*³³⁷ ». Les journaux publiés à Paris le 14 et le 15 juillet ne pouvaient se fonder que sur deux télégrammes, lesquels étaient communiqués par des agences de presse. Tandis que le premier, qui venait de la *Correspondance du Nord-Est*, reprenait fidèlement la version que l'on retrouvait à Berlin, le second, qui provenait de l'agence officielle Havas, laissait croire que la nouvelle n'était qu'un rapport émanant d'un correspondant à Ems. À celle-ci s'ajoutait un second paragraphe, contradictoire, qui était annoncé comme venant de Berlin : « D'après d'autres informations d'Ems, le roi aurait fait dire à Benedetti qu'il avait approuvé hautement la renonciation de son cousin au trône d'Espagne et qu'il considérait dès lors tout sujet de conflit comme étant écarté³³⁸. » Devant deux nouvelles aussi inconciliables, les lecteurs pouvaient s'adonner à toutes les spéculations imaginables. Certains quotidiens soulignèrent la « double face » de la dépêche qui leur était parvenue; c'est le cas de *l'Avenir national* : « La dépêche n'est pas de nature à nous éclairer sur les dispositions particulières du roi de Prusse en ce qui concerne les exigences élevées par le gouvernement français. Elle renferme deux versions contradictoires, dont l'une serait la paix et l'autre la guerre³³⁹. »

Si, dans l'ensemble, les journaux se montrèrent prudents, il y en a un, en l'occurrence le *Soir*, qui dès dix-neuf heures trente le 14 juillet, proclamait dans son éditorial : « Un affront public a été fait à notre ambassadeur. Il n'est pas un Français qui ne ressentira l'injure. Tous les cœurs sont unis pour exiger et obtenir une réparation éclatante³⁴⁰. » Selon certains observateurs de l'époque, le public avait une préférence pour la première partie de la nouvelle, c'est-à-dire celle qui rendait la guerre certaine³⁴¹. Même la Bourse de Paris clôtura en baisse profonde³⁴². Quant à l'éditorial du *Soir*, il fit sensation au point que le correspondant du *Times* jugea valable d'en

³³⁷ William L. Langer « Red Rag and Gallic Bull... », *loc. cit.*, p. 137.

³³⁸ Jean Stengers. « Aux origines... », *loc. cit.*, p. 738. Ce contraste s'explique aujourd'hui dans la mesure où il marque la distinction entre les événements d'Ems tels qu'ils se sont produits et la manière dont ils ont été représentés par Bismarck. En effet, au moment où il rédigea sa dépêche, celui-ci n'avait pas encore été informé de l'approbation du roi à la renonciation, car le télégramme d'Abeken lui était parvenu *avant* que le roi ne la fit.

³³⁹ *L'avenir national*, 15 juillet 1870.

³⁴⁰ *Le Soir*, 14 juillet 1870.

³⁴¹ *La France*, 15 juillet 1870.

³⁴² *Le Figaro*, 16 juillet 1870.

parler³⁴³. Mais en dépit de ces agitations de fin de soirée, aucune source ne permet de démontrer que le 14 juillet fut véritablement une journée de colère et d'indignation générale. L'incertitude quant au traitement qui avait été fait à l'ambassadeur demeura jusqu'en milieu de journée le 15³⁴⁴. Le *Figaro* annonçait même que le gouvernement serait prêt à considérer l'événement comme clos et que l'on pouvait s'attendre à une « déclaration pacifico-langoureuse »³⁴⁵. Devant un tel imbroglio d'informations, la population ne pouvait évidemment pas prendre position. Par conséquent, il est erroné de croire que le conseil des ministres qui se réunit le 14 pût être *contraint* à la guerre, comme l'ont prétendu *ex post facto* Gramont, Ollivier et tant d'autres. Ce détail n'est pas sans importance, car c'est précisément ce conseil qui prit la résolution de rappeler les réserves et qui, par ce procédé, déclarait avant l'heure la guerre à la Prusse.

Lors de cette importante réunion qui débattait du rappel ou non des réserves, le maréchal Le Bœuf souligna la rapidité du passage du pied de paix au pied de guerre en Prusse et de la conviction qu'il avait que la Prusse avait déjà commencé des préparatifs³⁴⁶. Tous se prononcèrent alors en faveur du rappel, mais les discussions s'éternisèrent. Alors que certains pressaient le gouvernement de faire une déclaration publique, d'autres refusaient de risquer aussi aisément la guerre. C'était le cas de certains ministres tels Segris, Louvet, Parieu, Plichon, Chevandier ainsi qu'Ollivier qui s'était montré troublé par le discours enflammé du 6 juillet. L'idée de tenir un congrès européen qui permettrait de résoudre les litiges fut alors proposée, ce qui séduisit fortement Napoléon III, au grand dam de Gramont pour qui les congrès n'étaient qu'une « chimère »³⁴⁷. Mais quel moyen salubre cela aurait été ! On se mit à rédiger, séance tenante, une ébauche de projet de communication aux cours européennes. Vers six heures, les membres prirent congé et se donnèrent rendez-vous le lendemain, mais à peine quatre heures plus tard, Napoléon éprouva des regrets d'avoir appelé aussi rapidement les réserves et demanda que le Conseil se réunît à nouveau. Vers dix heures du soir, alors que les délibérations étaient en cours, Gramont reçut le télégramme de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* de même que la communication faite aux États allemands de ce même télégramme. Il en fut consterné et le

³⁴³ « *Great excitement has been caused this evening by a statement in the Soir that "a public affront has been offered by the King of Prussia to the French Ambassador" [...] On the Boulevards this evening, people were, without exaggeration, almost fighting for the paper [...]* » *Times*, 16 juillet 1870, p. 9.

³⁴⁴ William L. Langer « *Red Rag and Gallic Bull...* », *loc. cit.*, p. 137.

³⁴⁵ Jules Richard, *Le Figaro*, 16 juillet 1870 cité dans Jean Stengers. « *Aux origines...* », *loc. cit.*, p. 743.

³⁴⁶ Cette dernière information était fautive: la Prusse ne débuta ses préparatifs que le 15 au soir.

³⁴⁷ Dans un entretien qu'il eut le 15 juillet avec l'ambassadeur Metternich et l'émissaire d'Autriche-Hongrie Vitzthum, Gramont leur dit qu'il dût menacer de démissionner pour convaincre l'empereur d'abandonner l'idée du congrès. William L. Langer « *Red Rag and Gallic Bull...* », *loc. cit.*, p. 147-148.

Conseil aussi puisque l'on décida de maintenir les ordres de mobilisation. Cependant, nombreux étaient ceux qui se montraient hésitants quant à la marche à suivre : pour ne pas tomber dans le piège de la combinaison prussienne, il fallait s'arranger pour que cette dernière déclarât la guerre elle-même. C'était là certainement une raison de plus pour favoriser le projet de congrès.

Sur ce qui se passa ensuite, les discours des protagonistes sont divergents³⁴⁸. Il semble toutefois que Gramont fut informé, par voie officieuse, des propos tenus le 13 juillet par Bismarck à Lord Loftus³⁴⁹ où il faisait savoir que Berlin exigeait de Paris une rétractation ou une explication suffisante du langage menaçant tenu par Gramont le 6 juillet³⁵⁰. Dans la mesure où la déclaration du 6 juillet était collective et avait été arrêtée en Conseil, un désaveu aurait immanquablement signifié un retrait dont la première conséquence risquait bien d'être la chute du gouvernement. Or, le Second Empire, déjà fragilisé par les « reculades » et gardant un mauvais souvenir de Sadowa, ne pouvait plus reculer sans perdre la face et risquer sa survie. À ce sujet, Lord Lyons fit une observation on ne peut plus conséquente :

« Although the [...] article in the *North German Gazette* had not become generally or officially known, the public excitement was so great, and so much irritation existed in the army, that it became doubtful whether the government could withstand the cry for war, even if it were to announce a decided diplomatic success. It was felt that when the Prussian article appeared in the evening papers, it would be very difficult to restrain the anger of the people, and [...] that the government would feel bound to appease the public impatience by formally declaring its intention to resent the conduct of Prussia³⁵¹. »

Gramont fut certainement influencé aussi par les considérations militaires soulevées par le maréchal Le Bœuf. De tous ses messages envoyés à Gramont, il ressort trois grandes impressions : 1) qu'une attaque prussienne est imminente; 2) que les Prussiens demandaient d'ores et déjà aux États d'Allemagne du Sud de respecter leurs engagements et 3) que si la guerre éclatait entre la France et la Prusse, la France aurait tout intérêt à mobiliser rapidement pour éviter un désastre. Bien que l'on puisse maintenant infirmer les deux premières observations faites par Le Bœuf, il n'en demeure pas moins qu'elles ont dû faire sur Gramont un grand effet. Par ailleurs, il avait reçu de Benedetti des informations à l'effet que celui-ci

³⁴⁸ David Wetzel en offre un très bon résumé. Cf. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 166-175.

³⁴⁹ Les propos de cet entretien ont été repris pour l'essentiel dans le présent ouvrage. Voir p. 93-94 et 96. Cf. Lawrence D. Steefel. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy...*, *op. cit.*, p. 176-177.

³⁵⁰ Antoine Alfred Agénor, Duc de Gramont. *La France et la Prusse...*, *op. cit.*, p. 183.

³⁵¹ William L. Langer « Red Rag and Gallic Bull... », *loc. cit.*, p. 137-138.

n'avait aucunement été insulté par le roi Guillaume³⁵². Le ministre pouvait ainsi remarquer que la dépêche d'Ems ne concordait aucunement avec le résumé des événements fait par Benedetti. Mais ce qui dérangeait Gramont était que le cabinet de Berlin ait communiqué aux autres gouvernements son refus de recevoir l'ambassadeur et surtout, que ce dernier ait été informé du refus par un simple « adjudant de service »³⁵³. Jouissant d'une position privilégiée auprès de l'empereur malade, Gramont réussit à le faire adhérer à la ligne dure qui prônait une nouvelle offensive face à ce « soufflet » de Bismarck. D'autres se chargèrent ensuite de souligner les avantages qu'aurait une guerre pour le régime impérial. Napoléon III était un homme vacillant, un homme dont les pensées changeaient en fonction des vicissitudes auxquelles il était soumis. Tandis qu'il avait entamé des démarches secrètes afin d'obtenir une renonciation et de sauver la paix, il faisait remarquer au représentant italien une fois le retrait obtenu, non sans une certaine déception, que « l'opinion publique, excitée comme elle est, eût préféré une autre solution, la guerre »³⁵⁴. Le 11 juillet, il s'entretint avec Metternich du meilleur moyen de « rendre la guerre inévitable »; le 12, il ne faisait plus mystère de son insatisfaction à Nigra, car « il aurait préféré la guerre »³⁵⁵. Mais cette guerre, la France était-elle prête à y faire face ? Fait surprenant, peu se formalisèrent des questions militaires. « Nous sommes prêts et archiprêts, avait dit le maréchal Le Boeuf. La guerre dût-elle durer deux ans, il ne manquerait pas un bouton de guêtre à nos soldats ! »

L'historien Stengers a évalué que de toutes les considérations qui poussèrent à la guerre lors du grand débat des 14 et 15 juillet, deux firent mouche. Il y avait premièrement les exigences de l'honneur national; après un tel affront, la France devait réagir. Venait ensuite l'anticipation de ce que serait la réaction du pays à cet outrage lorsqu'il le connaîtrait³⁵⁶. On ne saurait voir plus juste. Les politiciens français craignaient comme jamais auparavant d'être renversés s'ils ne suivaient pas les vœux de la population qui, déjà, brisait les vitres de l'ambassade de Prusse en criant « À Berlin ! ». Se retirer à ce moment aurait, aux dires d'Ollivier, découragé le pays et démoralisé l'armée. Puisque la guerre semblait aux yeux de la grande majorité comme inévitable,

³⁵² Voir les télégrammes de Benedetti à Gramont des 13 et 14 juillet 1870. *Fester*, vol. 2, p. 127-130 et 144-145.

³⁵³ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 173-174. Par ailleurs, Benedetti ne s'en est jamais formalisé.

³⁵⁴ Jean Stengers. « Le rôle de l'opinion publique dans la genèse d'une guerre : 1870 et 1914 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtelkonstellation, Konfliktfelder, Kriegausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 157.

³⁵⁵ *Ibid.*, p. 158.

³⁵⁶ *Ibid.*, p. 164.

il ne restait plus qu'à la rendre populaire par une déclaration en bonne et due forme. Le 15 juillet au matin, le gouvernement communiquait au Sénat ainsi qu'au Corps législatif qu'il avait rappelé ses réserves et qu'il prenait dès lors toutes les mesures nécessaires « pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'honneur de la France »³⁵⁷. Le Bœuf réaffirma que les forces armées étaient absolument prêtes. Il dit même qu'elles avaient huit ou dix jours d'avance sur l'ennemi. Cette information était naturellement exagérée, mais comme il espérait lui-même la guerre, il ne pouvait faire autrement que de rassurer ceux qui éprouvaient encore des réserves. Il y eut quelques personnes qui insistèrent pour que l'on vérifie l'exactitude des faits, tels Thiers, Arago et Favre pour ne nommer que ceux-là, mais leurs voix furent couvertes par la majorité. Quant à la masse de la nation qui ne voulait pas de la guerre, elle ne ressentit pas le caractère non fondé du prétexte choisi par le gouvernement impérial et se joignit rapidement à la portion belliciste qui imaginait ce duel contre la Prusse comme une marche vers Berlin. Du côté allemand, Guillaume I^{er} était retourné dans sa capitale et avait réuni ses plus proches conseillers. Bien qu'il estimât la paix encore possible, il eut connaissance de la réaction à Paris et comprit que la nouvelle formulation de la dépêche d'Ems avait rendu le conflit assuré. L'attaché militaire Waldersee avait d'ailleurs informé le gouvernement de la mobilisation des réserves et de la garde françaises à peine trois heures après qu'elle eût été rendue publique³⁵⁸. Bismarck quant à lui était entré en contact avec les représentants des États sud-allemands pour mettre en branle le *casus foederis*, opération qui était le prélude aux hostilités. Le 16 juillet, alors qu'à Paris on s'affairait à rédiger la déclaration de guerre, Guillaume I^{er} décrétait la mobilisation entière de la *Landwehr*. Trois jours plus tard, la France déclara officiellement la guerre. Ainsi s'amorçait un nouveau chapitre de l'histoire européenne.

*

* *

³⁵⁷ *Fester*, vol. 2, p. 153-155 (discours de Gramont devant le Sénat) & 155-163 (discours d'Ollivier devant le Corps législatif).

³⁵⁸ « *Eine Beorderung von Reservearmeen und Mobilisierung von Garden hat stattgefunden [...]* » Jochen Dittrich. *Bismarck, Frankreich und die spanische Thronkandidatur...*, *op. cit.*, p. 340. Cf. Alfred von Waldersee. *Denkwürdigkeiten...*, *op. cit.*, p. 77.

5. Conclusion

5.1 Le rôle de Bismarck dans l'affaire de la candidature

Si la présente analyse des origines de la guerre franco-prussienne de 1870-71 a mis au clair que la candidature Hohenzollern émanait d'Espagne et que Bismarck jugea opportun de la promouvoir, elle n'a pas insisté sur le rapport qu'avait la promotion de cette candidature avec les desseins politiques du futur chancelier d'Allemagne. Or, il apparaît nécessaire d'apporter maintenant quelques précisions importantes afin de mieux évaluer sa responsabilité dans les événements qui menèrent à la guerre. Cette tâche s'avère d'autant plus souhaitable que l'historiographie s'est montrée particulièrement sévère à son endroit. Fut-il véritablement l'artisan de l'unification allemande comme il le laisse entendre dans ses mémoires ? A-t-il délibérément travaillé pour la guerre en la rendant « inévitable » ?

Tout d'abord, face à l'idée que Bismarck envisageait *inévitablement* une guerre contre la France pour parachever l'unification allemande, on proposera la lecture d'une lettre qu'il a adressée le 24 février 1869 à Werthern, son ministre à Munich, et qui constitue l'un des plus clairs témoignages politiques de Bismarck :

« Que l'unification allemande se poursuive par des événements violents, je pense que c'est probable. Mais il y a une autre question, celle de la précipitation d'une catastrophe violente et du choix du moment de celle-ci. Une intervention arbitraire dans le cours de l'histoire basée sur des motifs purement subjectifs n'a jamais eu d'autres résultats que la tombée de fruits non mûrs; que l'Allemagne soit un fruit qui n'est pas mûr me paraît évident. [...] Nous pouvons avancer les aiguilles, le temps n'ira pas plus vite pour autant et la capacité d'attendre alors qu'une situation se développe est un pré-requis de la pratique politique³⁵⁹. »

Comme on peut le constater, le ministre-président estime ici que l'Allemagne est un fruit non mûr et démontre qu'il ne souhaite pas imposer la volonté de la Prusse par la force. Il affirme en outre qu'il est prêt à attendre le temps qu'il faut pour parvenir au but désiré, c'est-à-dire l'unification. Bien que ce propos résume bien sa pensée relativement à l'unification allemande, il ne faut cependant pas lui accorder une importance trop grande par rapport à la question Hohenzollern, car cet événement eut lieu l'année suivante et dans des conditions bien différentes. Cela dit, plutôt que de vouloir exacerber l'antagonisme vis-à-vis de la France, on remarque que Bismarck souhaitait montrer à l'opinion publique européenne et surtout française

³⁵⁹ Cité dans: Josef Becker, « Zum Problem der Bismarckschen Politik in der spanischen Thronfrage 1870 ». *Historische Zeitschrift*, vol. 212, no. 3, 1971, p. 577 [traduction libre].

que l'unification allemande pouvait se poursuivre sans une issue belliqueuse. Le fait qu'il ait, en février 1870, rejeté l'appel du Baden, le plus libéral des États d'Allemagne du Sud, à se joindre à la Confédération illustre bien son bon vouloir³⁶⁰. La Prusse était alors très impopulaire parmi ces États et il est évident que l'adhésion du Baden aurait grandement déplu à la France. D'ailleurs, la possibilité d'une guerre avec la France était une des raisons pour lesquelles il refusa cette adhésion et on considérait aussi ailleurs en Allemagne qu'une telle éventualité serait un *casus belli*³⁶¹. Ce qui est cependant étonnant, pour ne pas dire ironique, c'est que le lendemain de ce refus, Bismarck débuta sa « campagne de promotion » de la candidature Hohenzollern, candidature risquant pour le moins de vexer la France et pouvant possiblement mener à un conflit.

L'explication la plus valable relativement à cette prise de position soudaine de Bismarck semble se trouver dans le contexte de la lutte de pouvoir qu'il a entrepris avec la France depuis 1866³⁶². En effet, depuis l'échec de la politique de compensations en 1867 où Bismarck avait pour ainsi dire coupé l'herbe sous le pied de Napoléon III, la France surveillait la Prusse et entendait bien empêcher cette dernière de nuire de quelque façon que ce soit à son prestige en Europe. Bismarck connaissait cet engagement et veilla de son côté à utiliser la question de la sécurité vis-à-vis de la France pour tenter de rallier les États d'Allemagne non membres de la Confédération – qui n'avaient de toute façon pas les moyens de se défendre contre de grandes puissances – à la Prusse. Dans un discours prononcé le 25 mai 1869 à la 44^e session du Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le chancelier affirma que les États d'Allemagne qui n'étaient pas encore dans la Confédération ne devraient plus compter sur la garantie de sécurité offerte par la France, pays de toute façon culturellement étranger, mais sur leurs propres moyens militaires³⁶³. Le fait que des alliances défensives furent signées entre la Prusse et ces États durant l'année qui suivit Königgrätz (Sadowa) montre bien que l'« ennemi potentiel » de la Prusse n'était, en mai 1869, plus l'Autriche, mais bien plutôt la France. Et, comme on l'a

³⁶⁰ David Wetzel. *A Duel of Giant...*, op. cit., p. 67.

³⁶¹ « *In der deutschen Öffentlichkeit hat man nicht zu Unrecht daraus geschlossen, daß Frankreich bereits den freiwilligen Anschluß Badens an den Norddeutschen Bund als einen casus belli ansah.* » Josef Becker. « Zum Problem... », loc. cit., p. 544.

³⁶² David Wetzel. *A Duel of Giants...*, op. cit., p. 72.

³⁶³ Bismarck: « *Es ist in einem anderen Lande von amtlicher Stelle aus gesagt worden: Der Friede Europas beruhe auf dem Degen Frankreichs. Ich beziehe mich ausdrücklich auf diese Äußerung auf jeden Staat anwendbar ist, daß jeder Staat, dem seiner Ehre und Unabhängigkeit lieb ist, sich bewußt sein muß, daß sein Friede und seine Sicherheit auf seinem eigenen Degen beruht - ich glaube, meine Herren, darüber werden wir Alle einig sein.* » Horst Kohl. *Die politischen Reden des Fürsten Bismarck – Historisch-kritische Gesamtausgabe*. Stuttgart, Verlag der J. G. Gotta'schen Buchhandlung, 1893, vol. 4, p. 251-252.

vu, cette dernière avait entrepris dès 1867, soit après l'échec de la politique de compensations, des pourparlers avec l'Autriche en vue d'une alliance dans le cas où une guerre contre la Prusse aurait lieu. Il s'agissait donc d'une éventualité que l'on ne pouvait exclure à Paris. Tout porte à croire que Bismarck était informé de ces tractations; ses propos adressés à son représentant à Saint-Pétersbourg, le prince Henry VII von Reuss, de même que ses fréquentes remarques à propos des « activités ultramontaines austro-françaises » laissent supposer que le « cauchemar des coalitions » le hantait déjà³⁶⁴. C'est donc dire que le pouvoir qui s'opposait à lui et envers lequel il lui faudrait accorder toute son attention ne se trouvait pas à Vienne, Munich ou Stuttgart, mais à Paris. Comme le résume l'historien David Wetzel :

« Bismarck pouvait bien appuyer un régime constitutionnel en France; il pouvait bien espérer que les politiciens français, avec le temps, se feraient à l'idée d'une Allemagne unifiée; mais il savait également qu'une Allemagne unifiée irait à l'encontre des intérêts nationaux français et que tôt ou tard, tout gouvernement peu importe son appartenance politique se verrait dans l'obligation de résister de toutes ses forces à cette perspective³⁶⁵. »

Est-ce cependant une raison de croire qu'il avait besoin d'une guerre préventive avec la France et qu'il utilisa la candidature Hohenzollern afin de cacher un tel dessein³⁶⁶ ? Non. Bismarck a toujours suivi l'idée que, sous aucun prétexte, il ne faudrait considérer une guerre comme inévitable et s'est d'ailleurs opposé dès 1867 – tout comme plus tard en 1875 – à la doctrine de la guerre préventive³⁶⁷.

Dans la mesure où la *Mainpolitik* de la France visait à contenir l'unification allemande qui était alors (en 1870) le projet central de Bismarck, il est tout à fait naturel que celui-ci ait cherché une façon de protéger ses arrières. Mais la candidature Hohenzollern et le projet d'unité allemande sont deux choses distinctes; si les deux sont susceptibles de « provoquer » la France, la première ne sert pas réellement la cause de la seconde. Une erreur de l'historiographie consiste néanmoins à lier ces deux projets; c'est là un « piège » dans lequel bon nombre d'historiens tombent. On le remarque clairement lorsque Becker affirme:

³⁶⁴ Patricia Kollander. « Bismarck, Crown Prince Frederick William, and the Hohenzollern Candidacy Revisited ». *European Review of History* [En ligne]. Vol. 3, no. 2, 1996, p. 171-185. <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=wdh&AN=9701171620&site=ehost-live> (Page consultée le 4 octobre 2008).

³⁶⁵ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 72 [traduction libre].

³⁶⁶ Cette thèse de la « guerre défensive provoquée » est soutenue par Josef Becker et appuyée par bon nombre d'historiens anglo-saxons. Les preuves qui la soutiennent sont cependant insuffisamment établies pour que l'on puisse porter un verdict définitif sur la question. Un grand nombre de faits – ayant été ici abordés – infirment cette idée.

³⁶⁷ Gordon A. Craig. *From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statecraft*. New York, Harper & Row, 1965, p. 27.

« La thèse selon laquelle la politique bismarckienne aurait été pacifique avant et durant la crise de juillet n'est pas vraiment valable, car elle se base sur la prémisse unique que Bismarck voulait réaliser en 1870 l'unité sans conflit avec la France. Depuis l'échec de la politique de compensation de 1867, on était résolu, à Paris comme à Berlin – si une occasion s'offrait – à trancher le conflit³⁶⁸. »

Pourtant, il a été précédemment démontré que Bismarck se montrait prêt à attendre le temps qu'il fallait dans la poursuite d'un tel but et que, sous aucun prétexte, il ne voudrait provoquer une catastrophe. Encore au début de l'année 1870, il répéta à Robert von Keudell, un de ses proches, son opposition à l'idée d'une guerre avec la France en affirmant que cette prise de position était condamnable et qu'« aucune personne ne pouvait assumer la responsabilité du déclenchement d'une lutte pouvant être la première d'une série de « guerres de race » (*Rassenkriegen*)³⁶⁹. Si donc assumer la responsabilité d'un conflit était une chose à laquelle le ministre-président ne souhaitait prendre parti, force est de reconnaître qu'un peu d'inquiétude en France « ne pouvait pas nuire à ses projets, car elle pourrait paralyser la politique étrangère du voisin imprévisible tout en lui [Bismarck] donnant une marge de manœuvre »³⁷⁰. Cette « imprévisibilité du voisin » ne posa cependant pas autant de problèmes qu'on l'a prétendu aux yeux de Bismarck, car Napoléon III était alors conciliant envers la Prusse et ce, malgré les tensions existantes depuis 1866. Au printemps 1870, Bismarck dit d'ailleurs à Versen à propos de Napoléon que « si dans les dernières années il avait voulu la guerre, il aurait eu amplement de raisons de la faire »³⁷¹. Puisqu'à Paris on se montrait plus ou moins réceptif à ses visées unificatrices, la candidature Hohenzollern lui offrait la possibilité de mettre une sourdine à l'ardeur belliqueuse des Français. En effet, en installant un monarque allemand dans le « dos de la France », celle-ci se montrerait beaucoup plus hésitante à se lancer dans un affrontement direct contre l'Allemagne³⁷². Enfin, il y avait également, comme Bismarck le dit dans son mémorandum adressé au roi, une considération de prestige dynastique. Il ne faut pas réduire l'importance de ce dernier aspect, car en janvier 1870, Bismarck voulut véritablement faire du roi Guillaume I^{er} l'empereur d'Allemagne ou à tout le moins, l'empereur du *Norddeutscher Bund*. Le chancelier pensait que ce titre prestigieux servirait de slogan aux partisans du

³⁶⁸ Josef Becker. « Bismarck et l'Empire libéral ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 2, 1974, p. 341.

³⁶⁹ Jochen Dittrich. « Ursachen und Ausbruch... », *loc. cit.*, p. 79.

³⁷⁰ *Idem.*

³⁷¹ Richard Konetzke. « Spanien, die Vorgeschichte des Krieges... », *loc. cit.*, p. 603.

³⁷² Jochen Dittrich. « Ursachen und Ausbruch... », *loc. cit.*, p. 79.

gouvernement allemand et que cela éviterait le renouvellement du conflit constitutionnel³⁷³. Il dit en outre à Lord Clarendon, le ministre britannique des Affaires étrangères, que le seul but de ce projet était de combattre le particularisme; Clarendon répondit qu'il ne se montrait pas du tout favorable à une telle initiative, car il en résulterait l'excitation de la France et le début d'une nouvelle crise³⁷⁴. Le chef de la diplomatie prussienne abandonna le projet. Bien que ce fut un échec, on remarque néanmoins que Bismarck considérait la question du prestige comme un instrument pouvant servir à la politique intérieure et qu'il était disposé à ne pas provoquer la France, d'où l'abandon du projet suite à la recommandation de Clarendon.

Si d'un côté il savait que la France n'apprécierait guère la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, Bismarck ne pouvait pas de l'autre être pleinement persuadé que Paris déclarerait la guerre sur cette base³⁷⁵. D'ailleurs, non seulement indiqua-t-il dans sa « lettre d'instructions » du 25 juin 1870 qu'il ne voyait pas comment la France pourrait y trouver un « motif d'affrontement », mais rien ne prouve qu'il se préparait concrètement de son côté un conflit armé³⁷⁶. Pour preuve, du 1^{er} au 4 juin 1870 se tint une rencontre entre le tsar de Russie Alexandre II et Guillaume I^{er} à laquelle il participa. Il fut question de la politique des Habsbourg au Proche-Orient et d'affaires en Roumanie, mais jamais d'un conflit contre la France³⁷⁷ – le chancelier aurait pourtant tenté de trouver de l'appui auprès des Russes s'il avait eu un projet d'une telle envergure à l'esprit, d'autant plus que la question de la candidature envenimait les relations avec la France depuis près d'un an déjà. Étonnamment, il se porta à la défense de la tenue d'un plébiscite dans le Schleswig où les Danois étaient en majorité; un tel geste – auquel d'ailleurs s'opposait le roi de Prusse Guillaume I^{er} – ne pouvait effectivement que plaire à Napoléon III qui se voulait le défenseur du droit des peuples à l'autodétermination. Le fait que Bismarck ait soutenu la candidature Hohenzollern pourrait avoir été pour lui une façon de mesurer l'agressivité de la France et il est évident qu'il avait alors à l'esprit le risque de guerre – après tout, ce risque existait depuis 1866 –, mais d'en dire davantage relativement à l'esprit de

³⁷³ Patricia Kollander. « Bismarck, Crown Prince Frederick William, and the Hohenzollern Candidacy Revisited ». *European Review of History* [En ligne]. Vol. 3, no. 2, 1996, p. 171-185. <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=wdh&AN=9701171620&site=ehost-live> (Page consultée le 4 octobre 2008).

³⁷⁴ *Idem.*

³⁷⁵ « Il était naturellement clair que l'accession au trône d'un Hohenzollern à Madrid ne serait pas perçue en France comme un geste d'amitié. Bismarck n'avait cependant pas tenu pour acquis que cet événement provoquerait le bellicisme français et mènerait à la guerre. » Wilhelm Mommsen. *Otto von Bismarck in Selbstzeugnissen und Bilddokumenten*. Rowohlt Taschenbuch Verlag GmbH, Reinbek bei Hamburg, 1966, p. 91 [traduction libre].

³⁷⁶ Les pages 45-47 de ce mémoire abordent la fameuse lettre.

³⁷⁷ David Wetzel. *A Duel of Giants...*, *op. cit.*, p. 86.

Bismarck à ce moment revient à faire des assertions sans fondements. Or, de nombreux historiens avancent que la guerre franco-prussienne fut délibérément causée et recherchée secrètement par Bismarck dans le but d'achever l'unification allemande. Pour infirmer cette hypothèse, il convient d'apporter les constats suivants :

1) la candidature Hohenzollern avait peu de chance de rester secrète et comme on le sait, les rumeurs circulaient de toutes parts à l'effet que Léopold était le candidat recherché, elle ne fut donc pas une « bombe » comme Guillaume I^{er} le prétendit, mais plutôt la concrétisation de ce qui se tramait depuis plusieurs mois; 2) que Bismarck fût derrière la candidature Hohenzollern était un secret de polichinelle; les observateurs européens savaient d'une part qu'elle représentait un intérêt dynastique et non pas national et d'autre part, qu'elle proposait un défi quasiment inacceptable pour la France compte tenu des réalités de l'époque³⁷⁸; 3) les Français pouvaient aisément réussir à faire échouer cette tentative et comme on le sait, ils y parvinrent puisque le 12 juillet, Léopold retira effectivement sa candidature, ce qui n'empêcha aucunement la guerre d'être ensuite déclarée par la France.

C'est donc dire que Bismarck était tout à fait en droit de penser que la candidature ne provoquerait pas une guerre. Peut-être l'a-t-il promue, comme l'avance d'ailleurs Dittrich, en tant que moyen diplomatique pour renforcer la position de la Prusse en Europe, la guerre n'en étant que l'*ultima ratio*³⁷⁹ ? Une chose demeure cependant certaine : le conflit armé qui s'ensuivit fut le résultat d'incidents extrinsèques que la candidature, même par sa signification politique, ne pouvait prévoir de façon « inévitable ». Celle-ci provoqua une grande réaction dans l'opinion publique française et force est de constater que l'on s'empressa à Paris de diriger les attaques directement contre la Prusse et le roi Guillaume I^{er} – on en faisait ainsi une affaire nationale et non plus une affaire purement dynastique. Parallèlement, les agissements politiques en France au mois de juin 1870 indiquaient que l'on voulait utiliser l'opinion publique à des fins diplomatiques et que l'on espérait régler les problèmes internes par l'adoption d'une politique étrangère ferme. La présence d'un homme belliciste, tel que Gramont, à côté d'un libéral, tel qu'Ollivier, ne laissait-elle pas sous-entendre que Napoléon III n'avait pas totalement abandonné ses idées pacifiques à l'égard de la Prusse, mais qu'il hésitait et pensait pouvoir

³⁷⁸ Les Autrichiens ont d'ailleurs cru que cette méconduite politique de Berlin amènerait les Bavaois à revoir les traités qu'ils avaient signés avec la Prusse. Paul W. Schroeder. « The Lost Intermediaries : The Impact of 1870 on the European International System » dans Paul W. Schroeder, dir. *Systems, Stability and Statecraft*. New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 93.

³⁷⁹ Jochen Dittrich. « Ursachen und Ausbruch... », *loc. cit.*, p. 80.

pallier aux difficultés internes par des succès à l'étranger en évitant simultanément de se séparer complètement des membres du « parti belliciste » (*Kriegspartei*)³⁸⁰ ? Ces agissements et la publicité qu'on en fit apportèrent un certain succès dans la mesure où Léopold retira effectivement sa candidature, mais ils échouèrent dans leur désir d'obtenir plus encore, c'est-à-dire l'implication directe du roi de Prusse par un engagement solennel³⁸¹.

L'attitude de Bismarck vis-à-vis de la candidature Hohenzollern pour le trône d'Espagne demeure néanmoins des plus contradictoires. Dans ses *Pensées et souvenirs*, celui-ci prétend que bien qu'il eût été heureux de voir un prince allemand sur le trône d'Espagne, il considérerait la question de la succession comme une affaire espagnole, non comme une affaire allemande et encore moins comme une affaire pouvant mener à un cas de guerre³⁸². Or, le diplomate prussien Theodor von Bernhardt (1802-1887) reçut une mission en Espagne au printemps 1869 dont le but était de fournir les renseignements nécessaires à une décision éventuelle sur une candidature possible d'un prince de la branche catholique des Hohenzollern³⁸³. En outre, Bismarck aurait répondu dès le printemps 1869 à certains sondages russes, que Berlin pourrait, le cas échéant, profiter de ses relations extérieures, mêmes de ses relations avec l'Espagne pour provoquer la France à une guerre d'agression³⁸⁴. On voit donc déjà ici poindre une contradiction avec ce qu'il affirme dans ses mémoires; le chancelier envisageait vraisemblablement déjà en 1869 la candidature comme un risque de guerre. Peut-être entendait-il dissimuler le fait qu'il souhaitait, à travers cette candidature, augmenter le prestige de la Prusse dans les États d'Allemagne du Sud ? En effet, l'historien A. J. P. Taylor avance à cet égard que c'était là une façon de tenir la France tranquille et éloignée le plus possible du Rhin, tout en permettant à l'unification

³⁸⁰ « Die Ernennung Gramonts schien anzudeuten, daß der Kaiser zwar seine bisherigen Absichten nicht aufgegeben hatte, wohl aber noch immer schwankte und glaubte, sich weder von den Männern dieser Kriegspartei völlig trennen noch auf die Möglichkeit verzichten zu können, innere Schwierigkeiten nach außen abzuleiten. » Herbert Geuss. *Bismarck und Napoleon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preußisch-französischer Beziehungen 1851-1871*. Cologne, Böhlau, 1959, p. 268.

³⁸¹ Douglas W. Houston. « Emile Ollivier and... », *loc. cit.*, p. 148.

³⁸² « Sans doute j'étais heureux de voir un prince de la maison de Hohenzollern représenter la monarchie espagnole, et je ne tardai pas non plus à examiner toutes les conséquences possibles de ce fait pour nos intérêts. [...] Politiquement, j'étais assez indifférent à toute la question. » Ce propos de Bismarck est évidemment tout à fait faux. S'il fut effectivement quelque peu indifférent à la question à ses débuts, dès février 1870, son implication fut majeure et ses visées politiques des plus claires. Otto von Bismarck, *Pensées et...*, *op. cit.*, p. 254-255.

³⁸³ Josef Becker. « Bismarck et l'Empire libéral », *loc. cit.*, p. 338.

³⁸⁴ *Ibid.*, p. 338-339.

allemande de s'opérer sans qu'il y ait un trop grand risque de conflit³⁸⁵. Mais cette hypothèse est à rejeter dans la mesure où Bismarck avait déjà entendu l'ambassadeur de France à Berlin, le comte Benedetti, lui signaler que la question du trône d'Espagne était un « intérêt de premier ordre » pour la France³⁸⁶. Il semble que Bismarck ait été persuadé, comme on l'était d'ailleurs en France, qu'il y aurait une guerre tôt ou tard entre la Prusse et la France³⁸⁷. Cela dit, avec l'avènement de l'*Empire libéral* en janvier 1870 en France, il était improbable que cette dernière déclarât la guerre à la Prusse à moins que la Prusse elle-même se décidât à « forcer » l'unification allemande. De plus, que les États allemands du sud supportassent sans conditions la Prusse n'était pas un axiome sur lequel Bismarck pouvait compter, même dans un contexte où l'« honneur national » serait soulevé³⁸⁸. Par conséquent, la thèse selon laquelle Bismarck aurait voulu parachever l'unification allemande sans conflit avec la France est affaiblie.

Dans la mesure où les réactions françaises à la candidature Hohenzollern étaient prévisibles, toute la stratégie du *Ministerpräsident* se ramenait à présenter la France sur la scène internationale, mais aussi devant l'opinion publique allemande, comme une puissance prête à saisir la moindre occasion afin de maintenir, voire renforcer sa prépondérance sur le continent européen. Dans son désir d'endiguer les ambitions nationales prussiennes, la France permettrait au mouvement national allemand de surgir, car en humiliant la Prusse, puissance dite « protectrice », des représailles seraient forcément prises et on ferait fi, du moins pendant un certain moment, des vieilles inimitiés. Mais fondamentalement, ce que la présence d'un Hohenzollern à Madrid et, *a fortiori*, l'unification allemande risquaient de changer, c'était d'abord et avant tout l'équilibre européen et comme le souligne Becker :

« [...] une unification de l'Allemagne – fût-elle petite-allemande ou grande-allemande – signifiait toujours non seulement la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais également un changement fondamental dans l'équilibre européen. L'enjeu de la rivalité entre Français et Allemands était la prépondérance. Or, le système international du XIX^e siècle était fait de telle manière qu'un pays prépondérant n'abandonnait que très rarement sa position de force sans recourir aux armes³⁸⁹. »

³⁸⁵ Cette idée de A. J. P. Taylor est reprise dans: Frank Spencer. « Historical Revision No. CXXII : Bismarck and the Franco-Prussian War ». *History*, vol. 40, 1955, p. 322.

³⁸⁶ *Idem*.

³⁸⁷ « Quand se produirait la guerre franco-allemande qu'on pouvait tôt ou tard attendre, le roi d'Espagne, même avec la meilleure volonté, n'eût pas été en état de prouver ses sympathies allemandes en attaquant la France ou en prenant position contre elle. » Otto von Bismarck. *Pensées et...*, *op. cit.*, p. 255.

³⁸⁸ Frank Spencer. « Historical Revision... », *loc. cit.*, p. 324. On verra d'ailleurs que c'est uniquement la déclaration de Gramont au Corps législatif (6 juillet 1870) qui provoquera un changement de position net auprès des États sud-allemands.

³⁸⁹ Josef Becker. « Bismarck et l'Empire libéral », *loc. cit.*, p. 340.

Pierre Renouvin adopte également ce point de vue lorsque, dans son *Histoire des relations internationales*, il affirme que le chancelier « a voulu cette guerre parce qu'il estimait nécessaire, pour achever l'unité allemande, de briser la puissance française³⁹⁰ ». Il faut se montrer très prudent face à une telle affirmation, car elle se base sur la prémisse unique que la France ne pouvait *que* s'opposer à l'unification allemande, fût-elle petite ou grande. Or, cela ne semble être le cas seulement qu'après l'arrivée de Gramont à la barre des Affaires étrangères le 15 mai 1870. La question du trône d'Espagne apparaît pourtant dès le mois d'octobre 1868 et tombe aux oreilles de Bismarck le printemps suivant. Selon toute vraisemblance, les desseins « unificateurs » de la Prusse n'entraient pas directement en conflit avec la France puisque jusqu'en mai 1870, Paris demeure « ouverte » à l'éventualité d'une unification allemande et n'entend pas déclarer la guerre sur cette base³⁹¹. Enfin, si Bismarck de son côté souhaitait éviter la guerre dans la mesure du possible, il ne ferait cependant pas marche arrière si celle-ci se présentait³⁹². Si donc on prétend que la politique étrangère bismarckienne considérait comme « inévitable » un conflit avec la France, cela ne fut le cas qu'après le discours belliqueux de Gramont le 6 juillet au Corps législatif et non pas lors de la promotion de la candidature Hohenzollern. Il ne faut pas croire pour autant que Bismarck agît auparavant en œuvrant pour la paix; l'aspect « dangereux » de ses démarches politiques avec la France entre 1867 et 1870 ne peut exclure qu'il ait à sa façon contribué à attiser les tensions³⁹³, pour ne rien dire du projet dynastique dont l'opposition française était plus que prévisible. Mais en dépit du fait que ces démarches n'avaient rien d'amical à l'égard de la France – et cela, Bismarck le savait lui-même fort bien –, il était en droit de croire qu'il parviendrait à ses fins sans conflit majeur. Pour preuve, Beust, qui avait de Vienne bien observé le cours des événements, ne crut aucunement, lorsqu'il entendit parler de la candidature, qu'elle justifierait ou impliquerait une guerre³⁹⁴. Cela

³⁹⁰ Pierre Renouvin. *Histoire des...*, *op. cit.*, p. 631.

³⁹¹ On ajoutera à cette constatation que l'opinion publique à Paris lors de la fameuse déclaration de Gramont n'était toujours pas partisane de la guerre – bien que l'on s'appuyât sur cette donne pour agir – et que Napoleon lui-même voulait régler le conflit par la voie diplomatique : « *Die öffentliche Meinung war jedoch zu diesem Zeitpunkt in Paris noch gar nicht kriegerisch eingestellt. Auch Napoleon wollte nur nach außen als starker Mann dastehen, auf diplomatischem Weg versuchte er, den Konflikt zu vermeiden. Der Krieg wurde aber unvermeidbar, weil es nach dem 6. Juli den einflußreichen französischen Politikern nicht mehr um die Kandidatur, sondern einzig und allein um die Machtprobe mit Preußen ging.* » Heinz-Wolf Schlaich, « Die Reichsgründung 1870/71 und die deutsch-französischen Beziehungen ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 1, 1973, p. 629.

³⁹² « *One might with better reason say that, though he was indeed aware of the undesirability of war with France, he would pay no great price in order to avoid it or postpone it; that his quest of good relations with France was half-hearted.* » W. R. Fryer. « The War of 1870... », *loc. cit.*, p. 102-103.

³⁹³ *Ibid.*, p. 125.

³⁹⁴ Harold Temperley. « Lord Acton on the Origins... », *loc. cit.*, p. 72.

dit, il savait qu'un Hohenzollern en Espagne aurait pour conséquence de réduire le prestige de la France et que celle-ci tenterait naturellement d'empêcher cette situation de se produire. Il ne fallait d'ailleurs pas être devin pour le savoir. Le chancelier ne peut donc pas prétendre, comme il le fait dans ses « Pensées et souvenirs » (*Gedanken und Erinnerungen*), qu'il était « politiquement indifférent » à la question de la candidature. Sans doute attendait-il un moment opportun, un moment où la France commettrait une maladresse, ce qu'elle fit admirablement en demandant que les Hohenzollern s'engageassent pour *toujours* à ne plus poser leur candidature au trône d'Espagne, exigence qui aux yeux des autres puissances d'Europe parut exagérée et limita le conflit à la France et la Prusse uniquement. Et celui-ci d'affirmer *ad litteram* :

« En présence de l'attitude de la France, le sentiment de l'honneur national, à mon avis, nous forçait à la guerre. Si nous n'écoutions pas les exigences de ce sentiment, nous perdions pour achever notre évolution nationale toute l'avance gagnée en 1866. Nous verrions nécessairement se refroidir de nouveau au sud du Main le sentiment national allemand³⁹⁵. »

Dans les faits, le mouvement petit-allemand stagnait et on pouvait même y entrevoir des tendances rétrogrades³⁹⁶. Autant le potentiel « explosif » de la candidature des Hohenzollern au trône d'Espagne ne pouvait lui être inconnu, autant la poursuite du rapprochement avec les autres États allemands, au printemps 1871, lui était toujours importante; il savait d'ailleurs fort bien qu'il s'agissait là d'un autre facteur capable de susciter une vive réaction française, du moins, dans la mesure où il n'entendait pas parvenir à une Allemagne libérale et démocratique comme la France l'aurait souhaitée et exigée³⁹⁷. À la question la plus souvent posée à savoir si Bismarck a sciemment agi afin d'aboutir à la guerre, il faudrait donc répondre qu'il n'avait pas prévu la guerre dès le départ. Il ne disposait pas véritablement de cette prescience – comme il le laisse supposer dans ses « Pensées et souvenirs ». Mais il ne fit rien pour apaiser les tensions

³⁹⁵ Otto von Bismarck. *Pensées et...*, *op. cit.*, p. 261.

³⁹⁶ « *Der norddeutsche Bund zwar hatte sich befestigt [...]; aber je mehr er [...] in der Richtung zum Einheitsstaat fortschritt, desto schwächer mußte die Hoffnung auf Vereinigung des Südens mit dem Norden werden. Der Mut der Süddeutschen Einheitsfreunde fing an sehr zu sinken, man verzichtete auf baldige Verwirklichung der nationalen Wünsche und begnügte sich damit, den Einheitsgedanken wenigstens festzuhalten und auf bessere Zeiten bewahren zu wollen. [...] Je länger sich die Spannung [entre la France et la Prusse] hinzog, desto unsicherer wurde die Einmütigkeit des Widerstandes gegen Frankreich. Denn die Parteien in Süddeutschland, welche Preußen und die Ausdehnung seines Einflusses nun einmal als das größte Übel für Deutschland ansahen, mußten von ihrem Standpunkt aus endlich weiter zu einem Bündnis mit Frankreich getrieben werden, oder wenigstens die Neutralität als das natürlichste [...] Verhalten ansehen.* » Ce propos d'un publiciste contemporain est cité en note infrapaginale dans: Josef Becker. « Bismarck et l'Empire libéral », *loc. cit.*, p. 340.

³⁹⁷ Frank Spencer. « Historical Revision... », *loc. cit.*, p. 324.

montantes une fois le projet de candidature connu, candidature dont il avait envisagé les effets avant même qu'elle n'eût officiellement été proposée, puis refusée.

La question dynastique et ses conséquences mirent au grand jour la collision d'intérêts entre la France et la Prusse. Collision parce que les intérêts de la France étaient alors d'empêcher la montée en puissance de la Prusse et de compter sur des succès en politique extérieure afin d'assurer la survie du gouvernement, lequel craignait avec son projet de réforme constitutionnelle de possibles révolutions internes³⁹⁸. Collision également étant donné que la volonté de la Prusse de parachever l'unification par le biais du droit à l'autodétermination des peuples se butait à l'imprévisibilité de la politique étrangère française.

À la lumière de ces constats, il peut sembler difficile de prendre position et de dire si oui ou non, cette candidature a véritablement été mise en œuvre dans le but d'aboutir à une guerre ou si elle fut d'abord et avant tout un outil diplomatique. En réalité, comme le souligna tout récemment Stéphanie Burgaud, « la difficulté ici est d'analyser une politique qui est le fruit des circonstances et [qui] ne cesse donc de se redéfinir »³⁹⁹. Si d'une part, Bismarck prétend vouloir faire l'unification de façon pacifique en se montrant prêt à attendre et laisser aux générations futures le soin de s'occuper de cette grande tâche, il prétend d'autre part que la guerre est inévitable et nécessaire. Ces commentaires contradictoires posent davantage problème qu'ils n'aident à donner une suite logique aux motivations du chancelier. Les historiens allemands Dittrich et Becker sont ceux qui ont sans doute poussé le débat à son niveau le plus élevé, mais ils ont des vues opposées sur la question et apportent chacun des preuves convaincantes afin d'appuyer leurs thèses. Il y a cependant une question à laquelle ils ne répondent pas convenablement : pourquoi Bismarck avait-il besoin en premier lieu d'un outil diplomatique ou d'une guerre contre la France ? Il semble que les historiens aient trop rapidement voulu lier sa décision de promouvoir la candidature avec celle où il espère créer un conflit franco-allemand. En réalité, ce projet laissait entrevoir deux éventualités : l'accroissement du prestige de la Prusse ou le déclenchement d'une crise avec la France. Comme la plupart des projets bismarckiens, la candidature Hohenzollern était risquée, mais elle lui permettait de se garder des options et c'est cela qui est caractéristique.

³⁹⁸ Otto Pflanze. *Bismarck and the Development...*, op. cit., p. 450-451.

³⁹⁹ Stéphanie Burgaud. « Napoléon III et Bismarck. Essai d'histoire contrefactuelle ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 41, no. 1, 2009, p. 13.

5.2 La question des responsabilités

De toutes les guerres qui frappèrent l'Europe depuis la chute de Napoléon I^{er} à Waterloo jusqu'à la Première Guerre mondiale, la guerre franco-prussienne est sans aucun doute celle dont les conséquences furent les plus lourdes et dont la responsabilité fut la plus farouchement contestée. À première vue, il pourrait sembler vain de tenter à nouveau de trouver un « coupable » après que tant d'auteurs se soient penchés sur le sujet et en soient arrivés à des conclusions qui rendent responsable tantôt à la France, tantôt à la Prusse. Mais en étudiant en profondeur la trame des événements de cette guerre, de même que les décisions qui furent prises eu égard aux choix qui s'offraient aux principaux protagonistes, on remarque que la responsabilité, si elle est certes partagée, ne l'est pas de façon égale.

Pour aborder cette délicate question, tout en tenant compte de l'état des rapports franco-allemands au printemps 1870, les historiens ont bien souvent fait référence au concept d'« inévitabilité » (*Unvermeidlichkeit*) de la guerre. C'était là une thèse d'autant plus accessible que des deux côtés, on pouvait trouver des propos l'appuyant⁴⁰⁰. Dans la mesure où en politique, les choix et les prises de décision doivent précéder les actes, on est en droit de se demander comment on peut s'en remettre un seul instant à un tel concept dont le fondement même exclut toute issue à un problème ? C'est là en effet une explication qui donne aux protagonistes une justification bien simpliste de leurs actes – on dira qu'ils n'avaient, face aux événements, tout simplement pas le choix – et qui, ce faisant, exclut la possibilité d'évaluer leurs responsabilités. Montesquieu affirma que la responsabilité d'une guerre n'incombe pas à celui qui la déclare, mais plutôt à celui qui la rend nécessaire. Dans le cas de la guerre franco-prussienne, ce point de vue peut certes être appliqué, mais il ne permet pas de prendre position puisque dans les deux camps, on prit des initiatives afin de rendre le conflit « nécessaire » ou du moins, on se déroba lorsque la possibilité de l'éviter se présenta. Afin de contourner ce problème de jugement, l'analyse ici proposée dut partir de la prémisse qu'une guerre « n'est jamais inévitable tant qu'elle n'a pas été débütée formellement par une déclaration ou

⁴⁰⁰ Bismarck avoua par exemple au début de l'année 1870 qu'une guerre imminente avec la France était une « nécessité inévitable »; pour la France car le régime de Napoléon III était instable et pour l'Allemagne car l'imprévisibilité de la politique française empêchait tout développement dans les affaires allemandes. C'est du moins ce qui ressort de son entretien avec le baron Richard von Friesen, ministre saxon des Affaires étrangères, au mois de mars 1870. *GW*, vol. VII, p. 301; vol. VIb, p. 203.

informellement par une attaque »⁴⁰¹. Par conséquent, bien que d'aucuns se montrèrent convaincus que Bismarck agit afin de provoquer la France pour qu'elle déclare la guerre, cette dernière assumait entièrement cette éventualité et n'hésita aucunement à débiter les hostilités le 19 juillet 1870.

Au terme de l'examen ici proposé des origines de la guerre franco-prussienne, il convient de répondre à nos hypothèses préliminaires par les constats suivants :

- 1) Bismarck n'a pas créé la candidature Hohenzollern de toutes pièces. L'offre de la couronne d'Espagne au prince fut une initiative du gouvernement provisoire espagnol dirigé par Prim.
- 2) La stratégie du *fait accompli* décidée par Prim et Bismarck afin de permettre à Léopold d'accéder au trône de Madrid à l'insu de la France n'avait pas pour objectif de forcer celle-ci à déclarer la guerre, mais plutôt de répondre à l'urgent besoin d'un roi en Espagne et aux considérations de prestige politique pour la Prusse⁴⁰².
- 3) Bismarck avait anticipé des réactions en France face à la candidature, mais ne croyait pas que Paris y verrait un motif d'affrontement, voire un *casus belli*.
- 4) Entre la déclaration de Gramont du 6 juillet devant le Corps législatif et le retrait de la candidature, Paris envisageait d'ores et déjà la guerre.
- 5) Bien que déçu, Bismarck accepta la renonciation officielle de Léopold le 12 juillet.
- 6) La déclaration du 6 juillet ainsi que la demande de garanties du 12 n'étaient nullement exigées pas le sentiment public en France et en ces deux circonstances capitales, les gouvernants français ont adopté une position foncièrement belliqueuse, soutenue d'ailleurs en bonne partie par le faux sentiment d'un avantage certain sur le plan militaire.
- 7) La dépêche d'Ems fut rédigée d'abord et avant tout en *réaction* au discours du 6 juillet et à la demande de garanties. Elle ne peut être interprétée sans tenir compte de ces deux éléments causals.
- 8) Conçue de manière à rendre publique l'« intransigeance » de la France et de son ambassadeur, cette dépêche ne rendait pas la guerre inévitable pour autant. Elle avait

⁴⁰¹ Lawrence D. Steefel. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy...*, *op. cit.*, p. 223.

⁴⁰² La stratégie du fait accompli échoua et comme on le sait, Léopold renonça au trône, mais il va sans dire que la réaction française aurait été encore plus violente si ce plan avait réussi. Qui plus est, la Prusse n'aurait eu aucun appui au sein des autres chancelleries de l'Europe (à l'exception peut-être de la Russie).

cependant ceci de particulier qu'elle plaçait le camp français devant le dur choix de décider entre l'acceptation d'une défaite politique ou la confrontation armée. La conjoncture du moment ainsi que les dispositions du gouvernement français décidèrent de l'entrée en guerre.

- 9) En promouvant activement la candidature Hohenzollern, Bismarck avait commis une « erreur » qui avait bien failli faire paraître la Prusse comme une puissance menant une *deutsche Politik* (« politique allemande ») allant au-delà de ses intérêts nationaux propres. Seules la renonciation de Léopold et l'énormité des revendications françaises sauvèrent la partie.
- 10) Puisque l'enjeu central de la politique bismarckienne était de ne pas subir de revers politiques susceptibles de nuire aux visées unificatrices de la « Prusse-Allemagne », une guerre contre la France pouvait être pleinement assumée, car elle permettrait certainement de faire oublier les inimitiés existantes à l'intérieur des États allemands, tout en mettant définitivement fin aux constantes oscillations dont souffraient les relations franco-prussiennes depuis le Congrès de Vienne.

Si tout au long de l'affaire Hohenzollern, le chef de la diplomatie prussienne sut exploiter avec brio la relation complexe qu'il y avait entre les mécanismes dynastiques et les forces nationalistes, ses démarches restèrent en revanche largement guidées par les circonstances. En effet, jamais ne fut-il réellement en contrôle des événements et même s'il avait activement promu la candidature, il s'était montré disposé à accepter la renonciation de Léopold. La demande de garanties couplée au discours de Gramont devant le Corps législatif lui donnèrent certes l'occasion de faire valoir les intérêts de sa propre politique, mais il serait inexact de présumer qu'il voulût dès lors tendre un « piège » dans lequel les gouvernants français seraient tombés. Le désir de ces derniers de régler la question par les armes n'était effectivement pas tant le résultat des actions entreprises par Bismarck que l'expression du refus catégorique d'accepter une diminution de la place privilégiée qu'avait la France dans le système européen. Or, voilà que la montée en puissance de la Prusse depuis les guerres contre le Danemark et l'Autriche remettait en cause le fragile équilibre qui avait jusqu'alors été profitable au Second Empire. Il ne pouvait qu'en découler des tensions latentes qui, tôt ou tard, finiraient par aboutir à un « duel pour la prépondérance » dont l'une des parties aurait tout à gagner et l'autre tout à perdre. L'approche théorique des relations internationales avance à cet effet que :

« The preventive motivation for war arise from the perception that one's military power and potential are declining relative to that of a rising adversary, and from the fear of the consequences of that decline. [...] The temptation is to fight a war under relatively favorable circumstances *now* in order to block or retard the further rise of an adversary and to avoid both the worsening of the status quo over time and the risk of war under less favorable circumstances later⁴⁰³. »

En considérant cette approche dans le cas du refroidissement des relations franco-allemandes, on se rend bien compte que c'est la France et non la Prusse qui décida d'engager une guerre préventive afin d'empêcher un changement dans l'équilibre des forces qui se serait opéré en sa défaveur. Dans un article très récent paru dans la revue *Central European History*, Becker a émis l'idée d'une « guerre défensive provoquée » par Bismarck⁴⁰⁴. Aussi attrayante soit-elle, cette thèse fait fausse route, car elle fait de Bismarck un homme dont le regard n'est tourné que vers la France et qui, patiemment, attend le bon moment pour compléter l'unification allemande. En outre, elle se base sur une source peu fiable, à savoir les mémoires du chancelier de fer dans lesquelles celui-ci avance qu'une guerre franco-prussienne était nécessaire pour que l'unité allemande pût se réaliser⁴⁰⁵. Si c'était vrai, il y aurait certainement eu quelques préparatifs militaires du côté prussien. Or, il n'y en a eu aucun et il a été établi que Bismarck s'est toujours farouchement opposé à l'idée selon laquelle il faudrait compromettre le présent pour de possibles gains dans l'avenir. Pourquoi donc aurait-il sciemment souhaité un conflit sachant qu'il ferait inévitablement couler du sang de part et d'autre ? Pour des motifs politiques ? Cela est peu vraisemblable, car lorsqu'il y a moyen de négocier – et c'était le cas en juillet 1870 –, qui voudrait la guerre à tout prix ?

La déclaration de guerre fut un acte exécuté sans une évaluation juste et raisonnable des rapports de force. Non seulement la France n'était-elle pas préparée au conflit, car les effectifs de son armée étaient bien inférieurs, mais son réseau de chemins de fer nord-sud ne permettait pas une mobilisation suffisamment rapide qui aurait permis une offensive dès le début du conflit⁴⁰⁶. Les gouvernants français avaient cependant une confiance absolue, presque aveugle,

⁴⁰³ Jack S. Levy. « Declining Power and the Preventive Motivation for War ». *World Politics*, vol. 40, no. 1, 1987, p. 87.

⁴⁰⁴ Cf. Josef Becker. « The Franco-Prussian Conflict of 1870 and Bismarck's Concept of "Provoked Defensive War": A Response to David Wetzel ». *Central European History*, vol. 41, no. 1, 2008, p. 93-109.

⁴⁰⁵ Taylor démontre que c'est là ce qu'il pensait en 1892 et non en 1870. Cf. A. J. P. Taylor. *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1954, p. 202.

⁴⁰⁶ Sa rivale prussienne disposait précisément de ce réseau est-ouest. En outre, un simple aperçu des rapports de force montre que la France faisait alors face à un des plus puissants engins de guerre du monde. Le ministre de la

en leur armée. De toute façon, puisqu'ils n'avaient pas obtenu satisfaction et avaient d'ores et déjà employé la menace de guerre en cas de refus, il n'était plus possible de faire marche arrière. Ce serait ainsi s'avancer en terrain glissant que de prétendre que Bismarck et la dépêche d'Ems causèrent la guerre. Qui plus est, les négociations constituaient à ce stade une option toujours concevable; le ministre-président n'était pas davantage disposé à tirer l'épée que ne l'était Napoléon III. C'est ici qu'apparaît le parallèle évoqué par l'historienne Burgaud: autant la France que la Prusse cherchent à construire un nouvel équilibre européen : pour la France, il s'agit de mettre à bas l'ordre de Vienne à son profit; pour la Prusse, il importe de détruire ce même ordre qui la maintient dans un état d'infériorité dans l'espace germanique⁴⁰⁷. La France déclara donc la guerre en 1870 parce qu'elle ne souhaitait pas perdre sa prépondérance en Europe et parce qu'elle croyait assez fortement qu'elle avait des chances de gagner.

Le prestige politique était au XIX^e siècle un élément essentiel de la puissance nationale. Qu'on y porte atteinte impliquait de façon quasi immédiate des risques de conflit. C'est là précisément ce qui arriva lors de la crise de juin-juillet 1870 entre la France et la Prusse. Alors que pour la Prusse, les demandes françaises (retrait de la candidature Hohenzollern et garanties pour l'avenir) visaient une humiliation, la France percevait de son côté la présence d'un roi allemand en Espagne comme un encerclement diplomatique dangereux qui devait absolument être évité. En outre, aux yeux des gouvernants à Paris, le « soufflet » de la dépêche d'Ems représentait à lui seul un *casus belli*. Mais si Bismarck était d'avis qu'une défaite diplomatique et donc, une perte de prestige, ne pouvait être effacée des esprits que par une guerre – opinion qui, il faut le dire, était partagée aux Tuileries –, il eut à tout le moins l'habileté et la patience nécessaires afin de laisser à l'adversaire le soin de la déclarer⁴⁰⁸. En ce sens, la France fut placée devant un choix qu'elle fit en connaissance de cause. Parallèlement, la crise suscitée par la candidature Hohenzollern pour le trône d'Espagne mettait au grand jour les limites de ce que la France était prête à accepter. Dès l'annonce de la candidature, toute une faction de l'opinion publique de même que la presse parisienne adoptèrent une attitude belliqueuse qui, vu les

guerre français Le Boeuf estima que la France pouvait mobiliser 300 000 hommes et 924 pièces d'artilleries en trois semaines ce qui est dérisoire si l'on se permet une comparaison avec les quelques 1 183 000 hommes mobilisés en Allemagne en l'espace de dix-huit jours, parmi lesquels 462 000 furent transportés à la frontière dès le début de la campagne. Voir pour de plus amples renseignements : Michael Howard. *The Franco-Prussian War...*, *op. cit.*, p. 42-76.

⁴⁰⁷ Stéphanie Burgaud. « Napoléon III et... », *loc. cit.*, p. 17.

⁴⁰⁸ Lawrence D. Steefel. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy...*, *op. cit.*, p. 247.

circonstances, était très compréhensible et justifiable, mais qui, simultanément, avait pour conséquence de propager l'idée qu'une guerre avec la Prusse était non seulement inévitable, mais *a fortiori* souhaitable. Quant au rôle du gouvernement, bien que l'historiographie se soit montrée au départ très critique et dépourvue de toute indulgence à l'égard de Napoléon III et ses ministres – on disait qu'ils avaient délibérément cherché la guerre –, les vues sont aujourd'hui unanimes pour dire que l'empereur, bien qu'hésitant et cherchant à répondre dans la mesure du possible aux exigences des membres du parti belliciste, aurait préféré la paix, tout comme le premier ministre Émile Ollivier d'ailleurs⁴⁰⁹. Mais qui ne l'aurait pas préférée ? Si les « bonnes intentions » du gouvernement sont certes défendables, sa politique, elle, l'est beaucoup moins. Le discours enflammé du 6 juillet avait suscité en Allemagne et ailleurs une certaine indignation, mais pas au point de dresser l'opinion contre la France. Or, l'exigence suivante qui était que Guillaume I^{er} s'engageât pour toujours, au nom de sa dynastie, à ne plus proposer de candidat au trône d'Espagne était tout simplement déraisonnable. Par cette démarche fautive, et par l'absence d'appui au sein des autres chancelleries du Vieux Continent, la France se retrouva seule dans ce qui apparaissait désormais comme étant un véritable duel pour la prépondérance en Europe. Ne lui restait plus alors qu'à prouver au monde qu'elle avait les moyens de sa politique. Nous savons aujourd'hui que c'est la Prusse qui les avait.

*
* *

⁴⁰⁹ On notera au passage que le Duc de Gramont ne partageait aucunement la bienveillance de Napoléon III à l'égard de la Prusse. Il avait été ambassadeur de France à Vienne lors de la guerre austro-prussienne de 1866 et désirait grandement la réalisation d'une alliance avec l'Autriche dirigée contre la Prusse dont il souhaitait, comme le dit Taylor, « amoindrir l'importance à la première opportunité ». A.J.P. Taylor. *Bismarck – The Man and the Statesman*. Londres, Hamish Hamilton, 1966, p. 117.

Bibliographie

Sources primaires et mémoires

- APP* *Die Auswärtige Politik Preußens 1858-1871 – Diplomatische Aktenstücke* (recueil de documents officiels publié par le *Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*). Oldenburg, 1935-1936, 10 vol.
- BJ* *Bismarck-Jahrbuch* (recueil de correspondance de Bismarck publié par Horst Kohl). Berlin, Häring, 1894-1899, 6 vol.
- Bluebook I* *Correspondence respecting the negotiations preliminary to the War between France and Prussia 1870*. Londres, 1870.
- Bonnin* *Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne – The Documents in the German Diplomatic Archives* (recueil de correspondance diplomatique entourant la question Hohenzollern, traduite entièrement en anglais, sous la dir. de George Bonnin). Londres, Chatto & Windus, 1957, 312 pages.
- Fester* *Briefe, Aktenstücke und Regesten zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien* (documents diplomatiques, discours, dépêches et extraits de journaux en langue originale, réunis et commentés par Richard Fester). Berlin & Leipzig, Verlag von B. G. Teubner, 1913, 2 vol.
- GW* *Otto von Bismarck: Gesammelte Werke* (recueil des écrits politiques et de la correspondance de Bismarck, sous la direction de Hermann von Petersdorff *et al.*). Berlin, Friedrichsruher Ausgabe, 1924-1935, 14 vol.
- KvR* *Aus dem Leben König Karls von Rumänien; Aufzeichnungen eines Augenzeugen* (recueil de la correspondance de Charles de Roumanie). Stuttgart, Cotta, 1894-1900, 4 vol.
- OD* *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870/71* (recueil des documents officiels publié par le Ministère des Affaires étrangères). Paris, 1910-1932, 29 vol.
- ABEKEN, Heinrich. *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit – Aus Briefen zusammengestellt*. Berlin, Mittler, 1898, 544 pages.
- BENEDETTI, Vincent. *Ma mission en Prusse*. Paris, Plon, 1871, 446 pages.
- BÖHME, Helmut. *The Foundation of the German Empire*. Oxford, Oxford University Press, 1971, 271 pages.

- FLEURY, Général Comte. *La France et la Russie en 1870*. Paris, Émile Paul, 1902, 251 pages.
- KOHL, Horst. *Die politischen Reden des Fürsten Bismarck – Historisch-kritische Gesamtausgabe*. Stuttgart, Verlag der J. G. Gotta'schen Buchhandlung, 1892-94, vol. 4 (*Die Reden des Ministerpräsidenten und Bundeskanzlers Grafen von Bismarck im Preußischen Landtage, im Reichstage des Norddeutschen Bundes und im Deutschen Zollparlament 1868 – 1870*).
- LOFTUS, Lord Augustus. *The Diplomatic Reminiscences of Lord Augustus Loftus, P.C., G.C.B. 1862-1879*. London, Cassel and Company Ltd., 1894, vol. 1, 390 pages.
- LORD, Robert Howard. *The Origins of the War of 1870 – New Documents from the German Archives*. New York, Russel & Russel, 1966, 305 pages.
- MATTHEW, Henry Colin Gray. *The Gladstone Diaries with Cabinet Minutes and Prime-Ministerial Correspondence*. Oxford, Clarendon Press, vol. 7 & 8 (janvier 1869-décembre 1874).
- OLLIVIER, Émile. *L'Empire libéral : études, récits et souvenirs*. Paris, Garnier, 1895-1918, 18 vol.
- ONCKEN, Hermann. *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleon III. von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Krieges von 1870/71 – Nach den Staatsakten von Österreich, Preußen und den süddeutschen Mittelstaaten*. Osnabrück, Biblio Verlag, 1967, 3 vol.
- VON BERNHARDI, Theodor. *In Spanien und Portugal – Tagebuchblätter aus den Jahren 1869-1871*. Leipzig, Verlag von S. Hirzel, 1906, 544 pages.
- VON BISMARCK, Otto. *Pensées et souvenirs*. Paris, Calmann-Lévy, 1984, 480 pages.
-----, *Pensées et souvenirs par le prince de Bismarck*. Paris, Le Soudier, 1899, 2 tomes.
- VON MOLTKE, Helmut. *The Franco-German War of 1870-71*. Londres, James R. Osgood & McIlvaine & Co., 1891, vol. 1, 274 pages.
- VON WALDERSEE, Alfred. *Denkwürdigkeiten des General-Feldmarschalls Alfred Grafen von Waldersee*. Sous la dir. de Heinrich Otto Meisner, Osnabrück, Biblio Verlag, vol. 1, 1967 (réimpression de l'édition de 1922).
- VON WERTHERN, Alfred H. *General von Versen. Ein militärisches Zeit- und Lebensbild aus hinterlassenen Briefen und Aufzeichnungen zusammengestellt*. Berlin, Mittler, 1898, 254 pages.
- WALDER, Ernst. *Die Emser Depesche*. Bern, Verlag Herbert Lang & Cie., 1959, 183 pages.

Ouvrages généraux

- ARON, Raymond. *Paix et guerre entre les nations*. Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 pages.
- BOOCKMANN, Hartmut; SCHILLING, Heinz; SCHULZE, Hagen; STÜRMER, Michael. *Mitten in Europa. Deutsche Geschichte*. Berlin, Siedler Verlag GmbH, 1984, 423 pages.
- CLAUSEWITZ, Carl von. *De la guerre*. Paris, Perrin, 1999, 349 pages.
- DE LA GORCE, Pierre. *Histoire du Second Empire*. Paris, Plon-Nourrit, 1894-1905, 7 vol.
- DEUTSCHER BUNDESTAG. *Interrogeons l'Histoire de l'Allemagne. Les idées, les forces, les décisions – De la fin du 18^e siècle à nos jours*. Bonn, Verwaltung Presse- und Informationszentrum, 1984, 491 pages.
- DREYFUS, François-Georges. *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, Presses Universitaires de France, 1991, 551 pages.
- DROZ, Jacques. *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*. Paris, Dalloz, 1959, 636 pages.
- , *L'époque contemporaine I – Restaurations et Révolutions (1815-1871)*. Paris, Presses Universitaires de France, 1963, 689 pages.
- PELLISTRANDI, Benoît. *Les relations internationales de 1800 à 1871*. Paris, Armand Colin, 2000, 188 pages.
- RENOUVIN, Pierre. *Histoire des relations internationales – De 1789 à 1871*. Paris, Hachette, 1954, 706 pages.
- SOUTOU, Georges-Henri. *L'Europe de 1815 à nos jours*. Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 515 pages.
- WINKLER, Heinrich August. *Histoire de l'Allemagne (XIX^e- XX^e siècle) : le long chemin vers l'Occident*. Paris, Fayard, 2005, 1152 pages.

Monographies

- ABBOTT, John S. C. *Prussia and the Franco-Prussian War Containing a Brief Narrative of the Origin of the Kingdom, its Past History, and a Detailed Account of the Causes and Results of the Late War with Austria with an Account of the Origin of the Present War with France, and of the Extraordinary Campaign into the Heart of the Empire*. Boston, B.B. Russell, 1871, 354 pages.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane. *1870 – La France dans la guerre*. Paris, Armand Collin, 1989, 420 pages.

- AYÇOBERRY, Pierre. *L'unité allemande 1800-1871*. Paris, Presses Universitaires de France, 1968, 127 pages.
- BARIÉTY, Jacques et POIDEVIN, Raymond. *Les relations franco-allemandes 1815-1975*. Paris, Armand Colin, 1977, 373 pages.
- BINOCHE, Jacques. *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*. Paris, Masson & Armand Colin, 1996, 324 pages.
- BUSCH, Moritz. *Bismarck, some Secret Pages of His History: being a Diary kept by Dr. Moritz Busch during twenty-five Years' Official and Private Intercourse with the Great Chancellor*. Toronto, The Copp & Clark Company Ltd., 1898, 504 pages.
- BÜSCH, Otto. *Handbuch der preussischen Geschichte – Das neunzehnte Jahrhundert und große Themen der Geschichte Preußens*. Berlin & New York, Walter de Gruyter, 1992, vol. 2, 868 pages.
- CASE, Lynn Marshall. *French Opinion on War and Diplomacy during the Second Empire*. Philadelphie. University of Pennsylvania Press, 1954.
- CLARK, Christopher. *Iron Kingdom. The Rise and Downfall of Prussia 1600-1947*. Londres, Penguin Books, 2007, 777 pages.
- CRAIG, Gordon A. *From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statecraft*. New York, Harper & Row 1965, 138 pages.
-----, *Germany 1866-1945*. New York, Oxford University Press, 1978, 825 pages.
- CRANKSHAW, Edward. *Bismarck*. Londres, Macmillan, 1981, 451 pages.
- DARMSTAEDTER, Friedrich. *Bismarck and the Creation of the Second Reich*. New York, Russel & Russel Inc., 1965, 426 pages.
- DIÓSZEGI, István. *Österreich-Ungarn und der französisch-preussische Krieg 1870-71*. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974, 311 pages.
- DITTRICH, Jochen. *Bismarck, Frankreich und die spanische Thronkandidatur der Hohenzollern – Die „Kriegschuldfrage“ von 1870*. Munich, R. Oldenbourg, 1962, 465 pages.
- ERZAN, Maurice. *Bismarck : démon ou génie ?* Paris, L'Harmattan, 1994, 266 pages.
- EYCK, Erich. *Bismarck – Leben und Werke*. Zurich, Rentsch Verlag, 1941-44, 3 vol.
- FESTER, Richard. *Neue Beiträge zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien*. Leipzig, 1913.
- FLETCHER, Willard Allen. *The Mission of Vincent Benedetti to Berlin 1864-1870*. La Haye, Martinus Nijhoff, 1965, 303 pages.

- GALL, Lothar. *Bismarck. Der weiße Revolutionär*. Berlin & Munich, Propyläen, 2001, 812 pages.
- GEUSS, Herbert. *Bismarck und Napoleon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preußisch-französischen Beziehungen 1851-1871*. Cologne, Böhlau, 1959, 324 pages.
- GIRAUDEAU, Fernand. *La vérité sur la campagne de 1870 – Examen raisonné des causes de la guerre et de nos revers*. Paris, Amyot, 1871, 260 pages.
- GRAMONT, François Agénor, Duc de. *La France et la Prusse avant la guerre*. Paris, Dentu, 1872, 322 pages.
- HAFFNER, Sebastian. *De Bismarck à Hitler : une histoire du Reich allemand*. Paris, Éditions La Découverte, 1991, 194 pages.
- HERRE, Franz. *Bismarck. Die Biographie*. Düsseldorf, Albatros, 2004, 491 pages.
- HOWARD, Michael. *The Franco-Prussian War: The German Invasion of France, 1870-1871*. Londres, Granada, 1961, 528 pages.
- JAURES, Jean. *La guerre franco-allemande 1870-1871*. Paris, Flammarion, 1971, 305 pages.
- JEISMANN, Karl-Ernst. *Das Problem des Präventivkrieges im europäischen Staatensystem mit besonderem Blick auf die Bismarckzeit*. Fribourg-en-Breisgau & Munich, 1957, 200 pages.
- JERUSSALIMSKI, Arkadi. *Bismarck – Diplomatie und Militarismus*. Berlin, Dietz Verlag, 1989, 273 pages.
- KANN, Robert A. *Geschichte des Habsburgerreiches 1526-1918*, Cologne/Vienne/ Graz, Böhlau Verlag, 1982, 617 pages.
- KENNEDY, Paul. *The Rise and Fall of the Great Powers – Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*. New York, Random House, 1987, 677 pages.
- KISSINGER, Henry. *Diplomatie*. Paris, Fayard, 1996, 860 pages.
- KOLB, Eberhard. *Der Kriegausbruch 1870. Politische Entscheidungsprozesse und Verantwortlichkeiten in der Julikrise 1870*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1970, 146 pages.
- KOTT, Sandrine. *Bismarck*. Paris, Presses de Science Po, 2003, 358 pages.
- LAUSER, Wilhelm. *Geschichte Spaniens vom Sturz Isabellas bis zur Thronbesteigung Alfonsos*. Leipzig, Brockhaus, 1877, 2 vol.
- LEGRELLE, Arsène. *La Prusse et la France devant l'histoire – Essai sur les causes de la guerre*. Paris, [éd. inconnu], 1874, vol. 1, 680 pages.

- LEHAUTCOURT, Pierre. *Les origines de la guerre de 1870 – La candidature Hohenzollern 1868-1870*. Paris, Berger-Levrault, 1912, 661 pages.
- LORENZ, Ottokar. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reiches 1866-1871*. Jena, Gustav Fischer, 1902, 634 pages.
- MEDLICOTT, W. N. *Bismarck and Modern Germany*. New York, Harper & Row, 1965, 200 pages.
- MILLMAN, Richard. *British Foreign Policy and the Coming of the Franco-Prussian War*. Oxford, Clarendon Press, 1965, 238 pages.
- MOMMSEN, Wilhelm. *Otto von Bismarck in Selbstzeugnissen und Bilddokumenten*. Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Taschenbuch Verlag GmbH, 1966, 185 pages.
- MOSSE, Werner Eugen. *The European Powers and the German Question 1848-71. With Special Reference to England and Russia*. New York, Octagon Books, 1969, 409 pages.
- PFLANZE, Otto. *Bismarck and the Development of Germany. The Period of Unification 1815-1871*. Princeton, Princeton University Press, 1990, vol. 1, 518 pages.
- POTTINGER, E. Ann. *Napoleon III and the German Crisis 1856-1866*. Cambridge (MA), Harvard University Press, 1966, 248 pages.
- RICH, Elihu. *Germany and France – A Popular History of the Franco-German War*. Londres, James Hagger, 1872, 5 vol.
- RUBIO, Javier. *España y la guerra de 1870*. Madrid, Biblioteca Diplomática Española, 1989, 3 vol.
- SALOMON, Henry. *L'incident Hohenzollern – L'événement, les hommes, les responsabilités*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1922, 266 pages.
- SOREL, Albert. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*. Paris, Plon, 1875, 2 vol.
- STEEFEL, Lawrence D. *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy, and the Origins of the Franco-German War of 1870*. Cambridge, Harvard University Press, 1962, 281 pages.
- STERN, Alfred. *Geschichte Europas von 1848 bis 1871* (dans *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871*). Stuttgart & Berlin, J. G. Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger, 1924, vol. 4, 585 pages.
- STERN, Fritz. *L'or et le fer : Bismarck, Bleichröder et la construction de l'empire allemand*. Paris, Fayard, 1990, 734 pages.
- TAPIÉ, Victor-Lucien. *Autour d'une tentative d'alliance entre la France et l'Autriche (1867-1870)*. Vienne, Österreichische Akademie der Wissenschaften, 1971, 42 pages.

- TAYLOR, Alan John Percivale. *Bismarck – The Man and the Statesman*. Londres, Hamish Hamilton, 1966, 286 pages.
- , *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1954, 638 pages.
- VALENTIN, Veit. *Bismarcks Reichsgründung im Urteil englischer Diplomaten*. Amsterdam, Elsevier, 1937, 557 pages.
- VON SYBEL, Heinrich. *Die Begründung des deutschen Reiches unter Wilhelm I*. Munich & Berlin, 1913 (3^e édition), 7 vol.
- WAWRO, Geoffrey. *The Austro-Prussian War. Austria's War with Prussia and Italy in 1866*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 313 pages.
- WELSCHINGER, Henri. *La guerre de 1870: causes et responsabilités*. Paris, Plon, 1911, tome 1, 373 pages.
- WENTZ, Elisabeth. *Die Behandlung des Deutsch-Französischen Krieges 1870/71 in der englischen Presse. Ein Beitrag zur Geschichte der Kriegsberichterstattung*. Würzburg, Konrad Triltsch Verlag, 1940, vol. 1, 166 pages.
- WETZEL, David. *A Duel of Giants : Bismarck, Napoleon III, and the Origins of the Franco-Prussian War*. Madison, University of Wisconsin Press, 2001, 244 pages.
- ZINGELER, Theodor. *Karl Anton Fürst von Hohenzollern*. Leipzig, Deutsche Verlag-Anstalt, 1911, 303 pages.

Articles

- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane. « 1870 : Une étape oubliée vers la guerre totale – Étude d'opinion publique ». *Historiens et géographes*, vol. 83, no. 338, 1992, p. 81-96.
- BARKER, Nancy Nichols. « Napoleon III and the Hohenzollern Candidacy for the Spanish Throne ». *The Historian*, vol. 29, no. 3, 1967, p. 431-450.
- BARTLETT, C. J. « Clarendon, the Foreign Office and the Hohenzollern Candidature, 1686-1870 ». *The English Historical Review*, vol. LXXV, no. 294, 1960, p. 276-284.
- BECKER, Josef. « Zum Problem der Bismarckschen Politik in der spanischen Thronfrage 1870 ». *Historische Zeitschrift*, vol. 212, no. 3, 1971, p. 529-608.
- , « Bismarck et l'Empire libéral ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 2, 1974, p. 327-346.
- , « Bismarck, Prim, die Sigmaringer Hohenzollern und die spanische Thronfrage ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, vol. 9, 1981, p. 435-472.

- , « The Franco-Prussian Conflict of 1870 and Bismarck's Concept of "Provoked Defensive War": A Response to David Wetzel ». *Central European History*, vol. 41, no. 1, 2008, p. 93-109.
- BRUNSCHWIG, Henri. « Bismarck et la diplomatie de l'Empire ». *Revue historique*, vol. 202, no. 2, 1959, p. 311-319.
- BURGAUD, Stéphanie. « Napoléon III et Bismarck. Essai d'histoire contrefactuelle ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 41, no. 1, 2009, p. 3-17.
- CARROLL, E. Malcolm. « French Public Opinion on War with Prussia in 1870 ». *American Historical Review*, vol. 31, no. 4, 1926, p. 679-700.
- CLARK, Chester W. « Bismarck, Russia, and the Origins of the War of 1870 ». *The Journal of Modern History*, vol. XIV, 1942, p. 195-208.
- DACIER, Michel. « La candidature Hohenzollern ». *Écrits de Paris*, vol. 2, no. 295, 1970, p. 3-12.
- DE CASTRIES, Duc. « La dépêche d'Ems ». *Revue des Deux Mondes*, vol. 9, 1983, p. 567-575.
- DE MESQUITA, Bruce Bueno. « Pride of Place : The Origins of German Hegemony ». *World Politics*, vol. 43, no. 1, 1990, p. 28-52.
- DEMOULIN, R. « Documents inédits sur la crise internationale de 1870 ». *Bulletin de la Commission Royale d'histoire*, vol. CXXII, 1957, p. 127-238.
- DETHAN, Georges. « Napoléon III et l'Europe des nations ». *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 98, no. 3-4, p. 256-266.
- ECHARD, William E. « Conference Diplomacy in the German Policy of Napoleon III, 1868-1869 ». *French Historical Studies*, vol. 4, no. 3, 1966, p. 239-264.
- EMERIT, Marcel. « L'opinion de Napoléon III sur la question du trône d'Espagne en 1869 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 16, 1969, p. 431-438.
- FEHRENBACH, Elisabeth. « Preußen-Deutschland als Faktor der französischen Außenpolitik in der Reichsgründungszeit ». *Historische Zeitschrift*, suppl. 6, 1980, p. 109-137.
- FRAHM, Friedrich. « Frankreich und die Hohenzollernkandidatur bis zum Frühjahr 1869 ». *Historische Vierteljahrschrift*, vol. 29, 1935, p. 342-370.
- FRYER, W. R. « The War of 1870 in the Pattern of Franco-German Relations ». *Renaissance and Modern Studies*, vol. XVIII, 1974, p. 77-125.
- GEYER, Michael et BRIGHT, Charles. « Global Violence and Nationalizing Wars in Eurasia and America : The Geopolitics of War in the Mid-Nineteenth Century ». *Comparative Studies in Society and History*, vol. 38, no. 4, 1996, p. 619-657.

- GÖDDE-BAUMANN, Beate. « La Prusse et les Allemands dans l'historiographie française des années 1871 à 1914 : une image inversée de la France ». *Revue historique*, volume 279, numéro 1, 1988, p. 51-72.
- HALPERIN, S. William. « Bismarck and the Italian Envoy in Berlin on the Eve of the Franco-Prussian War ». *Journal of Modern History*, vol. 33, no. 1, 1961, p. 33-39.
- , « The Origins of the Franco-Prussian War Revisited: Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne ». *Journal of Modern History*, vol. 45, no. 1, 1973, p. 83-91.
- HOUSTON, Douglas W. « Emile Ollivier and the Hohenzollern Candidacy ». *French Historical Studies*, vol. 4, no. 2, 1965, p. 125-149.
- KISSINGER, Henry. « The White Revolutionary: Reflections on Bismarck ». *Dædalus – Journal of the American Academy of Arts and Sciences*. Vol. 97, n° 3, 1968, p. 888-924.
- KOLLANDER, Patricia. « Bismarck, Crown Prince Frederick William, and the Hohenzollern Candidacy Revisited ». *European Review of History* [En ligne]. Vol. 3, no. 2, 1996, p. 171-185.
- KONETZKE, Richard. « Spanien, die Vorgeschichte des Krieges von 1870 und die deutsche Reichsgründung ». *Historische Zeitschrift*, vol. 214, no. 3, 1972, p. 580-613.
- KURTZ, Harold. « Bismarck and the two Germanies – Part I ». *History Today*, vol. 20, no. 7, 1970, p. 455-463.
- , « Bismarck and the two Germanies – Part II ». *History Today*, vol. 20, no. 8, 1970, p. 568-576.
- LAUX, Frédéric. « Bismarck et l'affaire du Luxembourg de 1867 à la lumière des archives britanniques ». *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 115, no. 3, 2001, p. 183-202.
- LEVY, Jack S. « Declining Power and the Preventive Motivation for War ». *World Politics*, vol. 40, no. 1, 1987, p. 82-107.
- MORSEY, Rudolf. « Geschichtsschreibung und amtliche Zensur. Zum Problem der Aktenveröffentlichung über die spanische Thronkandidatur der Sigmaringer Hohenzollern ». *Historische Zeitschrift*, vol. 184, 1957, p. 555-572.
- , « Die Hohenzollernsche Thronkandidatur in Spanien ». *Historische Zeitschrift*, vol. 186, 1958, p. 573-588.
- MURET, Pierre. « Émile Ollivier et le duc de Gramont les 12 et 13 juillet 1870 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 14, 1910, p. 178-213.
- PAZ, Maurice. « Précisions oubliées sur les origines de la guerre de 1870 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 21, no. 1, 1974, p. 174-180.

- PFLANZE, Otto. « Bismarck and German Nationalism ». *The American Historical Review*, vol. 60, no. 3, 1955, p. 548-566.
- RAIN, Pierre. « Les origines de la guerre de 1870 ». *Revue des Deux Mondes*, no. 7, 1970, p. 27-41.
- RITTER, Gerhardt. « Bismarck et la politique rhénane de Napoléon III ». *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 78, no. 4, 1964, p. 291-329.
- ROLIN-JAEQUEMYNS, Gustave. « La guerre actuelle dans ses rapports avec le droit international ». *Revue de droit international et de législation comparée*, vol. II, 1870, p. 643-718.
- ROLLKA, Bodo. « Das Preußenbild in der „kleinen Presse“ Frankreichs 1870/71 ». *Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschland*, vol. 31, no. 1, 1982, p. 129-154.
- SCHLAICH, Heinz-Wolf. « Die Reichsgründung 1870/71 und die deutsch-französischen Beziehungen ». *Francia – Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, Munich, vol. 1, 1973, p. 623-652.
- SMITH, Willard A. « Napoleon III and the Spanish Revolution of 1868 ». *The Journal of Modern History*, vol. 25, no. 3, 1953, p. 211-233.
- , « The diplomatic background of the Spanish revolution of 1868 ». *Historian*, vol. XIII, 1951, p. 130-153.
- SPENCER, Frank. « Historical Revision No. CXXII: Bismarck and the Franco-Prussian War ». *History*, vol. 40, no. 140, 1955, p. 319-325.
- SPITZER, Alan B. « The Good Napoleon III ». *French Historical Studies*, vol. 2, no. 3, 1962, p. 308-329.
- STENGERS, Jean. « Aux origines de la guerre de 1870 : gouvernement et opinion publique ». *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 34, no. 3, 1956, p. 701-747.
- STÜRMER, Michael. « France and German Unification » dans Hagen Schulze, dir. *Nation-Building in Central Europe*, New York, St. Martin's Press, 1987, p. 135-148.
- TEMPERLEY, Harold. « Lord Acton on the Origins of the War of 1870, with Some Unpublished Letters from the British and Viennese Archives ». *Cambridge Historical Journal*, vol. 2, no. 1, 1926, p. 68-82.
- TIEMANN, Dieter. „Die Vorgeschichte des Krieges von 1870/71 im französischen Schulgeschichtsbuch. *Internationales Jahrbuch für Geschichts- und Geographie-Unterricht*, vol. 18, no. 1, 1977, p. 50-102.
- VON ALBERTINI, Rudolf. « Frankreichs Stellungnahme zur Deutschen Einigung während des Zweiten Kaiserreiches ». *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, vol. 5, no. 3, 1955, p. 305-368.

- VON SRBIK, Heinrich. « Der Geheimvertrag Österreichs und Frankreichs vom 12. Juni 1866 ». *Historisches Jahrbuch*, vol. 57, 1937, p. 454-507.
- VON SYBEL, Heinrich. « Neue Mitteilungen und Erläuterungen zu Band 6 und 7 der Geschichte der Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm I. ». *Historische Zeitschrift*, vol. 75, 1895, p. 38-92.
- WEDLICH, Widolf. « Der deutsch-französische Krieg 1870/71. Literaturbericht und Auswahlbibliographie ». *Jahresbibliographie. Bibliothek für Zeitgeschichte*, vol. 42, 1970, p. 395-458.
- WETZEL, David. « A Reply to Josef Becker's Response ». *Central European History*, vol. 41, no. 1, 2008, p. 111-124.

Ouvrages collectifs

- ALTER, Peter. « Weltmacht auf Distanz – Britische Außenpolitik 1860-1870 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 77-91.
- BECKER, Josef. « Der Krieg mit Frankreich als Problem der kleindeutschen Einigungspolitik Bismarcks 1866-1871 » dans Michael Stürmer, dir. *Das kaiserliche Deutschland*. Düsseldorf, Droste, 1970, p. 75-88.
- BRASE, Siegfried. « Emile Olliviers Memoiren und die Entstehung des Krieges von 1870 » dans E. Ebering, dir. *Historische Studien*, vol. 98, Berlin, 1912 (réimpression de l'édition originale par Klaus Reprint Ltd., Vaduz, 1965) p. 1-243.
- DITTRICH, Jochen. « Ursachen und Ausbruch des deutsch-französischen Krieges 1870/71 » dans Theodor Schieder et Ernst Deuerlein, dir. *Reichsgründung 1870/71 : Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*, Stuttgart, Seewald Verlag, 1970, p. 64-94.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste. « Die europäischen Staaten und die Gründung des deutschen Reiches » dans Theodor Schieder et Ernst Deuerlein, dir. *Reichsgründung 1870/71 : Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*, Stuttgart, Seewald Verlag, 1970, p. 386-421.
- EYCK, Erich. « Bismarck, Wilhelm I. und die spanische Thronkandidatur – Aus den geheimen Akten der Wilhelmstraße » dans Erich Eyck, dir. *Auf Deutschlands politischem Forum; deutsche Parlamentarier und Studien zur neuesten deutschen Geschichte*. Zürich, Rentsch, 1963, p. 91-112.
- GALL, Lothar. « Bismarcks Süddeutschlandpolitik » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 23-32.
- GÖDDE-BAUMANN, Beate. « Ansichten eines Krieges. Die Kriegsschuldfrage von 1870 in zeitgenössischem Bewußtsein, Publizistik und wissenschaftlicher Diskussion 1870-

- 1914 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p.175-202.
- KLEINMANN, Hein-Otto. « Die spanische Thronfrage in der internationalen Politik vor Ausbruch des deutsch-französischen Krieges » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 125-149.
- KOLB, Eberhard. « Mächtepolitik und Kriegsrisiko am Vorabend des Krieges von 1870 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 203-209.
- , « Kriegführung und Politik 1870/71 » dans Theodor Schieder et Ernst Deuerlein, dir. *Reichsgründung 1870/71 : Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*, Stuttgart, Seewald Verlag, 1970, p. 95-118
- LANGER, William L. « Red Rag and Gallic Bull – The French Decision for War, 1870 » dans Otto Brunner et Dietrich Gerhard, dir. *Europa und Übersee. Festschrift für Egmont Zechlin*, Hambourg, Hans Bredow-Institut, 1961, p. 135-154.
- MOMMSEN, Wilhelm. « Bismarcks kleindeutscher Staat und das großdeutsche Reich » dans Helmut Böhme, dir. *Probleme der Reichsgründungszeit 1848-1879*, Cologne et Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1968, p. 355-368.
- RADEWAHN, Wilfried. « Europäische Fragen und Konfliktzonen im Kalkül der französischen Außenpolitik vor dem Krieg von 1870 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 33-63.
- SAUER, Wolfgang. « Das Problem des deutschen Nationalstaates » dans Helmut Böhme, dir. *Probleme der Reichsgründungszeit 1848-1879*, Cologne & Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1968, p. 448-479.
- SCHNEILIN, Gérard. « Les historiens français et l'Allemagne au XIX^e siècle » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin, dir. *La Naissance du Reich*, Asnières, Pia (Publications de l'Institut d'Allemand), 1995, 238 p.
- SCHOT, Bastiaan. « Die Entstehung des Deutsch-Französischen Krieges und die Gründung des Deutschen Reiches » dans Helmut Böhme, dir. *Probleme der Reichsgründungszeit 1848-1879*, Cologne et Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1968, p. 269-295.
- SCHROEDER, Paul W. « The Lost Intermediaries : The Impact of 1870 on the European International System » dans Paul W. Schroeder, dir. *Systems, Stability and Statecraft: Essays on the International History of Modern Europe*. New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 77-96.
- STENGERS, Jean. « Le rôle de l'opinion publique dans la genèse d'une guerre : 1870 et 1914 » dans Eberhard Kolb, dir. *Europa vor dem Krieg von 1870 – Mächtekonstellation, Konfliktfelder, Kriegsausbruch*. Munich, Oldenbourg, 1987, p. 151-174.

- STEEFEL, Lawrence D. « Bismarck and Bucher: The “Letter of Instructions” of June 1870 » dans A. O. Sarkissian, dir. *Studies in Diplomatic History and Historiography in Honour of G. P. Gooch*. Londres, Longmans, 1961, p. 217-224.
- THIÉBAUT SCHNEIDER, Fernand. « Der Krieg in französischer Sicht » dans Wolfgang von Groote et Ursula von Gersdorf dir. *Entscheidung 1870: Der deutsch-französische Krieg*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt GmbH, 1970, p. 165-203.
- VON MURALT, Leonhard. « Die diplomatisch-politische Vorgeschichte » dans Wolfgang von Groote et Ursula von Gersdorf, dir. *Entscheidung 1870: Der deutsch-französische Krieg*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt GmbH, 1970, p. 9-43.
- WINKLER, Martin. « Die Rolle der Presse bei der Vorbereitung des deutsch-französischen Krieges 1870/71 » dans Deutsche Forschungsgemeinschaft. *Presse und Geschichte : Beiträge zur historischen Kommunikationsforschung : Referate einer internationalen Fachkonferenz der deutschen Forschungsgemeinschaft und der deutschen Presseforschung, Universität Bremen, 5.-8. Oktober 1976 in Bremen*, Munich, 1977, p. 171-194.